

**UNIVERSITE GALATASARAY  
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES  
DÉPARTEMENT DE RELATIONS  
INTERNATIONALES**

**LE ROLE DE LA TURQUIE DANS LA  
STRATEGIE MOYEN-ORIENTALE DES ETATS-  
UNIS: L'EXEMPLE DE LA GUERRE EN IRAK**

**Yavuz SEZEN**

**Directeur de recherche: Professeur Agrégé Erhan BÜYÜKAKINCI**

**Mémoire pour l'obtention du DEA "Relations Internationales"**

**MARS 2006**

# TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

## I. LA VISION AMERICAINE SUR LA POLITIQUE ETRANGERE TURQUE PENDANT LA PERIODE DE LA GUERRE FROIDE.....17

### A- Moyen-Orient : la transition de la pax britannica vers la pax americana.....17

1- Les visées de grandes puissances : la prédominance anglaise dans la région.....19

2- L'émergence de la présence américaine dans la région.....21

### B- Les caractéristiques de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient pendant la Guerre Froide.....23

1- Le contexte mondiale au début de la Guerre Froide.....23

2- La stratégie américaine pendant la Guerre Froide : l'endiguement et son expansion vers le Moyen-Orient.....28

### C- La Guerre Froide et l'Amérique: la place de la Turquie.....32

1- L'orientation de la politique extérieure turque entre deux Guerres Mondiales.....32

2- Un engagement unidimensionnel.....40

3- La recherche d'une politique extérieure plus diversifiée.....46

4- La recherche d'un partenariat équitable avec les Etats-Unis.....52

<b>II. LA NOUVELLE PHASE APRES LA GUERRE FROIDE ET 9/11 : LA REORIENTATION DES PRIORITES AMERICAINES.....</b>	<b>54</b>
<b>A- La fin de la Guerre froide et la réorientation des priorités américaines.....</b>	<b>54</b>
1- Le Nouvel Ordre International.....	54
2- Les conséquences de la guerre du Golfe.....	58
3- La quête de stratégie américaine dans le nouveau milieu international.....	63
<b>B- La redéfinition du rôle de la Turquie dans la période d'après Guerre Froide.....</b>	<b>71</b>
1- La guerre du Golfe et ses retombés.....	71
2- Les nouvelles visions pour la Turquie.....	74
3- Les domaines de coopération avec les Etats-Unis dans le cadre du Moyen-Orient.....	77
<b>C- La période d'après 9/11 ; La guerre en Irak et les relations turco-américaines : conflits d'interets .....</b>	<b>81</b>
1- Visions du Moyen-Orient de l'Administration Bush avant le 11 septembre.....	81
2- Un grand dessein stratégique : Stratégie de sécurité nationale de 2002 et les premiers pas vers l'Irak.....	84
3- Conflits d'intérêts : la guerre en Irak et la Turquie.....	91
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>106</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>112</b>

# INTRODUCTION

L'origine des puissances hégémoniques se confond avec celle de l'humanité. Mais la suprématie des Etats-Unis se distingue entre toutes par la rapidité avec laquelle elle est apparue, par son envergure planétaire et les modalités qu'elle revêt. Tour à tour, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, trois puissances – l'Espagne, la France et la Grande Bretagne- ont dominé militairement, économiquement la planète. Tous les règnes de ces puissances se sont achevés avec l'émergence d'un autre concurrent visant à défier leur leadership. Ainsi, la domination britannique s'est achevée avec la montée des ambitions allemandes, ce qui causa la Première puis la Seconde Guerre Mondiale. Ces deux guerres ont épuisé les pouvoirs des acteurs classiques qui dominaient la scène des relations internationales depuis des siècles. Après la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis établirent avec l'Union soviétique une sorte de condominium mondial caractérisé par une rivalité qu'on appellera la Guerre Froide.

Cette confrontation s'est achevée par la dislocation de l'Union soviétique en 1991. A l'échelle mondiale, les Etats-Unis se retrouvent donc placés dans une situation de suprématie qu'aucune puissance n'a connue depuis plus d'un siècle. Le néo-conservateur Charles Krauthamer désignait cette situation immodestement de la façon suivante « *L'Amérique enjambe le monde comme un colosse (...). Depuis que Rome détruisit Carthage, aucune autre grande puissance n'atteint les sommets où nous sommes parvenus.* »<sup>1</sup>

Certes, dans le monde contemporain, la prépondérance d'un empire ne se mesure plus à la seule emprise géographique. Outre de formidables attributs militaires, elle résulte essentiellement de la suprématie dans le contrôle des réseaux économiques, des flux financiers, des innovations technologiques, des échanges commerciaux, des extensions et des projections (matérielles et

---

<sup>1</sup> Charles Krauthammer. «The Unipolar Moment», *Foreign Affairs*, vol. 70, no: 1, 1990-1991.

immatérielles) de tous ordres. A cet égard, nul ne domine autant le monde, ses océans et son espace environnant que les Etats-Unis.

A bien des égards, la suprématie globale des Etats-Unis rappelle celle qu'ont pu exercer jadis d'autres empires, même si ceux-ci avaient une dimension plus régionale. Dans le premier chapitre de son ouvrage, *le Grand Echiquier*, Brzezinski montre que, l'exercice de la puissance américaine dérive dans une large mesure d'une organisation supérieure, de la capacité à mobiliser sans délais d'importances ressources économiques et technologiques à des fins militaires.<sup>2</sup> Les empires anciens possédaient eux aussi ces attributs, mais on peut concevoir aisément une originalité dans le cas américain. Parce que, comme l'on a vu dans l'Histoire, un empire correspond à un ensemble plus ou moins important de territoires placés sous une même autorité centralisée. Il s'agit, donc, d'occupations de territoires dont la domination a été obtenue en partie par un processus de conquête. Mais les Etats-Unis ne mènent pas des conquêtes impériales visant à déboucher sur l'occupation durable des territoires (Par exemple, le Japon n'a été occupé que de 1945 à 1951). C'est le caractère singulier, et peut-être unique, de l'expérience américaine : « *L'Empire américain* », écrivait déjà Claude Julien en 1968, « *n'est pas seulement le plus puissant que l'histoire ait connu. Il est surtout, à bien des égards, le plus original. Jamais un aussi petit nombre d'hommes avait réussi à porter aussi loin leur influence, à marquer de leur empreinte la vie quotidienne d'un aussi grand nombre de peuples* » et il précisait que c'est un Empire qui « *ne ressemble à aucun autre, l'Empire sans frontières.* »<sup>3</sup>

De cette manière, en analysant la situation des Etats-Unis, il faut prendre en considération cette singularité. Car la puissance à laquelle se sont élevés les Etats-Unis est unique, par son envergure et son ubiquité. Sa domination universelle est une forme de domination entièrement nouvelle. Les illustrations historiques relatives à une forme impériale, qui passait par une domination

---

<sup>2</sup> Zbigniew Brzezinski. *Le Grand échiquier*, Paris, Bayard, 1997. pp. 34-35.

<sup>3</sup> Michel Wieviorka. « L'Empire américain » in : sous la direction de Michel Wieviorka, *L'Empire américain ?*, Balland, Paris, 2004. p. 18.

territoriale, politique, assurant la maîtrise directe des espaces soumis sont nombreuses. A cet égard, on peut désigner les Etats-Unis, même de façon empirique, comme un type de domination nouvelle : l'hégémonie.

Signifiant « *direction* » en grec ancien, la notion d'hégémonie peut être défini en Relations Internationales comme une forme particulière de domination à vocation universelle par sa supériorité. Un Etat hégémon est alors défini comme une puissance étant en quelque sorte un *primus inter pares* dont l'intérêt est de maintenir les règles essentielles du système international à son profit.<sup>4</sup> L'hégémonie s'éloigne de l'impérialisme, parce qu'elle récuse toute maîtrise territoriale et politique directe comme impraticable, inutile, trop coûteuse et contraire à ses objectifs voire à ses valeurs. Elle repose ainsi sur une culture de la soumission, sur la reconnaissance d'une supériorité que l'on accepte. Une supériorité orientée vers sa propre stabilité, cherchant dès lors à obtenir le consentement au moins à un certain degré des autres Etats souverains. Dans cette mesure elle aime à se présenter comme une forme relativement douce, voire bienveillante, de domination. En ce sens, les Etats-Unis sont hégémon, étant capable grâce à leur suprématie d'émettre et de faire respecter les règles principales qui gouvernent le système international.<sup>5</sup> Sous cet angle, on considéra la domination américaine dans cette étude comme s'inscrivant dans un cadre hégémonique.

Après avoir décrit en grands traits le concept d'hégémonie pour expliquer le cas américain, il convient d'expliquer les bases théoriques de cette étude en s'appuyant sur différentes conceptions hégémoniques introduites dans le cadre des Relations Internationales. Tout d'abord, on se servira des travaux de Gilpin, puis de Keohane, et de Susan Strange qui introduisirent la notion d'hégémonie par le biais de l'économie et de la théorie des régimes pour penser les critères de la

---

<sup>4</sup> Martin Griffiths et Terry O'Callaghan. *International Relations: The Key Concepts*, Routledge, London, 2002. pp. 137-138.

<sup>5</sup> Serge Sur. « L'Hégémonie américain en question », *Annuaire français de relations internationales 2002*, vol. III, Editions Bruylant, 2002. pp. 11-14.

puissance des Etats-Unis (notamment la *puissance structurelle* de Susan Strange). Ensuite, on se servira également de la contribution de Robert Cox qui consista à appliquer l'œuvre de Gramsci aux Relations Internationales pour tenter de montrer que les nations plus puissantes définissent un ordre favorable à leurs intérêts au moyen d'un leadership par consentement.

Dans son ouvrage, « *War and Change in World Politics* »<sup>6</sup>, Robert Gilpin met en place la puissance hégémonique au centre d'un leadership d'un Etat sur les autres Etats du système international. Chez Gilpin, la suprématie de la puissance hégémonique est à la fois économique-technologique et militaro-stratégique. Mais, il constate que cette puissance est basée moins sur la distribution des capacités militaires que sur les changements technologiques et économiques. Parce que, les capacités militaires d'une puissance prédominante reposent en effet sur ses forces productives qui constituent la précondition matérielle sine qua non de ses prétentions à l'hégémonie, hégémonie maintenue par ailleurs grâce à la mise sur pied d'un ensemble de normes régulant l'ordre existant à son profit et à celui de ses alliés. Toutefois, le maintien de la position hégémonique implique des dépenses de défense au détriment du développement économique. La puissance dominante ne joue pas ce rôle par pure bonté mais parce que cela sert à ses intérêts, en particulier la promotion de sa sécurité. Selon Gilpin, la puissance hégémonique, après avoir tiré profit dans un premier temps de son avance économique et de sa supériorité technologique et organisationnelle, finit tôt ou tard par connaître un déclin de son statut. Les coûts supplémentaires du maintien du système pourraient entraîner la crise au sein de la puissance hégémonique. Les autres puissances (ou l'une de ses alliées) qui pourrait profiter du déclin n'hésiterait pas à défier la puissance hégémonique. Il s'ensuit donc une guerre hégémonique au sens de guerre généralisée en vue de la définition d'un nouvel ordre international. Ce nouvel ordre est caractérisé par une nouvelle hiérarchie et par de nouvelles règles du jeu émises et imposées par la nouvelle puissance dominante. C'est ce qui s'est passé suite aux deux Guerres Mondiales, lorsque les Etats-Unis ont succédé à la Grande Bretagne défiée à deux reprises, par

---

<sup>6</sup> Robert Gilpin. *War and change in world politics*, Cambridge University Press, 1981.

l'Allemagne. Mais ce nouvel ordre sera aussi plus ou moins temporaire, car, la conclusion d'une guerre hégémonique signifie le début d'un autre cycle de croissance, expansion et déclin.<sup>7</sup> D'autre part, dans son ouvrage publié en 1987<sup>8</sup>, Gilpin procède à la relecture du système international. Il affirme que, face à une telle concurrence, l'hégémonie devient prédatrice, car, l'hégémon essaie de faire partager le fardeau que représente pour lui la fourniture de biens publics dans cette nouvelle conjoncture économique.<sup>9</sup> (L'exemple américain à partir des années soixante-dix) Reste que ces tentatives ne font que retarder son remplacement inévitable.

De ce point de vue, Gilpin reprend la théorie des cycles qui fut l'objet d'un article de George Modelski en 1978<sup>10</sup>, dans lequel, il définit les changements dans le système international comme un mouvement cyclique. Il affirme que depuis le XVe siècle, certains Etats deviennent dominants pour une durée déterminée. Il admet que pendant ce temps une autre puissance ascendante se révèle et le défie. De cette lutte, accouche la nouvelle dominante du système. Il renvoie ainsi à l'apparition d'une dominante au sein du système avec un certain cyclisme. Le dénominateur commun de ces deux approches est de prévoir un défi et un changement du statu quo, notamment par la voie d'une guerre qui supprime le déséquilibre dans le système et qui débouche sur un nouveau cycle de puissance.

Dans cette perspective, la puissance hégémonique se retrouve dans une situation d'assurer sa survie. L'émergence de nouveaux pôles économiques ou financiers peut menacer son statut. Par exemple, la montée en puissance du Japon et de l'Europe à partir des années 1970 et la chute probable de l'hégémonie américaine auraient dû provoquer la guerre hégémonique. Face à cette situation,

---

<sup>7</sup> **ibid.** p. 210.

<sup>8</sup> Robert Gilpin. *The Political Economy of International Relations*, Princeton University Press, 1987.

<sup>9</sup> **ibid.** pp. 88-90.

<sup>10</sup> George Modelski. «The Long Cycle of Global Politics and the Nation-State», *Comparative Studies in History and Society*, vol: 20, no:2, Avril 1978.



Keohane, dans son œuvre « *After Hegemony* »<sup>11</sup> estima que les mécanismes de concertation créés à l'époque de la domination incontestée peuvent faire perdurer l'influence de la puissance hégémonique dans une période post-hégémonique.<sup>12</sup> Ce point de vue nous amène à cerner une vision de transition pacifique dans le cas d'un défi. Dans ce cas, des ajustements peuvent être effectués dans des structures créées par l'hégémon au sein de laquelle il continue de garder une place déterminante. Donc, pour Keohane, l'hégémon est susceptible d'être plus disposé à réaliser des accords dans lesquels il fait des sacrifices initiaux pour de futurs gains, en contrepartie, il obtient le contrôle considérable du comportement de ses associés à l'avenir.<sup>13</sup>

A cet égard, comme l'indique Susan Strange, c'est dans la dimension structurelle de la puissance que réside le secret de l'hégémonie américaine. Strange définit la « *puissance structurelle* » comme « *la capacité de façonner (to shape) et de déterminer les structures de l'économie politique globale au sein desquelles les autres Etats, leurs institutions politiques, leurs entreprises économiques et leurs scientifiques et autres experts doivent opérer* ». En effet, elle conclut que si les Etats-Unis sont restés puissants, c'est parce qu'ils disposent de la capacité de façonner les structures<sup>14</sup> au sein desquelles les autres Etats et acteurs doivent opérer.

D'autre part, Robert Cox, définit le concept d'hégémonie au sens gramscien d'ordre fondé sur une domination non ressenties par ceux qui les subissent, suite à la capacité d'un Etat hégémonique –en l'occurrence les Etats-Unis de nos jours- à « *proposer et à protéger un ordre mondial universel dans sa conception, c'est-à-dire compatible avec les intérêts des autres Etats* ». <sup>15</sup> D'après

---

<sup>11</sup> Robert O. Keohane. *After Hegemony. Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton University Press, 1984.

<sup>12</sup> Jean-Jacques Roche. *Théories des relations internationales*, Editions Montchrestien, Paris, 2004. p. 93.

<sup>13</sup> Keohane. *op.cit.* p.180.

<sup>14</sup> Elle parle de quatre structures fondamentales : la structure de sécurité, la structure de production, la structure financière, la structure du savoir.

<sup>15</sup> Marie-Claude Smouts, Pascal Vennesson, Dario Battistella. *Dictionnaire des relations internationales 2003. Approches, Concepts, Doctrines*, Dalloz, 2003. pp. 260-261.

lui, cet ordre hégémonique est fondé sur les capacités de la société civile de cet Etat à opérer à l'échelle mondiale, à créer ce que Gramsci avait appelé un bloc historique, en diffusant ses institutions sociales et économiques, sa culture et sa technologie comme autant de modèles à l'étranger.<sup>16</sup> Ce concept de « *bloc historique* », la capacité d'un acteur à structurer le champ de pensée et d'action possibles des autres acteurs ressemble à la notion de « *puissance structurelle* » de Susan Strange.

En effet, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis s'engagèrent dans l'opération de construction institutionnelle. Il s'agissait d'instaurer un ordre mondial fondé presque exclusivement sur ses valeurs. Ce système reposa sur plusieurs organisations multilatérales où l'Amérique pourrait s'assurer une place dominante. Ce fut la création du système de Bretton Woods sur le plan économique, avec les institutions clés : le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale ; sur le plan de la sécurité, celle de l'ONU, l'OTAN ; des organismes de coopération économique régionale (ALENA, APEC) etc. Le système était hégémonique, en ce sens qu'il était centré autour des Etats-Unis et reflétait des mécanismes politiques et des principes organisationnels d'inspiration américaine. Grâce à ces tentatives de construction institutionnelle, une structure régulée de fonctionnement des relations politiques et économiques fut établie. L'Amérique a ainsi tissé un réseau d'institutions connectant les autres Etats à un ordre économique et de sécurité dominé par elle-même au sein duquel son hégémonie se traduit. A la différence de la *pax britannica* reposant sur un empire territorial, la *pax americana* repose sur des éléments structurels. En bref, après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont organisé le système international en le dotant d'institutions multilatérales où ils pourraient néanmoins s'assurer une place dominante. Donc, leur hégémonie implique une structure complexe d'institutions. Ils se présentent eux-mêmes comme un partenaire égal en adoptant les normes universelles pour écarter toute

---

<sup>16</sup> Dario Battistela. *Théories des Relations Internationales*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2003. p. 254.

résistance à leur leadership.<sup>17</sup> L'existence de ces institutions est la condition d'une hégémonie américaine acceptée et efficace qui consolidera en même temps cette hégémonie sur la scène internationale. Dès le début, la politique américaine se focalise sur l'institutionnalisation de son pouvoir et opte pour se lier avec des pouvoirs déchués du système international tels que l'Allemagne et le Japon dans le cadre des institutions et des pactes sécuritaires. De cette manière, les Etats-Unis s'efforcèrent d'empêcher l'émergence de ces pouvoirs en tant que source d'instabilité et particulièrement comme un pôle qui pourrait défier son leadership et ses intérêts. Les Etats-Unis ont, donc, pu établir une suprématie militaire et économique après la Seconde Guerre mondiale.

Par contre, pour certains auteurs comme Wallerstein, la domination planétaire des Etats-Unis s'était affaiblie, par rapport à son apogée de l'après-guerre. La crise économique mondiale des années soixante-dix eut des conséquences importantes pour la puissance américaine. De plus, lorsque l'économie mondiale se transformait en un ordre « *tripolaire* », avec trois centres de pouvoir majeurs : l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie, autour du Japon, la part de la richesse mondiale qu'ils contrôlaient est tombée, selon les estimations, d'environ 50% à moitié. Cette structure s'est encore modifiée depuis, avec notamment la montée en puissance des « *tigres* » d'Asie orientale et l'entrée de la Chine dans le système mondial en qualité d'acteur majeur. Cette situation peut être expliquée par le concept d'« *uni-multipolaire* » de Samuel Huntington.<sup>18</sup> Ce dernier affirme que le monde est « *uni-multipolaire* » ; unipolaire du point de vue militaire et multipolaire du point de vue économique et surtout culturel. Au contraire, l'émergence de nouveaux pôles économiques et financiers ne constitue pas une puissance diplomatico-militaire équivalente à celle des Etats-Unis. De plus, il est clair que la recherche de ces pouvoirs émergents pour trouver une place dans le système-monde compliqué par des relations d'interdépendance se retrouve dans le cadre des structures déterminées par les Etats-Unis.<sup>19</sup> Ils ne cessent de les surveiller sous leur ordre d'où ils disposent d'un pouvoir de contrôle. Leurs

---

<sup>17</sup> Joyce et Gabriel Kolko. *The Limits of Power, The World and United States Foreign Policy 1945-1954*, Harper & Row Publishers, 1972. p. 60.

<sup>18</sup> Samuel Huntington. « La superpuissance solitaire », *La Revue internationale et stratégique*, no : 34, été 1999.

<sup>19</sup> Burcu Bostanoğlu. *Türkiye-ABD İlişkilerinin Politikası*, İmge Kitabevi, Aralık 1999. p. 235.

concurrents deviennent des alliés, des partenaires. Bien que le monde soit complexe, les Etats-Unis conservent au moins l'influence de contrôler l'ordre mondial pourvu de ses intérêts vitaux. En définitive, les Etats-Unis exercent un leadership étant en quelque sorte un *primus inter pares* lorsqu'on compare ses capacités politiques et économiques en faisant référence à Susan Strange, les Etats-Unis détiennent encore toutes les clefs de la structure du pouvoir qui les rend capable de déterminer le choix des autres ; le contrôle sur la sécurité, (le contrôle) sur la production, (le contrôle) sur le crédit et (le contrôle) sur le savoir, les croyances et les idées.<sup>20</sup> En fait, c'est le résultat d'une hégémonie structurelle. Comme le démontrent Cox et Strange, l'hégémonie change de main avec l'émergence de rivaux à moins qu'elle se structure et s'institutionnalise.<sup>21</sup> De ce fait, quand les Etats-Unis rencontrent des conditions qui paralysent leur système, ils n'hésitent pas à employer le recours unilatéral de la force militaire. C'est le résultat flagrant de sa politique hégémonique.

Dans cette optique, on peut constater que le Moyen-Orient occupe une place assez importante au sein de cette structure hégémonique. En effet, depuis le milieu des années 1940, les hauts responsables des Etats-Unis voyaient la région, du Golfe arabo-persique, comme une source prodigieuse de puissance stratégique. « *La région du monde stratégiquement la plus importante* » dirait plus tard Eisenhower ; en 1947, ses stratèges estimaient que les ressources de la zone étaient « *un enjeu vital pour toute puissance intéressée par l'influence ou la domination mondiales* ». <sup>22</sup> En fait, cette affirmation se résume en fonction de plans élaborés pour empêcher l'émergence de tout concurrent voulant défier leur pouvoir, leur position et leur prestige. C'est pourquoi, comme l'affirme Zalmay Khalilzad, la position américaine dans le Moyen-Orient notamment au Golfe sera un grand avantage si une puissance hostile globale émerge.<sup>23</sup> Comme nous le verrons plus en détail par la suite, cette région est source de préoccupations

---

<sup>20</sup> Jonathan Story. « Le système mondial de Susan Strange », *Politique étrangère*, no : 2 2001. p. 444.

<sup>21</sup> *ibid.* p. 234.

<sup>22</sup> Noam Chomsky. *Dominer le monde ou sauver la planète ? L'Amérique en quête d'hégémonie mondiale*, Fayard, Paris, 2004. p. 208.

<sup>23</sup> Zalmay Khalilzad. «The United-States and the Persian Gulf : Preventing Regional Hegemony», *Survival*, vol :37, no :2, été 1995. p. 96.

extrêmement importantes pour les Etats-Unis dans leur volonté de conserver leur hégémonie au niveau mondial.

A ce stade, le rôle de la Turquie comme puissance stratégique dans le Moyen-Orient est cruciale pour la construction de l'hégémonie américaine. Les Etats-Unis et la Turquie ont établi des relations étroites dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Parce que la Turquie représente une importance géopolitique de premier ordre. Pour voir son importance stratégique, il suffit de regarder une carte. Située à la jonction des continents européen et asiatique, la Turquie se trouve au carrefour de régions telles que les Balkans, le Caucase ou le Moyen-Orient, enjeux de nombreux défis. D'aucuns même n'hésitent pas à affirmer que cette situation géostratégique en fait que « *l'épicentre de l'importance en réalité mondiale de la Turquie* ». <sup>24</sup> « *à l'ouest, par-delà la mer Egée, c'est l'accès russe à toute la Méditerranée qu'elle contrôle. La sécurité des pays européens, comme celle des pays du Maghreb en dépend directement... vers l'est, la Turquie, en ranimant la conscience que les pays turcophones ont de leur identité, réveille la conscience de l'ensemble de l'ancien Turkestan (qui va jusqu'au Sin-Kiang)* ». <sup>25</sup> Vu cette situation, la Turquie s'incorpore dans la structure hégémonique des Etats-Unis avec la proclamation de la doctrine Truman en 1947. Cinq décennies de coopération, passant par l'adhésion de la Turquie à l'OTAN, l'ouverture de bases américaines sur le territoire turc et une assistance militaire et économique considérable provenant de Washington, marquèrent le partenariat turco-américain.

Après avoir défini les Etats-Unis comme une puissance hégémonique, dans quel cadre peut-on analyser /insérer la Turquie dans le système international ? On peut distinguer trois sortes d'Etat dans un système ; les Grands, les Petits et les « *middle power, puissance moyenne* ». Les puissances moyennes (middle power) sont les Etats qui, s'ils ont des influences marginales sur le système international,

---

<sup>24</sup> Pierre Béhar, «L'importance géostratégique de la Turquie», in : sous la direction de Didier Billion, *Le rôle géostratégique de la Turquie*, Paris, Institut de relations internationales et stratégiques, 1995. p. 138.

<sup>25</sup> *ibid.* p. 138.

peuvent affecter les politiques régionales. (A cet égard, on peut les désigner aussi comme des puissances régionales.) Par ailleurs, ils peuvent résister aux pressions provenant des grands Etats, ils peuvent parfois négocier avec eux, de plus, s'ils examinent bien la conjoncture, ils sont en mesure d'exercer une certaine influence sur les politiques régionales des Grands.<sup>26</sup> Mais, ils ne peuvent pas orienter ou influencer leurs politiques globales dont les intérêts vitaux sont remis en question. En outre, une puissance moyenne doit disposer d'une certaine grandeur économique et d'une puissance armée qui constituent des éléments déterminant de son pouvoir. Si ces deux aspects coïncident avec une position géostratégique auront pour résultat d'une augmentation de l'importance d'une puissance moyenne dans tous les calculs stratégiques.

Par ailleurs, dans son livre *Politics Among Nations*, Hans Morgenthau précise qu'il n'y a pas toujours un rapport direct entre les capacités/moyens réels des Etats et l'efficacité de parvenir aux objectifs envisagés.<sup>27</sup> En d'autres termes, chaque Grand Etat n'obtient pas une capacité toujours en proportion de ces ressources. Au contraire, certains Etats dont l'importance tient à leur situation stratégique (comme la Turquie) acquièrent une emprise répandue et un rôle-clé, bien supérieur à ce que ses capacités substantielles ne lui auraient permis.

Par contre, comme le souligne Raymond Aron, les choix des Etats à l'intérieur du système bipolaires (comme la Turquie) –prendre parti d'une camp ou rester neutre-, dépendent avant tout de leur situation géographique et de leurs ressources propres.<sup>28</sup> Dans ces conditions, pour les Etats ayant une importance stratégique, il n'est pas possible de suivre une politique indépendante des blocs. Il faut également préciser que l'usage de la force dans des régions géostratégiques dépend pour ces Etats de certaines conditions. A défaut d'un consentement d'une puissance hégémonique, l'usage de la force de leur propre ressort entraîne des problèmes (le cas de Chypre est un exemple frappant). Cette assertion d'Aron

---

<sup>26</sup> William Hale. *Turkish Foreign Policy, 1774-2000*, Frank Cass, London, 2000. p. 2.

<sup>27</sup> Hans Morgenthau. *Politics among Nations*, A. A. Knopf, 1967. p. 106-108.

<sup>28</sup> Raymond Aron. *Paix et Guerre entre les Nations*, Editions Calmann-Lévy, 2004. p. 146.

peut aisément être utilisée afin d'expliquer la situation de la Turquie pendant la Guerre Froide. Mais il convient aussi de souligner que la Turquie s'agrège volontairement de l'hégémonie américaine.

Dans cette étude, on analysera la Turquie comme étant une *puissance moyenne* qui occupe une position incontournable dans la stratégie américaine. Grâce à sa position géostratégique, les Etats-Unis, donc, désignent la Turquie comme un Etat pivot dans leur stratégie moyen-orientale. Cela veut dire qu'un Etat ce qui ne détermine pas seulement le destin de sa région et mais aussi affecte la stabilité régionale et internationale. Robert Chase, Emily Hill et Paul Kennedy soulignent ainsi l'importance d'un Etat pivot comme:

*« Une grande population et une location géographique important sont deux conditions. Comme le reconnaît l'identification récente du département de commerce des Etats-Unis des « grands marchés émergents » qui offrent la plupart de promesse aux affaires américaines, le potentiel économique est également critique. Un état pivot est si important sur le plan régional que son effondrement correspond à la mutilation transfrontalière; la migration, la violence communale, la pollution, la maladie, et ainsi de suite. D'autre part, le progrès économique régulier et la stabilité d'un état pivot, maintiendraient le dynamisme économique et la stabilité politique de sa région et exploiteraient le commerce et l'investissement américain. Leur succès ou échec influencera forcément le futur des voisines et agira sur les intérêts américains. »<sup>29</sup>*

On peut concevoir de cette manière l'importance de la Turquie pour les Etats-Unis. Cette constatation nous permet de mieux cerner l'importance de la Turquie pour les Etats-Unis et explique pourquoi ces derniers soutiennent la Turquie. N'oublions pas que, la Turquie a des bénéfiques diplomatiques et

---

<sup>29</sup> Robert Chase, Emily Hill et Paul Kennedy. « Pivotal states and US strategy », *Foreign Affairs*, vol. 75, no: 1, Janvier/Février 1996. p. 37.

économiques au fur et à mesure que ses intérêts correspondent aux ceux des américains. De plus, une telle affirmation nous montre également la continuation de l'importance de la Turquie dans la période d'après-guerre froide.

En partant de ces réflexions qui constituent les bases théoriques, cette recherche aura pour l'objet d'analyser la place du Moyen-Orient, en particulier le Golfe persique, dans la constitution de l'hégémonie américaine mondiale. Les principales questions de cette étude seront : « Quelle est la place du Moyen-Orient dans la stratégie américaine ? », « Quels sont les déterminants de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient pendant la Guerre Froide ? », « Y a-t-il une certaine continuité dans sa stratégie d'après Guerre Froide ? », « En quoi consistent ses intérêts au Moyen-Orient ? », « Quel est l'impact de la fin de la bipolarité aux politiques américains à travers du Moyen-Orient ? », « Quels sont les effets des attentats du 11 septembre sur la politique et la stratégie américaine ? », « Quel est l'interaction des attentats du 11 septembre et le besoin d'un changement radical au Moyen-Orient ? », « Quelle est la vision moyen-orientale de l'administration Bush ? », « La guerre en Irak, est-elle une guerre arbitraire ou stratégique ? une dérive de la guerre au terrorisme ? », « Quels sont les véritables raisons de la guerre en Irak ? », « Les Etats-Unis ont-ils besoin des partenaires ou sont-ils tout puissant ? » ; « Quelle est la position/place de la Turquie dans l'hégémonie américaine ? », « Pourquoi la Turquie s'aligne-t-elle à l'hégémonie américaine ? », « De quelle type de relation s'agit-il? alliance ou partenariat ? », « Quels sont les impacts du remodelage du Moyen-Orient sur la Turquie ? », « A quoi sert le Grand Moyen-Orient ? », « Quelle était la fonctionnalité de la Turquie dans la guerre d'Irak ? », « Quelles sont les raisons d'une incompatibilité des visions sur l'Irak ? », « Quels sont les effets de la discorde entre les Etats-Unis et la Turquie à propos de l'Irak ?, Brouille ou discorde avec les Etats-Unis ? ». Finalement, toutes ces réflexions et interrogations nous conduisent à la problématique du mémoire : « *une puissance hégémonique telle que les Etats-Unis ont-elles besoin de la Turquie dans leurs considérations stratégiques globales ?* »



Comme l'on a déjà constaté, les Etats-Unis sont une puissance hégémonique différente de ses prédécesseurs. Car ils ont un pouvoir structurel. Mais il en va de la politique internationale comme toute chose en ce monde : pour toute puissance, le déclin est inévitable. L'hégémonie est une phase historique transitoire. A terme, l'hégémonie mondiale des Etats-Unis s'érodera. En fait, cette assertion constitue le point de départ de cette étude.

De ce point de vue, on peut dire que la première hypothèse de cette étude consiste à affirmer que l'Amérique étant une puissance hégémonique qui a la conscience de son statut, s'efforce de briser le cercle vicieux du cycle hégémonique. Dans cette optique, ses actes dans le Moyen-Orient deviennent significatifs. En premier lieu, il faut élucider que le golfe Persique reste au centre des préoccupations pour définir les intérêts américains au Moyen-Orient : le contrôle des ressources énergétiques. Le souci de maintenir les plus vastes réserves d'énergie du monde sous domination américaine représente un intérêt stratégique fondamental dans la constitution de l'hégémonie des Etats-Unis. Parce que ses principaux alliés qui pourraient se transformer en des concurrents pour son hégémonie dépendent du pétrole du Golfe. Comme le souligne Albert Wohlstetter, « *le pétrole du Golfe est vital pour nos alliés mais seulement important pour nous* »<sup>30</sup>. En effet, cette situation nous fournit aussi les véritables raisons de choix américains dans le Moyen-Orient à propos de la guerre en Irak ; on reviendra sur cet angle dans le deuxième chapitre, mais signalons déjà les calculs irakiens de Washington comme un choix stratégique plutôt économique dans ce passage.<sup>31</sup> Il faut également préciser que l'instabilité de ce sous-système régional produit des menaces directes sur sa stabilité intérieure et son prestige universel de seule superpuissance. Par ailleurs, cette hypothèse nous emmène à comprendre la stratégie de l'administration Bush telle que la stratégie de préemption affichée en 2002. Cette stratégie permettra aux Etats-Unis de garantir leur hégémonie et d'empêcher tout défi au pouvoir, à la position et au prestige des Etats-Unis au mépris du droit et des institutions internationales. Par conséquent, cette motivation de préserver son statut entraîne à la confirmation du

---

<sup>30</sup> Albert Wohlstetter. « Les Etats-Unis et la sécurité du Golfe », *Politique étrangère*, no : 1, 1981. p. 76.

<sup>31</sup> Yahya Sadowski. « Vérités et mensonges sur l'enjeu pétrolier », *Le Monde Diplomatique*, avril 2003.

Realpolitik<sup>32</sup>. Comme l'indique Kenneth Waltz, tout Etat cherche à assurer sa sécurité en comptant sur lui-même/ pour cette raison, les Etats-Unis suivent cette règle fondamentale du paradigme réaliste.<sup>33</sup>

A cet égard, la puissance hégémonique pour sa survie applique des stratégies, politiques globales, universelles. Au contraire, les puissances régionales exercent des politiques plus modestes que les hégémons. C'est au demeurant la fonction que puissances hégémoniques sont disposées à leur reconnaître, afin d'obtenir à moindre coût, par des relais appropriées, des conditions satisfaisantes pour la sécurité internationale. Les relations entre ces deux acteurs montrent une harmonie en tant que puissance hégémonique s'approprie les intérêts régionaux de la puissance régionale au sein de sa stratégie globale. Sous cet aspect on peut construire notre deuxième hypothèse : l'incompatibilité des intérêts régionaux des puissances moyennes/régionales avec les intérêts globaux des puissances hégémoniques provoque un discord. Pour éviter les conflits éventuels, la puissance hégémonique essaie d'intégrer autant que possible les intérêts de la puissance moyenne à ses propres intérêts. Le comportement de la Turquie pendant la crise irakienne confirme ainsi cette hypothèse. En effet, la caractéristique d'un Etat moyenne se révèle pendant la période de crise. Dans le cas de la crise irakienne, la stratégie globale des Etats-Unis et les intérêts vitaux de la Turquie sont remis en cause. Comme les intérêts turcs et américains ne se rallient pas, la Turquie retarde la mise en œuvre des politiques américaines.

Nous mettrons en place ces hypothèses dans un plan bipolaire. Dans le premier chapitre, on va tout d'abord montrer en quoi consiste l'importance du Moyen-Orient pour les grandes puissances, notamment, à partir de XXe siècle. On montrera ainsi les raisons qui orientent les américains vers cette région avant la période de la Guerre Froide. Puis, le premier chapitre sera consacré à l'explication de notre deuxième hypothèse ; c'est-à-dire à la convergence des intérêts mutuels

---

<sup>32</sup> Le Realpolitik est la politique étrangère fondée sur le calcul des forces et l'intérêt national.

<sup>33</sup> Batistella.**op.cit.** pp. 127-128.

pendant la Guerre Froide. En premier lieu, on analysera les déterminants de la politique américaine dans le Moyen-Orient sous l'atmosphère de Guerre Froide, ce qui nous permettra de cerner le changement des priorités américaines au fil du temps. En deuxième lieu, on démontrera les motifs du ralliement de la Turquie dans l'hégémonie américaine dans une manière unidimensionnelle.

Quant au deuxième chapitre, il consiste à analyser les modifications et la réorientation des visions stratégiques américaines dans l'ère d'après Guerre Froide. Les efforts des Etats-Unis en vue de la consolidation de son hégémonie et la quête d'une place de la Turquie dans ce nouveau milieu seront également abordés. Pour ce faire, il convient de parler de la guerre du Golfe qui marque l'état des relations. Dans ce contexte, on va examiner les conséquences de la nouvelle conjoncture sur l'hégémonie américaine et la Turquie. Dans un deuxième temps, on va souligner l'impact des attentas de 11 septembre sur la stratégie et sur la vision américaine qui conduit les Etats-Unis à la reconstruction de son hégémonie mondiale et à réajustement du Moyen-Orient. On abordera ainsi la guerre en Irak dans le cadre de cette stratégie de réajustement.

# **I. LA VISION AMERICAINE SUR LA POLITIQUE ETRANGERE TURQUE PENDANT LA PERIODE DE LA GUERRE FROIDE**

## **A- Moyen-Orient : la transition de la pax britannica vers la pax americana**

Le Moyen-Orient a été l'un des enjeux géopolitiques essentielles des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. Les Empires coloniaux puis les grandes puissances y ont cherché à prendre le contrôle des voies de communications jugées stratégiques puis l'économie pétrolière en a fait un intérêt vital pour les puissances industrielles. En effet, l'aspect économique comme le politique, le social comme le religieux met l'accent sur le rôle des grandes puissances comme la France et la Grande Bretagne d'abord, puis les Etats-Unis et l'Union soviétique. Il serait vain de négliger la place décisive du Moyen-Orient dans le monde d'aujourd'hui. Vu cette importance cruciale de cette région, il convient tout d'abord de décrire ce qu'on entend par l'expression « *Moyen-Orient* » et puis de parler de l'intérêt incontestable des grandes puissances envers la région au fil de deux derniers siècles.

Le Moyen-Orient (*Middle East*) est une expression qui apparaît au début du XX<sup>e</sup> siècle. Le terme a été utilisé pour la première fois par un stratège américain, dans son ouvrage, « *The Influence of Sea Power upon History* », paru en 1890.<sup>34</sup> Par ailleurs, à la suite de reportages de Valentine Chirol, dans le Times, sur le Moyen-Orient, ce terme se popularise et tend à rejeter dans l'ombre

---

<sup>34</sup> La conférence de Camille Mansour à Sorbonne « Moyen-Orient et monde arabo musulman », le 16/10/2003.

l'expression Proche-Orient.<sup>35</sup> Ce dernier continue pourtant à résister. D'après Vincent Cloarec et Henry Laurens, le terme « Moyen-Orient » désigne la zone comprise entre les Indes et le Proche-Orient (le littoral méditerranéen des Balkans à l'Égypte), c'est-à-dire la région de Péninsule arabique et du Golfe.<sup>36</sup> Cette définition correspond avant tout à des conceptions géopolitiques et non géographiques. Les Britanniques, en utilisant ce terme, conçoivent une zone d'influence nouvelle entre l'Égypte et les Indes. Pour les américains aux années 1950, il s'agit seulement des États arabes du Moyen-Orient alors que pour l'ONU, il faut y intégrer l'Iran, l'Afghanistan et l'Éthiopie mais pas le Soudan. Quant à Jacques Thobie, il propose une définition plus extensible incluant la Turquie et le Soudan. Il conçoit le Moyen-Orient comme une région en liaison avec les ambitions des puissances impérialistes tant dans les domaines économiques que stratégiques, au XX<sup>e</sup> siècle. D'où l'importance déterminante de cette région comme carrefour, comme échangeur, maritimes et terrestres. Thobie constate également que « *le Moyen-Orient, au sens strict, comprend l'Empire ottoman dans ses limites de 1914, auquel j'ajoute les territoires récemment perdus par Constantinople, Chypre, l'Égypte et Koweït, et aussi la péninsule arabique non ottomane et l'Iran. Toutefois, à la lumière de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, je suis amené à y rattacher certaines franges. A l'est, l'Afghanistan : rejeté, au 19<sup>e</sup> siècle en Asie centrale, à travers le conflit anglo-russe lié à la sécurité des confins de l'Empire des Indes, la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle tend, à tort ou à raison, à le rattacher aux problèmes du Golfe arabo-persique ; aussi ai-je jugé bon de le prendre en compte. A l'ouest, le Soudan, l'Éthiopie, Djibouti et la Somalie nous retiendront comme riverains de la mer Rouge et de son débouché sur l'océan Indien. On ne peut dissocier, de par la nature même de notre propos, les deux rives de la mer Rouge. Au total donc, une région couvrant quelque 12 millions de km<sup>2</sup>, une grosse moitié de l'espace soviétique... ».*<sup>37</sup>

A cet égard, on peut parler de la plasticité du terme « *Moyen-Orient* » en raison de l'absence d'une définition géographique claire. Toutes les définitions

---

<sup>35</sup> **ibid.**

<sup>36</sup> Vincent Cloarec, Henry Laurens, *Le Moyen-Orient au 20<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, Paris, 2002. p. 1.

<sup>37</sup> Jacques Thobie. *Ali et les 40 voleurs*, Messidor, Paris. 1985, pp. 8-9.

viennent de l'extérieures selon les perceptions des pays occidentaux. Si on consulte aux auteurs, il est évident que chaque auteur à son définition. En revanche, dans cette étude, nous utiliseront le terme « *Moyen-Orient* » dans un contexte limité avec les pays du golfe Persique, la Syrie, Liban, Jordanie et l'Israël. Alors, le Moyen-Orient correspond alors à la région du Golfe. Quand même, n'oublions pas que la dimension géographique est parfois inéluctable dans l'analyse des événements qui révèlent l'importance de cette région.

Comme on l'a déjà indiqué, la position stratégique du Moyen-Orient, ses richesses naturels, ses faiblesses économiques en font une zone vigoureusement convoitée et exploitée par les puissances industrielles de l'Europe. Les interventions de ces puissances s'exercent sous diverses modalités financières, économiques, culturelles, politiques, qui instituent des liens particuliers de domination-dépendance, caractéristiques de l'impérialisme moderne. En effet, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la région a été fortement prisée par les capitaux européens à la recherche de substantiels profits.

### **1- Les visées des grands puissances : la prédominance anglaise dans la région**

Le Golfe fut pendant longtemps « *un lac britannique* » et le pétrole n'y a joué qu'un rôle tardif, pas avant son découvert en 1908 ; et ce n'est qu'après 1945 que le Golfe est devenu une artère de circulation pétrolière importante. Il avait ainsi suscité l'intérêt des grandes puissances coloniales pour différentes raisons ; mais d'abord pour des raisons stratégiques et économiques.

Les portugais sont les premiers à s'intéresser au Golfe et s'installent au début du seizième siècle dans la région (à Bender-Abbas et à Ormuz, à Bahrein et à Mascade). Ils tiennent ainsi le commerce vers l'Inde occidentale. Dans le temps, les portugais ont ouvert aux autres européens comme les Hollandais, les Anglais

et les Français, les routes vers le continent indien. Vers la fin du XVIIIe siècle, les Britanniques obtiennent le monopole du commerce en Perse ; c'est donc un quasi-protectorat britannique sur tout le pays. En janvier 1801, la Perse et la Grande-Bretagne signent un traité d'alliance et de commerce. Plus tard, en janvier 1809, est conclu un accord similaire avec l'Empire Ottoman. Si l'Inde justifie la politique britannique en Perse, pour l'Empire ottoman, cette politique a deux raisons majeurs : bloquer la descente des Russes vers la Méditerranée et empêcher tout rapprochement entre les Turcs et les Français. En outre, l'Empire ottoman, avec le firman du 29 décembre 1834, accorde aux sociétés britanniques le droit de naviguer sur l'Euphrate ; l'accord de Balta Liman, du 16 août 1838 confirme les capitulations et traités existant en faveur des Britanniques et leur accorde liberté de commerce dans tout l'Empire. Par ailleurs, en janvier 1820, la Grande-Bretagne impose aux différents tribus arabes du Golfe un traité qui supprime la piraterie et le trafic d'esclaves dans le golfe Persique ; derrière cette mesure humanitaire, les Britanniques veulent que le commerce ne puisse subir aucune menace, entrave ou dommage. Pour cette raison, l'Empire britannique redoute surtout une expansion russe vers les mers chaudes. Dans un tel esprit, pour les Britanniques, qui tiennent la Perse et ont de bonnes relations avec les Ottomans, le Golfe a une valeur multiple, « *commercial, politique, stratégique et télégraphique* ». <sup>38</sup> Dans ce contexte, non seulement Londres avait réussi à évincer ses concurrents, mais son contrôle de la route d'Indes se muait alors progressivement en mainmise sur le Golfe tout entier, qu'elle défend contre ses rivaux : russe et allemand. « *Nous ne sommes pas venus pour nous emparer de vos territoires, déclare Lord Curzon en 1903 à Koweït. Nous n'avons pas détruit votre indépendance ; au contraire, nous l'avons sauvegardée et elle sera plus que jamais garantie. Nous maintiendrons la paix dans les eaux du Golfe, mais pour cela la suprématie britannique devra rester incontestée* ». <sup>39</sup> Avec la Première Guerre Mondiale, l'Empire britannique s'engagerait à la fabrication des frontières et des pays sur une carte en Europe. <sup>40</sup>

---

<sup>38</sup> Discours de Lord Curzon du 21 septembre 1899. J.-C. Hurewitz. *Diplomacy in the Near and the Middle East. A Documentary Record (1535-1914)*, D. Van Nostrand Company Inc., New York, 1956.

<sup>39</sup> Marian Kent. *The Great powers and the end of the ottoman empire*, G. Allen & Unwin, London, 1984. p. 200.

<sup>40</sup> David Fromkin. *A peace to end all peace: creating the modern Middle East 1914-1922*, Owl Books. New-York, 2001. p. 17.

Quant au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'Empire ottoman accepte, en 1913, d'accorder leur autonomie au Koweït, au Qatar, à Bahreïn, renonce à toute revendication sur ces territoires et reconnaît la validité des concessions territoriales consenties en faveur de la Grande Bretagne. De plus, il s'engage à ne pas s'opposer à l'action des Britanniques, « *pour la protection de ses intérêts spéciaux et au dessein supérieur d'humanité, en matière « de police navale dans les eaux du golfe Persique* ». <sup>41</sup> Les anglais verrouillent ainsi le Golfe avec l'aval des Ottomans ; par ailleurs, ils obtiennent du sultan une concession pétrolière en faveur de la Turkish Petroleum Company (plus tard Irak Petroleum Company) le 28 juin 1914. <sup>42</sup> Le pétrole devient ainsi un argument majeur de l'action des Britanniques au Moyen-Orient et le Golfe une zone d'importance exceptionnelle de ce point de vue. Néanmoins, durant les années 1930, les Britanniques perdent le contrôle de la production pétrolière du Moyen-Orient ; parce qu'ils font entrer officiellement les Américains dans la Turkish Petroleum Company en juillet 1928 et surtout parce qu'ils leur abandonnent les immenses gisements de l'Arabie Saoudite. <sup>43</sup>

## 2- L'émergence de la présence américaine dans la région

En effet, la présence des Américaines dans la région Moyen-Orient remonte jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils ont signé en mai 1830 un traité de commerce et de navigation <sup>44</sup> avec l'Empire ottoman, trois ans plus tard, en septembre 1833, les Etats-Unis ont conclu un accord de paix perpétuelle avec le cheik de Mascate, qui n'est en fait qu'un accord commerciale. C'est le premier signe de la concurrence avec les Britanniques. Pourtant, il fallait attendre le XX<sup>e</sup> siècle pour que les Américaines affichent leurs intentions sur le Moyen-Orient.

---

<sup>41</sup> Thobie. **op.cit.** p. 12.

<sup>42</sup> Henry Laurens, « Les Etats-Unis et l'Orient arabe : préhistoire d'une présence », in: sous la direction d' Antoine Sfeir, *Les nouvelles questions d'Orient*, Hachette, 1991. p. 43.

<sup>43</sup> André Nouschi. « Le Golfe et le pétrole : d'un impérialisme à l'autre ? », *Relations internationales*, no : 66, été 1991. p. 147.

<sup>44</sup> Une clause « *secret* » de ce traité prévoyait de la construction de navires de guerres pour l'Empire ottoman. Bostanoğlu. **op.cit.** p. 324.



Après la Première Guerre Mondiale, les Etats-Unis réclament de participer à la Turkish Petroleum Company (TPC) et invoquent comme argument la promesse de concession consentie à l'amiral américain Chester par le sultan, avant 1914, précisément sur les zones concédées à la TPC.<sup>45</sup> Pourtant Wilson avait recommandé, dans un mémorandum de janvier 1919, de s'effacer derrière la Grande-Bretagne dans la zone comprenant la mer Rouge, l'océan Indien, le golfe Persique, le littoral de la Perse et de l'Arabie et les territoires contigus car les Britanniques sont les mieux placés pour manœuvrer les Arabes : leur contrôle des régions côtières, des marchés aux marges du désert, où les tribus commercent, leur permet d'avoir de l'influence sur les tribus de l'intérieur. Désormais, le Golfe ne peut plus être considéré comme « *un lac britannique* ».

D'ailleurs, les Etats-Unis ne cessent d'étendre leur influence par le biais de l'Arabie Saoudite. Ainsi, dès le milieu des années 1930, de nombreuses compagnies américaines se sont implantées notamment en Arabie-Saoudite qui devient la chasse gardée de ces investisseurs. Avec l'entrée en Deuxième Guerre Mondiale des Etats-Unis, Washington déclare zones vitales pour leur défense. Ils se sont installés désormais en Iran et en Arabie saoudite avec les accords en vue d'installer des bases aériennes destinées à surveiller le golfe Persique. Au fil des années, les Etats-Unis relèvent progressivement les positions britanniques dans la région et s'y substituent. Ce mouvement se confirme après la Seconde Guerre Mondiale, avec le déclin des empires coloniaux européens.

Quant à la période qui date le début de la Guerre Froide, le Moyen-Orient s'avère en tant que zone d'affrontements diplomatiques entre les deux super-puissances – les Etats-Unis et l'Union soviétique –, d'autant plus qu'à cette époque

---

<sup>45</sup> Cette promesse était attribuée à l'amiral sous la condition qu'on construise un chemin de fer qui s'allongea de Sivas, Diyarbakir, Moussoul, à Kirkouk.. La permission concernait également la concession des droits de l'exploitation des ressources souterraines se trouvant de 20 km du chemin de fer. Bilmez Bulent Can. *Demiryolundan Petrole Chester Projesi (1908-1923)*, Tarih Vakfi Yurt Yayinlari, İstanbul, Mayıs 2000. pp. 121-122.

la Grande-Bretagne abandonnent l'Inde et la Palestine. D'ailleurs, c'est pendant cette période que la Turquie commence à constituer l'un des maillons forts de la politique américaine d' « *endiguement* » au Moyen-Orient. Ainsi, dans la section suivante, analyserons-nous l'importance accordée au Moyen-Orient dans le cadre de la politique étrangère américaine pendant la Guerre Froide.

## **B- Les caractéristiques de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient pendant la Guerre Froide**

### **1- Le contexte mondiale au début de la Guerre Froide**

A la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, les Etats-Unis étaient le seul des grandes puissances à n'avoir pas été ravagé par la guerre. Par contre les Etats européens sont ruinés et l'Union soviétique a acquis sur le continent européen une force militaire et un prestige politique considérable. Les Etats-Unis détenaient le monopole nucléaire et disposent à l'échelle mondiale de tous les attributs de la puissance. La négociation qui prévaut entre les deux superpuissances, comme le montre la création de l'ONU, laisse place en deux ans à une situation de blocage. Ainsi, le souci de dirigeant soviétique Staline est de protéger les frontières de son pays. A la conférence de Yalta (février 1945), il obtient le déplacement des frontières de la Pologne vers l'Ouest et y fait reconnaître un gouvernement dominé par les communistes. En fait ce type de raisonnement des soviétiques visait à garantir leur sécurité, car depuis deux siècles, les territoires russes ont vécu des invasions venant de l'Europe de l'Est, par corollaire, Staline prévoyait la construction d'un cercle des gouvernements qui n'étaient pas hostiles. Pour Staline, c'est la première étape de « *glacis défensif* » contrôlée par l'URSS.<sup>46</sup>

Le sort de l'Allemagne révèle aussi les difficultés d'une collaboration. Au cours de la conférence de Postdam (juillet-août 1945) où l'Allemagne est partagé, les intransigeances se précisaient. Comme Henry Kissinger le constate, la

---

<sup>46</sup> François Sirel. « Guerre Froide (première) », in : sous la direction de Serge Cordellier, *Le dictionnaire historique et géopolitique du 20<sup>e</sup> siècle*, La Découverte, 2003. p. 313.

conférence tourna rapidement au dialogue de sourd ; Staline tenait à consolider sa sphère d'influence alors que le président américain, Harry Truman<sup>47</sup> et, dans une moindre mesure, le premier ministre britannique Churchill<sup>48</sup> collaient au respect de leurs principes.<sup>49</sup> Donc, l'ordre mondial selon Roosevelt régi par les quatre policiers par le biais de l'ONU mettait à l'épreuve. Postdam eut pour résultat concret d'amorcer le processus qui divisa l'Europe en deux sphères d'influences, soit exactement ce que les dirigeants de l'Amérique du temps de guerre avaient résolu d'éviter à tout prix. Par conséquent, Staline continua d'affermir la position des partis communistes de tous les pays d'Europe de l'Est qui est perçu comme une signe d'expansionnisme soviétique. En février de 1946, alors que l'URSS accroît son contrôle sur l'Europe de l'Est, le département d'Etat américain a reçu un long télégramme de 8 000 mots du chargé d'affaires à Moscou, George Kennan.<sup>50</sup> Celui-ci estime que la politique agressive de l'URSS est causée par la nécessité de justifier la dictature intérieure. D'après lui, les heurts entre l'Union soviétique et l'Amérique ne découlaient donc pas d'un malentendu ou de communications déficients entre Washington et Moscou, mais faisaient partie intégrante de la façon dont l'Union soviétique voyait le monde extérieur. La politique étrangère soviétique consistait essentiellement en un amalgame de zèle idéologique communiste et d'expansionnisme tsariste à l'ancien.<sup>51</sup> Selon lui, l'Amérique devait ressembler ses forces en vue d'une longue lutte ; les buts et la philosophie des Etats-Unis et de l'URSS se révélaient inconciliable.<sup>52</sup> Ce point de vue est partagé par un certain nombre de diplomates et par conséquent, la politique américaine devient de plus en plus ferme à l'encontre des tentatives soviétiques. Le mouvement vers la Guerre Froide a accéléré par la visite de l'ancien premier ministre britannique Winston Churchill aux Etats-Unis. Il a dénoncé son fameux discours de « *rideau de fer* » qui s'est abattu sur l'Europe, en présence et avec l'accord de H. Truman, témoignant ainsi les inquiétudes américains.<sup>53</sup> Le 6 mars 1946, le secrétaire d'Etat américain demande à Moscou

---

<sup>47</sup> Il est devenu chef de l'Etat américain en avril 1945 à la mort de Franklin D. Roosevelt.

<sup>48</sup> Winston Churchill était premier ministre de 1940 à 1945. Il a quitté le pouvoir après sa défaite électorale lors de la conférence de Postdam.

<sup>49</sup> Henry Kissinger. *Diplomatie*, Editions Fayard, 2003. p. 389.

<sup>50</sup> <http://www.cnn.com/SPECIALS/cold.war/episodes/02/documents/kennan/>

<sup>51</sup> Kissinger. **op.cit.** p. 402.

<sup>52</sup> **ibid.**

<sup>53</sup> Pour le discours de Churchill voir :

<http://www.cnn.com/SPECIALS/cold.war/episodes/02/documents/churchill/>

de retirer immédiatement ses troupes stationnées dans le nord de l'Iran. Les Soviétiques y avaient maintenu des troupes depuis la fin de la guerre en violation de leurs engagements.<sup>54</sup> En fait, cette situation avait rendu soucieux les dirigeants américains sur la sincérité des soviétiques. En avril 1946, l'URSS accepta de retirer ses troupes en contrepartie des concessions pétrolières au nord de l'Iran et en laissant dans leur zone d'occupation deux États de type socialiste. D'autre part, le désaccord sur le partage de l'Allemagne montrait l'impossibilité d'une coopération entre les deux puissances pour la période d'après guerre. L'unification économiquement des zones d'occupation britanniques et américaines en Allemagne, a provoqué l'augmentation de l'hostilité.

1946 a donc été pour les dirigeants américains « *l'année de la prise de conscience* » ; l'année 1947 était « *l'année des décisions* ».<sup>55</sup> Depuis la fin de la guerre, la Grande-Bretagne avait toujours soutenu la Grèce et la Turquie sur le plan économique et militaire. Or, pendant l'hiver 1946-1947, le gouvernement britannique informa Washington qu'elle ne pouvait plus assumer ce fardeau. En effet, l'indépendance de la Turquie risque d'être mise en danger en raison de la volonté soviétique de modifier le statut des Détroits ; quant à la Grèce, le roi grec affrontait une guerre civile contre les guérillas communistes qui déchire le pays. Cela signifierait l'effondrement de la ligne anti-communiste au centre, aux Détroits mais les États-Unis se montraient réticents à disposer à reprendre le flambeau pour empêcher une avancée russe en direction de la Méditerranée.<sup>56</sup> Pour obtenir le soutien de l'opinion publique américaine et du Congrès, cette analyse géopolitique est dissimulée derrière une menace extérieure : communisme conquérante mondiale. Le Congrès, dominé par les républicains - traditionnellement isolationniste-, n'avait pas envie de gaspiller l'argent des contribuables américains en faveur des Grecs et des Turcs, ni de résoudre les problèmes de la Grande-Bretagne, mais il était hostile à l'Union soviétique. Sur

---

<sup>54</sup> Durant la Deuxième Guerre Mondiale, devant le refus de chasser d'expulser les nombreux conseillers allemands, l'Iran est envahi par les troupes soviétiques et britanniques le 25 août 1941. L'Iran était la seule voie par laquelle les Britanniques peuvent ravitailler leur nouvel allié, l'Union soviétique, qui a subi une invasion allemande. À la fin de la guerre, les troupes devaient partir.

<sup>55</sup> Yves-Henri Nouailhat. *Les États-Unis et le monde de 1898 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2003. p. 166.

<sup>56</sup> Wesley M. Bagby, *America's International Relations since World War I*, Oxford University Press, 1999. p. 150.

les conseils d'Acheson, il avait donc fallu noircir le tableau et présenter la chute éventuelle de la Grèce et la pression sur la Turquie comme les premières étapes d'une vaste manœuvre soviétique pour dominer la Méditerranée orientale et puis ensuite Europe.<sup>57</sup> Par conséquent, le programme d'aide gréco-turc fut présenté comme un élément de la lutte mondiale entre la démocratie et la dictature. On peut dire que selon Stephen Ambrose, les Etats-Unis ont acquis le rôle d'une puissance mondiale par l'intermédiaire des aides destinés à la Grèce et à la Turquie.<sup>58</sup>

Le 12 mars 1947, Truman annonce publiquement que son pays prend le relais pour défendre le monde libre. Il affirmait qu'en défendant des pays indépendants, les Etats-Unis agiraient au nom de la démocratie et de la communauté mondiale. Truman avait qualifié sa doctrine de « *politique des Etats-Unis pour soutenir des peuples libres qui résistent aux tentatives d'asservissement venant de minorités armées ou de pression extérieures* ». <sup>59</sup> La doctrine Truman marquait un tournant décisif, pour la première fois, le président des Etats-Unis affirmait publiquement qu'il existait une menace de la part de l'Union soviétique. Après l'annonce de la doctrine Truman, le secrétaire d'Etat George Marshall a prononcé la proposition financière d'aider toute l'Europe à sa reconstruction. L'Amérique aiderait l'Europe à se relever, annonça-t-il, pour écarter les désordres politiques et le désespoir, reconstruire l'économie mondiale et nourrir des institutions libres.<sup>60</sup> La guerre ayant bouleversé l'économie des pays européens, l'URSS profitait de cette situation et augmentaient sa propagande idéologique. Les Etats-Unis essayaient d'aider l'Europe mais il était trop difficile d'aider un par un, ainsi le Ministre des Affaires Etrangères George Marshall a crée une formule dans son discours à l'université de Harvard, selon lequel, il était nécessaire que cette aide soit accordée aux pays européens dans leur ensemble ; ceux-ci doivent au préalable dresser le bilan de leurs ressources et de leurs possibilités, et d'établir entre eux une coopération. Donc les pays européens ont préparé un programme de redressement européen pour présenter aux Etats-Unis

---

<sup>57</sup> **ibid**; Nouailhat. **op.cit.** p. 167.

<sup>58</sup> Stephen E. Ambrose. *Rise to globalism : American foreign policy since 1938*, Penguin, 1985. p. 67.

<sup>59</sup> « ...I believe that it must be the policy of the United States to support free peoples who are resisting attempted subjugation by armed minorities or by outside pressures... »,

<http://www.cnn.com/SPECIALS/cold.war/episodes/03/documents/truman/>

<sup>60</sup> Jean -Baptiste Duroselle. *Histoire Diplomatique de 1919 à Nos Jours*, Editions Dalloz, 1993. pp.469-470.

et cela a entraîné la fondation de OEECE<sup>61</sup> en 1948 qui continuerait sa mission sous le nom de l'OCDE<sup>62</sup> à partir de 1960. Ceci-dit, le plan Marshall, et la doctrine Truman furent les premières mesures contre le danger russe en Europe et au Moyen Orient. Mais les Russes s'efforçaient de contrôler de plus en plus des territoires sous le communisme. En conformité avec ces initiatives, George Kennan, alors à la tête du Policy Planning Staff<sup>63</sup>, a publié, sous la signature de « *M. X* » dans le numéro de juillet 1947 de la revue *Foreign Affairs* un article (*The Sources of Soviet Conduct*<sup>64</sup>) dans lequel, il reprenait les arguments énoncés dans son télégramme. Il recommandait d'établir un équilibre des forces en Europe et en Asie, renforcer les pays menacés dans une vaste périphérie qui englobait le Moyen-Orient, l'Europe, l'Asie et la Méditerranée. Donc, d'après lui, le principal élément de toute politique américain vis-à-vis de l'URSS devrait être un endiguement des tendances expansives de la Russie.<sup>65</sup> En 1949, toutes ces tentatives aboutiraient à la naissance de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour veiller la sécurité de l'Europe de l'Ouest sous l'égide des Etats-Unis. Le but de l'OTAN était la protection des principes de démocratie, les libertés individuelles, la paix et la sécurité internationale.

A la lumière de ces démarches, on peut constater que les Etats-Unis construisaient les piliers principaux de son hégémonie mondiale. Cette construction a été entamée par l'annonce de doctrine Truman et a été élargi avec l'OTAN sur le plan politique et militaire, alors que les aides de plan de Marshall favorisant le marché libre ont développé l'aspect économique de cette construction.<sup>66</sup> D'une part, grâce à l'assistance économique en faveur des pays de

---

<sup>61</sup> Organisation européenne de coopération économique.

<sup>62</sup> Organisation de coopération et de développement économiques.

<sup>63</sup> Groupe d'élaboration des orientations politiques.

<sup>64</sup> <http://www.cnn.com/SPECIALS/cold.war/episodes/04/documents/x.html>

<sup>65</sup> « ... *In these circumstances it is clear that the main element of any United States policy toward the Soviet Union must be that of a long-term, patient but firm and vigilant containment of Russian expansive tendencies...* », <http://www.cnn.com/SPECIALS/cold.war/episodes/04/documents/x.html>

<sup>66</sup> Les conditions de crédit du plan Marshall étaient très favorables. En revanche, les Etats qui acceptent de recevoir les aides du plan Marchal devraient décider les domaines d'utilisation de ces crédits avec les Etats-Unis. Alors, les Etats-Unis obtiendraient certains droits de contrôle sur les politiques économiques des Etats bénéficiaires. Baskın Oran. « 1945-1960 : Batı Bloku Ekseninde Türkiye-1, Dönemin Bilançosu », in : sous la

l'Europe de l'Ouest, les Etats-Unis créent des partenaires prospères de l'avenir, d'autre part, avec l'instauration des institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation de coopération et de développement économiques, ils formaient un ensemble complexe à niveaux multiples régulée de fonctionnement des relations économiques, pour protéger davantage des gains américains.<sup>67</sup> L'Amérique a ainsi tissé un réseau d'institutions connectant les autres Etats à un ordre économique et de sécurité dominé par elle. En définitive, des réseaux et des relations politiques ont élargi et pérennisé la puissance américaine. La menace soviétique a joué un rôle essentiel pour dicter les choix politiques et économiques.

Vu ces développements, l'URSS accentua son contrôle sur les pays de l'Europe de l'Est. L'URSS a intensifié ses relations économiques avec les pays qui sont sous sa tutelle en créant le Kominform contre le plan Marshall. Donc, la rupture était désormais complète. Le monde était divisé en deux camps. Dans ce contexte, les Etats-Unis ont élaboré les propositions de Kennan en tant que stratégie principale dans l'antagonisme Ouest-Est.

## **2- La stratégie américaine pendant la Guerre Froide : l'endiguement et son expansion vers le Moyen-Orient**

La stratégie d'endiguement de Kennan est devenu la politique extérieure américaine de référence tout au long de la Guerre Froide. De nature essentiellement non-militaire dans l'esprit de Kennan, la doctrine d'endiguement connaîtra sa première application avec l'annonce de la doctrine Truman en faveur d'aides financières à la Grèce et à la Turquie. Ce n'est que suite à la partition définitive de l'Allemagne, et surtout après la guerre de Corée, que l'endiguement prendra une forme plus militaire, avec la multiplication des traités

---

direction de Baskın Oran, *Türk Dış Politikası, Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, vol. I*, İletişim Yayınları, 2001. p. 485.

<sup>67</sup> G. John Ikenberry. « Les Etats-Unis et le multilatéralisme », *Questions Internationales*, no:3 septembre-octobre 2003. p. 41.

d'alliance tous azimuts conclus avec les Etats du *Rimland* cher au géopoliticien Nicolas Spykman.<sup>68</sup>

Spykman qui s'intéressa au Moyen-Orient et à l'Asie, est surtout connu pour avoir théorisé la doctrine d'endiguement.<sup>69</sup> Sa démarche reste cependant assez proche de celle du britannique Halford Mackinder qui est considéré comme le « père » de l'école anglo-saxonne de géopolitique. Il envisage la planète comme un océan mondial au milieu duquel les continents forment une Ile Mondiale ( Europe-Asie-Afrique ) dont le noyau central (Heartland) est l'espace eurasiatique de la Russie. Il estime que pour dominer le monde, il faut dominer l'Ile Mondiale. Il formule ainsi sa formule : « *Qui contrôle l'Europe de l'Est commande à la zone centrale. Qui contrôle la zone centrale commande à l'Ile Mondiale. Qui contrôle l'Ile Mondiale commande au monde* ». Selon ce point de vue, les puissances occidentales navales se doivent de maintenir le « cœur » russe loin d'un accès direct aux mers chaudes du sud, par la création d'un « anneau d'endiguement ».<sup>70</sup>

A cet égard, Spykman attribue lui aussi un rôle essentiel à l'Ile Mondiale. Mais plutôt que de voir dans le contrôle du Heartland la clef de domination du monde, il souligne lui le rôle des « rives », ou « terres du bord » (Rimland), c'est-à-dire la « région intermédiaire entre le Heartland et les mers riverains » que sont l'Europe occidentale, la Turquie, l'Iran et le Pakistan, la péninsule arabique et l'Asie maritime.<sup>71</sup> D'après Spykman, c'est le contrôle de ce Rimland qui constitue l'enjeu central de la politique internationale, car, il permet tout à la fois aux Etats-Unis d'accéder aux zones de richesses situées sur l'île Mondiale et de contenir, voire d'étrangler, la puissance terrestre dominante : « *Qui contrôle le Rimland gouverne l'Eurasie ; qui gouverne l'Eurasie contrôle le destinées du monde* ».<sup>72</sup>

---

<sup>68</sup> Smouts, Vennesson, Battistella. **op.cit.** p. 182.

<sup>69</sup> Aymerie Chauprade. *Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, Edition Ellipses, 2003. p. 49.

<sup>70</sup> Ionnis Loucas. « La géopolitique de la Méditerranée orientale pendant la Guerre Froide », *Relations Internationales*, no : 109, printemps 2002. pp. 84-85.

<sup>71</sup> Smouts, Vennesson, Battistella. **op.cit.** p. 236.

<sup>72</sup> **ibid.**



Sous cet aspect, on peut aisément dire que la doctrine Truman et la politique d'endiguement avec le système des pactes (l'OTAN dans la zone côtière européenne et méditerranéenne ; le Pacte de Bagdad dans le Moyen-Orient ; l'OTASE<sup>73</sup> dans le zone de mousson de l'Asie) qui encercle l'Union soviétique correspondent exactement au schéma de Spykman. En partant de cette vue géopolitique, le Moyen-Orient devient la scène où des doctrines, stratégies se confrontent systématiquement à tous les niveaux. Ces conceptions expliquent le facteur extérieur des conflits dans la région moyen-orientale. En définitive, le Moyen-Orient est une région historiquement très pénétrée du système internationale : les interventions des grandes puissances y sont traditionnellement fortes.<sup>74</sup>

Ainsi, lorsque le monde bascule dans un contexte de Guerre Froide, les rivalités entre Moscou et Washington vont également s'étendre au Moyen-Orient : les deux superpuissances ont désormais conscience de l'importance stratégique de cette région et cherchent par tous moyens à y étendre leur influence. Dès lors, les Etats-Unis ont clairement trois intérêts majeurs au Moyen-Orient : Contrôler le pétrole du Golfe et en assurer l'accès aux puissances occidentales, surtout après le choc pétrolier de 1973, à l'heure où les Etats-Unis se découvrent importateurs nets de pétrole (pour moitié du Golfe), veiller à la sécurité de l'Etat d'Israël (avec lequel ils ont une « *relation spéciale* » qui s'accroît surtout après la Guerre de juin 1967) né en 1948 et que Washington est le premier à reconnaître, et enfin (et surtout) contenir l'URSS et ses vellétés d'expansionnisme afin que celle-ci n'étende pas son influence sur cette région hautement stratégique.<sup>75</sup> Ce dernier point, il est vrai englobe les deux précédents dans le sens où c'est cette volonté d'endiguement de l'influence soviétique qui motive Washington et l'incite à protéger le pétrole du Golfe et à soutenir Israël.

---

<sup>73</sup> Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.

<sup>74</sup> L. Carl Brown. *International politics and the Middle East*, London, I. B. Tauris & Company, 1984.

<sup>75</sup> Philippe Droz-Vincent, « Vingt Ans de politique américaine au Moyen-Orient », *Questions Internationales*, no:1 mai-juin 2003. p. 50.

Pendant près d'un demi-siècle, le discours américain ne fera donc que refléter les impératifs de la Guerre Froide avec pour principal objectif l'endiguement de l'influence communiste qui tente de s'étendre au Moyen-Orient. En effet, pendant les années de Guerre Froide, le discours américain traduira cette volonté, par le biais d'une recherche permanente d'alliés dans la région (dont Israël constitue incontestablement le plus fiable) afin d'assurer ses intérêts vitaux. Tout est mis en œuvre pour préserver les intérêts américains dans la région, intérêts désormais vitaux, compte tenu de la richesse énergétique et de la position géopolitique fondamentale du Moyen-Orient. La réalité est forte simple selon Kissinger ; les démocraties industrielles ne peuvent consentir à ce qu'on leur refuse l'accès au pétrole du Golfe, ni accepter la domination dans cette région d'un pays ou d'un groupe de pays hostiles à leur prospérité.<sup>76</sup> De ce point de vue, en contrôlant ces ressources les Etats-Unis pourraient accéder à un statut déterminant dans le monde ; d'une part, ils pourraient maintenir leur leadership dans le camp occidental, d'autre part, ils deviennent avantageux dans leur rivalité avec l'URSS. L'engagement des Etats-Unis est également une nécessité pour projeter son hégémonie. Par l'intermédiaire de tous ses moyens l'Amérique a reflété leur puissance sur cette région.

Dans ce contexte, on peut bien voir le rôle que la Turquie peut jouer dans la stratégie américaine pendant la Guerre Froide. Sur le Rimland, la Turquie constitue un pilier essentiel selon les considérations américaines. L'intégration et le maintien de la Turquie dans la structure construite par les Etats-Unis étaient la condition sine qua non de l'endiguement de l'URSS et aussi bien que la maîtrise de toute Méditerranée orientale. La Turquie est considérée, dans les rapports du Conseil national de sécurité<sup>77</sup> des Etats-Unis et du Pentagone de la période 1946-1949, comme un pays ayant une valeur géostratégique très importante en raison de ses frontières marines et terrestres qu'elle partage sur des longues distances avec l'URSS, en raison aussi de sa profondeur géographique et de sa grande

---

<sup>76</sup> Henry Kissinger, *La Nouvelle Puissance Américaine*, Editions Fayard, 2003. p.163.

<sup>77</sup> Conseil national de sécurité (NSC) ; à vocation interministérielle, le rôle du NSC consiste à coordonner et intégrer différentes informations de nature politique et militaire afin de conseiller le président en matière de la politique étrangère et de sécurité nationale. Il est en général un puissant filtre entre le président et les autres services gouvernementaux.

population. C'est pourquoi Washington établissait une relation unidimensionnelle basée sur des préoccupations sécuritaires et militaires, en corollaire, les Américains posaient comme l'objectif la réorganisation de l'appareil militaire.<sup>78</sup> Alors, on peut dire que les bonnes relations entre les cadres militaires réciproques commençaient. En fait, les priorités surtout au début de la Guerre Froide portaient un caractère sécuritaire. Les intérêts s'approprient et la Turquie entrait à la sphère américaine dans le monde de l'après Deuxième Guerre Mondiale. Dans cette optique, il convient de parler brièvement des déterminants de la politique extérieure turque en insistant particulièrement sur son rapprochement au camp occidental notamment aux Etats-Unis à partir du début de la Guerre Froide.

## **C- La Guerre Froide et l'Amérique : la place de la Turquie**

### **1- L'orientation de la politique extérieure turque entre deux Guerres Mondiales**

La Turquie appartient à quatre sous-systèmes régionaux : la Méditerranée orientale, le Moyen-Orient, les Balkans et le Caucase-Asie centrale (depuis l'impulsion de l'Empire soviétique). Elle constitue de surcroît un point de passage terrestre et aérien essentiel entre l'Europe et l'Asie, et maritime entre la Russie et la Méditerranée. Cette situation géostratégique capitale de la Turquie amène régulièrement les grands puissances du moment à faire pressions sur elle pour le faire entrer dans leur système d'alliance. Face à cette importance géostratégique, la gestion de la politique étrangère de la Turquie apparaît comme une opération éminemment complexe. Elle est essentiellement déterminée par une série de variables représentées par l'état des relations internationales et par trois paramètres stables : le projet d'intégrer la Turquie, politiquement et économiquement dans le monde occidentale ; le souci de préserver la souveraineté

---

<sup>78</sup> Loucas. *op.cit.* p. 88.

et l'intégrité territoriale de la République ; la volonté de développer des relations de bon voisinage avec les Etats environnants et d'œuvrer à la stabilité politique des régions situés à sa périphérie afin d'assurer sa sécurité et de pouvoir se consacrer à la réalisation de son projet de société.<sup>79</sup>

L'équilibre politique du monde et celle de l'Europe avait changé depuis la Première Guerre Mondiale. Au moment où le traité de Lausanne fut signé, la Russie était apparue sur la scène internationale sous le nom de la Russie soviétique en mettant fin aux conflits internes et aux interventions extérieures. La carte politique de l'Europe avait changé avec la disparition de l'Empire Austro-Hongrois, l'Allemagne qui n'était plus un empire et la Bulgarie obligés à signer des traités de paix. Donc, l'Allemagne n'était pas content de sa situation. La Roumanie et la Yougoslavie sortent agrandis, de nouveaux Etats sont créés en Europe. La Turquie avait des frontières avec la Grèce et la Bulgarie et l'Italie (en détenant les 12 îles) à l'Ouest ; la Syrie (le mandat français), l'Iraq (le mandat anglais), l'Iran au sud et l'URSS à l'Est. Donc, la Turquie est devenue limitrophe avec les grandes puissances, ce qui entraînera la poursuite d'une politique extérieure réaliste et pacifique.<sup>80</sup> On peut observer que dans la politique extérieure se trouve clairement affiché le choix d'une neutralité active et le refus d'une quelconque initiative qui pourrait entraîner le pays dans un conflit. « *Paix dans le pays, paix dans le monde* » comme aime à le répéter fréquemment le fondateur de la Turquie républicaine. Dans son esprit, la politique extérieure vise à assurer l'indépendance et la sécurité du pays et à aucun moment ne comporte de projets expansionnistes. Mustafa Kemal, le fondateur de la nouvelle Etat, tente de mettre en place un système basé sur la neutralité, renonçant clairement à toute politique d'agression envers ses voisins dont il sent confusément que l'amitié est aussi importante pour sa sécurité. Il s'agit donc de libérer la Turquie de tout engagement extérieure ayant un quelconque rapport avec l'héritage impérial.<sup>81</sup>

---

<sup>79</sup> Robert Anciaux. « Trois quarts de siècle de diplomatie turque au Moyen-Orient: continuité et ruptures », in : sous la direction de Robert Anciaux, *La République laïque turque trois quarts de siècle après sa fondation par Atatürk*, Editions Complexe, 2003. p. 113.

<sup>80</sup> Mehmet Gönlübol, Cem Sar. « 1919-1938 Yılları Arasında Türk Dış Politikası » in: *Olaylarla Türk Dış Politikası*, Siyasal Kitabevi, Ankara, 1996. p. 59.

<sup>81</sup> Didier Billion. *La politique extérieure de la Turquie ; une longue quête d'identité*, L'Harmattan, Paris, 1997. p. 19.

La politique extérieure de la Turquie pendant la période 1923-1932, se dessinera sous l'influence du Traité de Lausanne et la lutte nationale, dont le but était de préserver le statut.<sup>82</sup> Pendant toute cette période, la préoccupation majeure de la Turquie sera de régler ses problèmes restés du traité de Lausanne avec les pays de l'Europe ; la question de Mossoul avec l'Angleterre et la question du Sandjak d'Alexandrie avec la France.<sup>83</sup> Elle essaiera de consolider son ordre intérieur, car, pour la réussite de ces tentatives on avait besoin d'un milieu pacifique sur la scène internationale.

Ceci-dit dans les premières années suivant le traité Lausanne, il y aura une méfiance dans les relations avec les grandes puissances. La Turquie donnait de l'importance à la conservation de son droit de souveraineté alors que la France et l'Angleterre avait des difficultés à quitter leurs habitudes restées des capitulations, comme la renonciation de déménager leurs consulats à Ankara, la compétence du ministère de l'instruction publique sur les écoles missionnaires, mais tous ces problèmes seront réglés en faveur de la Turquie. Ils ont essayé d'intervenir dans les affaires internes de la Turquie comme chez les Ottomans mais ils se sont affrontés à une réaction forte de la Turquie, donc ils ont été obligés d'abandonner ces initiatives. On peut augmenter le nombre des conflits avec les pays occidentaux qui auraient empêché le développement d'une relation amicale avec l'Occident.

En ce qui concerne les relations turco-russe, on peut dire que la période kémaliste dans son ensemble, a suivi la tradition de la politique d'équilibre des Ottomans qui consistait à contenir les puissances européennes avec une autre et à manipuler les conflits qui existent entre eux.<sup>84</sup> Lors de la lutte nationale, la Turquie était amenée à prendre de l'aide extérieure pour mener une lutte armée contre les pays vainqueurs. Dans ce sens, Mustafa Kemal a considéré que le régime soviétique pourrait être une puissance pour équilibrer les pays

---

<sup>82</sup> Gönübol, Sar. **op.cit.** p. 92.

<sup>83</sup> İsmail Soysal. *Türk Dış Politikası İncelemeleri İçin Kılavuz*, OBİV Yayınları, İstanbul, 1993. p. 13.

<sup>84</sup> Fahir Armaoğlu. *Yirminci Yüzyıl Siyasi Tarihi*, Alkım Yayınları, 1999. pp. 46-47.

vainqueurs.<sup>85</sup> Sur ces entrefaites, le nouveau régime se trouvait aussi dans des conditions similaires à la lutte nationale turque, car, après la révolution bolchevique, les pays occidentaux avaient eu recours aux diverses voies afin de démolir le régime soviétique. En bref, la Turquie aussi bien que la Russie soviétique luttait contre le même «ennemi». Les relations dans les premières années de la proclamation de la République n'étaient pas normales avec les pays occidentaux ; par contre, les relations amicales avec l'URSS continuaient à être le fondement de la politique extérieure de la Turquie. Donc, en faveur de la protection de la paix, la Turquie et l'URSS ont signé en 1928 le Pacte Briand-Kellog relatif à l'interdiction de la guerre, avec d'autres conventions d'amitié et de bon voisinage. Les Russes aidaient la Turquie surtout à cause de son importance géopolitique sur les Détroits et le caractère anti-impérialiste de son combat national et voulaient attirer la Turquie de leur côté.

Malgré tout, on ne peut pas dire que la Turquie ait renoncé totalement au monde occidental. Il est évident que les cadres de la nouvelle Turquie étaient largement inspirés du modèle occidental pour réformer la société, pour atteindre le niveau de la civilisation occidentale. Dans son discours, Mustafa Kemal pose donc le problème de la modernisation : «*Nous voulons moderniser notre pays. Tout notre effort consiste à créer un gouvernement moderne, par conséquent occidental* ».<sup>86</sup>

A l'égard des pays européens, pour des raisons à la fois pragmatiques et idéologiques, on cherchait la réconciliation avec ses anciens adversaires, notamment la Grande Bretagne et la Grèce. Avec la première, l'affaire de Mossoul qui n'était pas réglé avec le traité de Lausanne sera résolu en 1926 avec la renonciation de la Turquie à tous ses droits sur la région.<sup>87</sup> Avec la solution du problème de Mossoul, la frontière sud de la Turquie est déterminée sauf le problème de Hatay. Avec la seconde, les rapports s'améliorent considérablement à

---

<sup>85</sup> Faruk Sönmezoğlu. «Kurtuluş Savaşı Diplomasisi» in: sous la direction de Faruk Sönmezoğlu, *Türk Dış Politikasının Analizi*, DER Yayınları, İstanbul, 1998. p. 57.

<sup>86</sup> Ahmet İnel. *La Turquie entre l'ordre et le développement*, Editions l'Harmattan, Paris, 1984. p. 84.

<sup>87</sup> Armaoğlu. **op.cit.** p. 323.

la suite de la signature du traité d'Ankara en 1930, qui parvient à régler toutes les questions en suspens entre les deux pays, et, en 1933 un pacte de non-agression greco-turc est signé pour une période de dix ans.

Dans la période 1932-1945, la tension dans des relations internationales avait commencé à augmenter avec les effets économiques de la crise de 1929. L'Allemagne était vaincue et l'Italie qui n'était pas satisfaite de la Première Guerre Mondiale avaient commencé à suivre une politique dont l'objectif était de modifier le statu quo établi après la guerre, alors que les pays vainqueurs s'efforçaient de préserver le statu quo de l'après guerre.

Le groupement des Etats commençait de plus en plus à menacer la paix et la sécurité. Par ailleurs, la Turquie s'efforçait de soutenir le maintien de la paix pour des considérations de sécurité. En 1932, elle sera appelée aux négociations de la Société des Nations.

Donc, la Turquie avait deux choix : elle pouvait suivre une politique concernant la collaboration russe contre les Etats impériaux ou essayer d'intégrer le Pacte de l'Occident pour réaliser son idéal depuis les derniers siècles.<sup>88</sup> Elle a choisi la deuxième voie en participant à la Société des Nations. Elle ne voulait pas rester en dehors alors que la plupart des Etats sont unis dans une organisation internationale pour la collaboration et le maintien de la paix internationale. Donc, durant la période de 1932-38, elle a établi des relations pacifiques sur la scène internationale et elle a acquis un statut égalitaire comme les autres pays.

Dans les années 1930, les relations amicales avec les puissances occidentales se sont évidemment développées ainsi l'URSS n'était plus le seul appui de la politique extérieure de la Turquie. L'amélioration des relations avec

---

<sup>88</sup> Özden Zeynep Alantar. « Türk Dış Politikasında Milletler Cemiyeti Dönemi » in: sous la direction de Faruk Sönmezoğlu, *Türk Dış Politikasının Analizi*, DER Yayınları, İstanbul, 1998. p. 84.

l'Occident reposait sur la politique commune contre les puissances révisionnistes, l'Allemagne et l'Italie. Par contre, elle avait des relations amicales, économiques avec l'Allemagne de Hitler. C'est surtout au niveau commercial que les échanges se développent dans les années trente ; en 1938, presque la moitié du commerce extérieure turc se réalise avec le III<sup>e</sup> Reich. Mais elle était très prudente envers la politique expansionniste de l'Italie dans la Méditerranée orientale. L'attitude de l'Italie sur l'espace méditerranéen a entraîné un rapprochement assez sensible de la part de la Turquie avec la Grande Bretagne, aux yeux de laquelle la Turquie apparaît de plus en plus comme un facteur de stabilité en Méditerranée orientale. En 1935, la Turquie a signé l'Accord de Méditerranée avec l'Angleterre contre la politique expansionniste de l'Italie dans la Méditerranée et dans le Moyen-Orient.

D'autre part, la Turquie a commencé à jouer un rôle important en signant le Pacte d'Entente Balkanique avec la Grèce, la Yougoslavie et la Roumanie contre la Bulgarie révisionniste qui avait des fins expansionnistes sur les Balkans, afin de changer le statu quo de la Première Guerre Mondiale.<sup>89</sup> Par contre, cette entente n'a pas duré long temps et elle est finie avant la Seconde Guerre Mondiale. Par ailleurs, en 1937, la Turquie a essayé d'établir un pacte pacifique (Saadabad) autour d'elle au Moyen-Orient avec l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan qui est basé sur le principe de non-agression et le bon voisinage.<sup>90</sup> Avec ces ententes, la Turquie voulait protéger ses frontières, d'ailleurs ces ententes avaient l'intention protectrice, ils se sont engagés de négocier lors d'une menace contre leurs intérêts et frontières.

La Turquie a relevé la nécessité de résoudre la question des Détroits quand les politiques de l'Allemagne et de l'Italie se concrétisent sur l'Europe avec leurs armements. Parce qu'avec le traité de Lausanne, les Détroits étaient désarmés et la direction du passage était donné à une commission internationale qui n'était pas convenable à la situation de la Turquie indépendant, souverain. En 1936, grâce à

---

<sup>89</sup> Gönlübol, Sar. **op.cit.** pp. 99 –106.

<sup>90</sup> **ibid.** pp. 106 – 108.



la convention de Montreux<sup>91</sup> la Turquie a réussi à établir sa souveraineté sur les Détroits qui présentent une importance stratégique pour sa sécurité nationale. La reconnaissance internationale de la souveraineté turque sur les Détroits couronne incontestablement de succès la diplomatie kémaliste et replace la Turquie dans le jeu internationale en consacrant son retour comme puissance méditerranéenne autonome.<sup>92</sup>

A la fin des années 30, le seul problème de la Turquie concernant ses frontières C'était le problème de Hatay.<sup>93</sup> Par l'accord d'Ankara en 1921 avec la France, Hatay a gagné le statut de l'entité distinct qui consiste à être indépendant à l'intérieure et dépendant à la Syrie dans sa politique extérieure. L'intégrité des territoires de Hatay était sous la garantie de la France et de la Turquie. Mais la question se déroulait, d'autre part, les évènements qui se passaient dans le monde extérieur aidait à la Turquie ; L'Allemagne avait envahi l'Autriche et cela signalait une nouvelle guerre en Europe. La France pourrait nécessiter le soutien de la Turquie en raison de sa situation géopolitique. Enfin, la question est réglée par l'adhésion de Hatay à la Turquie en 1939.

A la fin des années 1930 la Turquie développera des rapports de bonne entente avec l'Angleterre et la France après la solution des problèmes, en s'orientant vers le groupe anti-révisionniste. Par ailleurs, le glissement de l'URSS vers le block révisionniste facilitera le rapprochement de la Turquie à l'Occident à partir de 1936.<sup>94</sup> La Turquie était inquiète des activités de l'Allemagne sur les Balkans et de la politique expansionniste de l'Italie mussolinienne en voyant que le danger se rapprochait des frontières turques. L'inquiétude va grandir avec la signature du «*Pacte d'Acier*» en mai 1939 entre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste pour atteindre son comble après la signature du Pacte de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne. Ainsi, cela montrait la fin de la collaboration qui

---

<sup>91</sup> A cet égard voir: Armaoğlu. **op.cit** pp. 343 – 346.

<sup>92</sup> Billion. **op.cit**. p. 20.

<sup>93</sup> Alantar. **op.cit**. pp. 88 – 99.

Gönlübol, Sar. **op.cit**. pp. 126 – 133.

Armaoğlu. **op.cit**. pp. 344 – 351.

<sup>94</sup> Erik Jan Zürcher. *Modernleşen Türkiye'nin Tarihi*, İletişim Yayınları, İstanbul, 1995. p. 294.

existe depuis 1920 et qui accélérât le rapprochement de la Turquie au pacte occidentale. C'est dans ce contexte qu'un traité d'assistance mutuelle sera signé avec la France et l'Angleterre au seuil de la Seconde Guerre Mondiale en 1939. La Turquie est restée exclu d'une responsabilité qui peut mener à la guerre surtout contre l'URSS, en mettant une réserve à ce traité.

Dès 1923, la Turquie essayait de se consolider à l'intérieure. D'autre part, elle essayait d'intégrer aux alliances internationales comme un pays ayant une importance géopolitique et elle voulait garantir sa sécurité à l'extérieure. Ainsi, peut-on dire que dans la période jusqu'à la Deuxième Guerre Mondiale les préoccupations sécuritaires jouaient un rôle essentiel et la Turquie profita de cette période pour résoudre ses conflits. En effet depuis 1936, la Turquie marquait un rapprochement avec les puissances ouest-européennes. Par contre, la Turquie va confronter un complexe jeu d'alliances et de contre alliances durant la Seconde Guerre Mondiale qui bouleversera les équilibres et sa diplomatie comme J.F. Bayart dit, « *pendant plus de quatre ans la Turquie va être confrontée aux exigences contradictoires et aux menaces à peine voilées de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Union soviétique, de la Grande Bretagne et dans une moindre mesure, des États-Unis. L'existence du pays était sans conteste en jeu. Mais de tous ces dangers, le soviétique paraissait sans doute le plus grand. Entre les deux pays, le charme –si tant est qu'il y en ait jamais eu un...- était rompu dès lors que le régime soviétique avait renoué avec les vieux rêves expansionnistes de la monarchie tsariste.* »<sup>95</sup>

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, malgré les pressions des alliées et de l'Allemagne, la Turquie avait réussi à rester dans la neutralité. Elle a suivi une politique d'équilibre et bénéficiera de la sorte des conflits entre les pays européens. En outre, elle a renforcé sa situation en 1941, en signant un Pacte de non-agression avec l'Allemagne qui empêche l'élargissement de la guerre aux

---

<sup>95</sup> J.F.Bayart.cité en Billion. **op.cit.** p. 22.

Détroits et au Moyen Orient.<sup>96</sup> Par contre, vers la fin de la guerre la Turquie a déclaré la guerre contre l'Allemagne pour avoir des droits égalitaires durant les négociations de paix et pour devenir membre des Nations Unies.

La période qui suit la Deuxième Guerre Mondiale constitue un point tournant dans la politique extérieure de la Turquie. La politique extérieure turque à l'œuvre depuis les années cinquante est intégrée dans un processus global de modifications des relations internationales caractérisant l'après-guerre. En omettant d'analyser sa dynamique de rapprochement à l'Europe à la lumière du contexte international, marqué par ce que l'on qualifiera plus tard de «*Guerre Froide*», on risque de se priver d'une véritable compréhension des objectifs et des choix de la Turquie, directement influencés par la division du monde en deux blocs antagonistes. Les corrélations profondes entre l'évolution de la politique extérieure turque et le système des relations internationales régi par les deux grandes puissances américaine et soviétique, ont largement déterminé, tant au niveau stratégique qu'économique, l'orientation de la Turquie vers le bloc occidental.<sup>97</sup>

## **2- Un engagement unidimensionnel**

La fin de la Seconde Guerre Mondiale marque l'avènement d'une nouvelle configuration du système mondiale : l'effondrement de l'Axe et l'affaiblissement des anciennes puissances européennes laissent les deux grandes puissances victorieuses. Les Etats-Unis et l'URSS apparaissent comme les deux grandes puissances à la fin de la deuxième guerre mondiale. Ce dernier avait eu des effets économiques et militaires sur les pays européens : il y a eu une faiblesse du pouvoir en Asie et en Europe que l'URSS en a profité. Vers la fin de la guerre, l'URSS a envahi la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la

---

<sup>96</sup> Semih Deringil. *Denge Oyunu- II. Dünya Savaşı'nda Türkiye'nin Dış Politikası*, Türk Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1998. p. 141.

<sup>97</sup> Hasan Basri Elmas. *Turquie-Europe Une relation Ambiguë*, Editions Syllepse, Paris, 1998. p. 27.

Pologne sous prétexte de mettre fin à l'occupation allemande. En fait, il s'est efforcé de fonder des régimes communistes dans ces pays en profitant de la faiblesse du pouvoir. Parallèlement, comme l'on a déjà souligné, l'année 1946, est caractérisée par une tension croissante dans les rapports entre les États-Unis et l'Union Soviétique en Méditerranée orientale et au Moyen Orient. Tension qui marque le début d'une série d'actions qui prépareront le terrain à des actes concrets engagés en 1947, la date qui marque le commencement officiel de la Guerre Froide.

A la fin de la guerre, la Turquie s'est trouvée confrontée à une sérieuse menace russe. Parce que la Russie a mis fin au Pacte de non-agression de 1925 à cause des grands changements pendant la guerre. Elle demandait l'octroi de bases stratégiques dans les Détroits la révision de la convention de Montreux et voulait rendre les régions de Kars et d'Ardahan.<sup>98</sup> Ces revendications soviétiques ont entraîné l'abandon de la politique de neutralité inaugurée par Atatürk et ont poussé les Turcs à rechercher une alliance active avec les puissances occidentales particulièrement avec les Etats-Unis.

En outre, la formulation de la doctrine Truman, le 12 mars 1947, se concrétisa par l'attribution de 400 millions de dollars pour la Turquie et la Grèce, la signature de l'accord turco-américain sur l'aide à la Turquie, le 12 juillet 1947, qui attribue 100 millions de dollars à la Turquie, la mise en œuvre du plan Marshall enfin. Il est probable de dire que la Turquie n'a jamais connu une telle politique de rapprochement avec l'Occident dans les domaines économiques, sociaux, politiques ou culturels. De plus, peu après la création de l'OTAN en 1949, la Turquie exprime son désir d'y adhérer.

---

<sup>98</sup> Armaoğlu. **op.cit.** p. 415.

Mehmet Gönübol, Haluk Ülman. « İkinci Dünya Savaşı'ndan Sonra Türk Dış Politikası » in : *Olaylarla Türk Dış Politikası*, Siyasal Kitabevi, Ankara, 1996. pp. 192 – 195.

Avec la fondation de l'OTAN et le Conseil de l'Europe en 1949 une nouvelle ère internationale a commencé. La Turquie a consolidé ses relations avec les pays occidentaux en devenant un membre du Conseil de l'Europe en 1949 qui est une organisation politique et culturelle. Ensuite, elle s'efforçait à entrer à l'OTAN de caractère militaire. Donc, on peut dire que l'année 1947 fut commencement d'une nouvelle phase dans le domaine politique et économique de la Turquie. A partir de cette date, les relations sont renforcées avec le but d'assurer le développement et la sécurité de la Turquie contre le danger russe.

Quand l'OTAN est fondée en 1949, la Turquie est restée en dehors de cette organisation sous prétexte de ne pas avoir des littoraux à l'Atlantique. Mais on a vu que la Turquie constituait un obstacle contre la menace russe dans la région du Moyen Orient et la Méditerranée orientale. Ceci-dit, la guerre de Corée fut une grande opportunité pour l'adhésion de la Turquie à l'OTAN. Le grand succès de l'armée turque dans la guerre de Corée a été récompensé par son adhésion à l'OTAN en 1952 aux cotés de la Grèce. Donc, la Turquie avait commencé à jouer un rôle important dans la Guerre Froide entre le monde communiste et le monde occidental. Une fois l'entrée de la Turquie à l'OTAN fut permise, la Turquie joua un nouveau rôle de partenaire de l'Occident en tant qu'ami privilégiée des Etats-Unis et ainsi défenseur des valeurs occidentales à travers le monde. Le choix opéré par la Turquie était non seulement tactique, mais aussi affectif puisque l'ancrage politique, économique et culturel à l'Occident constituait le fondement même des objectifs fixés à la République par son fondateur. Toutefois, l'entrée de la Turquie dans la Guerre Froide ouvrira pour sa diplomatie une période controversée ; principalement pour ce qui concerne sa politique étrangère à l'égard du Tiers-monde et du Moyen-Orient entre 1946 et 1963. Pendant cette période, en effet, la diplomatie turque se aligna inconditionnellement sur la politique définie par les Etats-Unis. Elle disposa également d'une approche des problèmes et des évolutions du Moyen-Orient considérés comme essentiellement au travers du prisme de la compétition Est/Ouest, conformément au schéma dessiné par Washington.

Ainsi, la Turquie fut le premier Etat musulman à reconnaître l'Etat d'Israël et à établir des relations diplomatiques avec lui. Or, même si la Turquie, en raison de son appartenance à la famille des démocraties occidentales à système parlementaire représentatif, pouvait se sentir plus proche d'Israël que des Etats arabes, il n'en demeure pas moins que ses relations avec l'Etat hébreu répondaient plus aux exigences de l'alliance occidentale qu'à la prise en compte des intérêts nationaux dans la région. En fait, dès la naissance de la République turque, ce dernier manifestait une certaine indifférence vis-à-vis des pays arabes jugés inconsistants et peu fiables. Les responsables turcs avaient l'ambition de faire de la Turquie le pôle d'une alliance militaire moyen-orientale dont elle serait la pierre angulaire, conformément au projet anglo-américain.

Cette intention acheva par la création du « *pacte de Bagdad* » en novembre 1955 avec l'Iran, l'Irak et le Pakistan.<sup>99</sup> (Après la séparation de l'Irak du Pacte, le centre est porté à Ankara et le Pacte a continué à exister sous le nom de CENTO<sup>100</sup>). Le pacte de Bagdad qui fut considéré par les Arabes (sauf l'Irak) comme une alliance militaire impérialiste dirigée contre les régimes progressistes arabes, contribua à confronter l'image d'une Turquie inféodée à l'impérialisme américain et à approfondir le fossé qui la séparait des pays du tiers-monde, et en particulier de la majorité des pays arabes.<sup>101</sup> Par contre, le pacte de Bagdad répondait à l'objectif américain d'entourer l'Union soviétique d'une ceinture ininterrompue de pays alliés. Donc, la Turquie avait commencé à jouer un rôle important dans la Guerre Froide entre le monde communiste et le monde occidental.

Par ailleurs, la Turquie continuait de constituer tout un réseau de traités bilatéraux avec les Etats-Unis. Ces traités, autorisant l'implantation de bases stratégiques et de lancement balistique sur le territoire turc, ont été signés et mis en

---

<sup>99</sup> Hüseyin Bağcı. « Demokrat Parti'nin Ortadoğu Politikası », in : sous la direction de Faruk Sönmezoğlu, *Türk Dış Politikasının Analizi*, DER Yayınları, İstanbul, 1998. pp. 101 – 134.

<sup>100</sup> L'Organisation du pacte centrale (Central Treaty Organization).

<sup>101</sup> Anciaux .**op.cit.** p. 118.

application soit par le ministère des Affaires étrangères, soit par les autorités militaires, mais ils n'ont jamais été soumis à la ratification du Parlement.<sup>102</sup>

Dans l'ensemble toutefois, la politique étrangère turque menée dans les années 1950 par le gouvernement Menderes conduisait incontestablement la Turquie à un isolement total sur le plan international. Cette situation était au zénith surtout pendant la conférence de Bandung, en 1955. La Turquie s'est livrée à une défense appuyée des positions de l'OTAN et à une condamnation radicale de non-alignement, du neutralisme, du socialisme et du communisme. Cela a suivi l'alignement sur les positions américaines au cours de la crise de Suez en 1956 ; l'approbation en 1957 de la doctrine Eisenhower, qui est une reformulation pour le Moyen-Orient de la doctrine Truman<sup>103</sup> ; l'utilisation de bases turques pour la préparation du débarquement de marines américains au Liban en 1958.

Jusqu'alors, la Turquie avait tourné le dos à son environnement régional par ses décisions de politique intérieure, après son adhésion à l'OTAN ce sont les axes de sa politique extérieure qui la coupent de son environnement géopolitique et qui l'entraînent même à s'opposer aux profonds mouvements sociaux et politiques qui agitent la région à l'époque. Cette politique exclusivement pro-américaine, est d'autant remarquable que dès la mort de Staline en 1953, les dirigeants russes firent savoir que l'Union soviétique n'ont plus de revendications territoriales envers la Turquie. Ces avances n'ont guère de résultat et les Turcs restent crispés sur leurs certitudes, d'autant plus que les Américains accroissent encore leur présence dans le pays.

Le succès du lancement de Spoutnik en novembre 1957 devient le nouveau déterminant de la présence américaine en Turquie dans le sens où l'URSS possède désormais son missile intercontinental. Les Etats-Unis vont réagir en deux points :

---

<sup>102</sup> Semih Vaner. « La Turquie entre la recherche de l'équilibre et l'isolement », *Politique étrangère*, no : 1, mars 1982. p. 140.

<sup>103</sup> La doctrine Eisenhower concernait le principe d'une intervention militaire des Etats-Unis au Moyen-Orient en cas « d'agression directe ou indirecte, de la part du communisme international ».

installation des missiles à moyenne portée Jupiter en Italie, en Grande Bretagne et en Turquie. On peut conclure que, dès cette époque, les Etats-Unis prennent conscience de la nécessité d'inclure la Turquie dans le dispositif de leur sécurité personnelle.

Par ailleurs, on a mis en place un plan de stabilisation économique en août 1958 à la suite d'un accord conjoint entre l'OECE, le FMI, les Etats-Unis et la Turquie. Le montant total de l'aide s'élève à 357 millions de dollars, dont les Etats-Unis, à eux seuls, s'engagent à supporter 234 millions de dollars.<sup>104</sup> Il paraît évident que la Turquie devient un pays assisté.

En bref, on peut dire que quand la Turquie s'est affrontée avec la menace russe, elle a orienté sa politique vers l'Occident. A cause de cela, elle a essayé de participer toutes les institutions politiques, économiques et militaires de l'Occident à tout prix. On peut conclure que la Turquie reste globalement étroitement liée aux Etats-Unis pour diverses raisons d'ordre stratégique et sécuritaire. Dans ce cas, la diplomatie turque n'entend pas pour autant aliéner sa capacité à mener une politique étrangère autonome en vue de ses propres intérêts. Comme le constate Feroz Ahmad, le critère utilisé par la Turquie pour se positionner dans le système d'alliance, était déterminé par le degré de l'importance du rôle qu'elle joue à l'égard des intérêts américains.<sup>105</sup>

D'autre part, selon la diplomatie d'Ankara des années 1950, une étroite alliance avec les Etats-Unis constituait une base essentielle. Après 1960 un changement de mentalité commence à s'opérer. Les nouvelles équipes au pouvoir ressentent plus crûment le désenchantement en ce qui concerne le montant et les formes de l'aide économique. Le retrait du sol turc des fusées Jupiter en 1963 sans même la consultation du gouvernement, et surtout les rebondissements de la crise chypriote en 1964 vont entraîner une rupture entre les intérêts nationaux de la

---

<sup>104</sup> Billion. **op.cit.** p. 31.

<sup>105</sup> Feroz Ahmad. *Demokrasi sürecinde Türkiye (1945-1980)*, Hil Yayınları, 1994. p. 485.



Turquie et ceux des Etats-Unis. Ces éléments ont pour conséquence un réel infléchissement de la politique extérieure turque, et à partir de 1964, on voit des tentatives de briser l'isolement dans lequel la Turquie se sont enfermés. Il n'est pas question de rompre les liens avec les Etats-Unis mais dorénavant on perçoit la nécessité d'opérer nombre de révisions et d'ajustements politiques qui mène la diplomatie ankariote à diversifier ses choix.

### **3- La recherche d'une politique extérieure plus diversifiée**

La Guerre Froide et l'ordre bipolaire qu'elle a établi laissaient d'ailleurs une étroite marge de manœuvre aux petits et aux moyennes puissances régionales au moins jusqu'à l'amorce d'une détente en 1963. Ces puissances régionales furent amenées à se rallier, avec certaines nuances selon les cas, aux positions de l'un des deux blocs. Dans ce contexte, une politique de bon voisinage qui constitue la base de la politique étrangère d'Atatürk de proximité, était difficile à pratiquer. Cependant, pendant cette période après-guerre, lorsque l'intégrité territoriale de la Turquie fut menacée par les ambitions expansionnistes de Staline, la Turquie avait choisi de se situer au camp occidental. Elle adopta ainsi une attitude en conformité avec au moins deux principes kémalistes de base : préservation de l'intégrité territoriale de la nation et ancrage de l'Occident. En bref, la Turquie se trouva dans une situation de totale conformité aux politiques américaines. Mais, une interprétation très étroite du réalisme, en faveur des intérêts vitaux du pays, a entraîné un alignement « rigide » à la disposition américaine.

On peut constater ainsi que depuis 1963, l'évolution de la politique étrangère turque est caractérisée par une prise en compte prioritaire des intérêts nationaux, qui amène la Turquie, tout particulièrement à propos des problèmes du Moyen-Orient, à adopter des prises de position fréquemment en opposition avec celles des Etats-Unis et de l'Europe. Toute en affirmant son appartenance à la famille des démocraties libérales auxquelles le reliait sa culture politique et économique, la

Turquie assumait parallèlement son identité moyen-orientale et s'impliquait significativement dans le terrain, la politique suivie par la Turquie allait de plus en plus diverger de la ligne suivie par les Etats-Unis, et viser à l'approfondissement des relations avec les diverses composantes du monde arabe et musulman.

A la base de tous ces changements, la crise qui venait d'éclater à Chypre constitua un facteur déterminant. La lettre adressée par le président Johnson au premier ministre turc İnönü, rappelait que les Etats-Unis s'opposeraient catégoriquement à l'emploi d'armement américain dans une éventuelle intervention de la Turquie à Chypre. Elle provoqua, dans le pays, l'effet d'un choc. Dans ce contexte, dès 1963, une phase de diversification des relations diplomatiques et d'autonomisation de la politique étrangère de la Turquie, qui n'allait cesser de se renforcer au fil des ans. La diplomatie turque reprendra, notamment la politique d'établissement de relations de bon voisinage avec les Etats situés à sa périphérie européenne et moyen-orientale. Dans cette perspective, la Turquie amorce son rapprochement avec les pays arabes en rétablissant, en avril 1963, ses relations diplomatiques avec l'Egypte nassérienne, fer de lance du monde arabe progressiste et l'une des figures dominantes des non-alignés. En suite, des missions turques sillonnent le Moyen-Orient de décembre 1964 à janvier 1965 pour expliquer la position de la Turquie et évoquer la perspective d'une conférence turco-arabe en vue de régler les problèmes litigieux.

Sous cet angle, la Turquie opère un rééquilibrage de sa position dans le conflit israélo-arabe. Dès 1964, la Turquie va s'efforcer, tout en préservant ses relations diplomatiques avec Israël, de rassurer le monde arabe, par des déclarations comme celle de mars 1965 où le ministre des Affaires étrangères proclame que « *les relations de la Turquie avec Israël ne se développeront pas dans une direction qui irait à l'encontre des intérêts des pays arabes* ». <sup>106</sup>

---

<sup>106</sup> Anciaux. **op.cit.** p. 120.

Pendant la guerre israélo-arabe de juin 1967, la Turquie a refusé d'autoriser l'utilisation, par les Etats-Unis, des bases de l'OTAN situées en Turquie pour aider Israël, elle a condamné le maintien d'Israël dans les territoires occupés et, tout particulièrement, l'annexion de Jérusalem-Est. A cet égard, le premier ministre turc déclare, en 1965, devant la Grande Assemblée générale, que la République turque, conformément à une tradition établie depuis sa fondation, reste acquise à la liquidation du colonialisme et à l'affranchissement des peuples afro-asiatiques.<sup>107</sup> Dans le cadre du rapprochement avec le monde musulman, la Turquie s'impliquerait de plus en plus étroitement dans les organisations islamiques internationales. Il est donc possible de dire que la Turquie et les pays arabes tenaient de bonnes relations politiques et commerciales.

C'est principalement avec l'Irak que les relations allaient se révéler les plus bénéfiques lorsqu'en août 1973 ce pays signa avec la Turquie des accords portant respectivement sur la construction d'un pipeline reliant les installations pétrolières de Kirkouk à Dortyol, d'un montant de 350 millions de dollars, et sur la réalisation d'un gazoduc amenant le gaz irakien aux centres industriels turcs. A partir de 1974, avec des montants sans cesse croissants, les produits expédiés par les Arabes (essentiellement du pétrole) constituent, selon les années près de 20 % des achats de la Turquie.<sup>108</sup> Compte tenu de ses besoins énergétiques, la Turquie a conclu des accords commerciaux avec tous les pays exportateurs de la région. Dans cette période, l'Irak qui est en passe de devenir le premier partenaire commercial de la Turquie, plusieurs firmes turques privées et publiques sont chargées d'y réaliser de divers projets de travaux publics.

Conformément à ces développements, en ce qui concerne le conflit israélo-arabe, la Turquie s'attacha à préserver sa neutralité : elle interdit à nouveau aux Etats-Unis d'utiliser les installations de l'OTAN pour ravitailler Israël lors de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973 alors qu'elle interdit également à l'URSS l'utilisation de son espace aérien et de toute espèce de voie de communication

---

<sup>107</sup> **ibid.** p. 121.

<sup>108</sup> Vaner. **op.cit.** p. 144.

turque pour faire passer du matériel à destination de la Syrie et de l'Irak. Par ailleurs, les gouvernements turcs sentaient qu'un retrait israélien complet des territoires occupés en 1967 n'ouvrirait pas seulement la voie vers une paix véritable, mais freinerait aussi la pénétration soviétique dans la région et la radicalisation de l'intelligentsia dans le Moyen-Orient. Pourtant, à la fin des années 1970, les politiciens se veillèrent à une politique étrangère qui consiste à préserver l'indépendance nationale, sa sécurité, les relations de bon voisinage avec son environnement régional et la neutralité dans les conflits régionaux. C'est ainsi que le Premier ministre turc affirma que « *il n'est pas question que la Turquie se consacre uniquement au rôle de surveillance des intérêts des puissances occidentales au Moyen-Orient et en Asie* ». <sup>109</sup>

Après les événements de Chypre, en 1974, et le refus, en 1975, de la Chambre des représentants américaine de lever l'embargo imposé à la Turquie, celle-ci avait riposté en annonçant, au juillet 1975, l'entrée en vigueur du « *statut provisoire* » réglementant désormais le fonctionnement de vingt-cinq bases militaires, c'est-à-dire leur « *mise en veilleuse* ». Après une période de trois ans, l'embargo a été levé. Un statut temporaire fut accordé aux bases américaines, statut rendu définitif par l'accord américano-turc du 9 janvier 1980. Cet accord prévoit notamment la restitution aux Etats-Unis de trois bases considérées comme particulièrement vitales par Pentagone.

D'autre part, selon la formule de Brzezinski, on a mis en place la Force de déploiement rapide pour intervenir dans les délais les plus brefs, prioritairement dans la région du Moyen-Orient issue de la directive du président Carter. A peine au pouvoir, Ronald Reagan transforme cette force, en Force spéciale d'intervention relevant directement du président et du secrétaire à la Défense, et en janvier 1983, il la promeut commandement régional pleinement unifié : l'US Central Command (CENTCOM). La mise en place du CENTCOM a renforcé l'importance de la chaîne de bases et de facilités dont l'armée américaine a besoin

---

<sup>109</sup> Anciaux. *op.cit.* p. 123.

comme escales, lieux de stationnement de troupes, armement et ravitaillement, stations d'écoute etc. manque de l'Iran, la Turquie se plaçait au projet de CENTCOM comme un Etat de tampon entre l'Ouest et l'Est.

La position de la Turquie, s'est trouvée renforcée après le départ du Shah. Dans ce contexte, les stations d'écoute, les stations de surveillance et d'alerte aérienne de l'OTAN sont devenues très importantes pour les Etats-Unis, car, la période de détente était terminée et le monde basculait vers une escalade des tensions surtout avec l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. Sous cette atmosphère, il est apparu de façon évidente que la sécurité européenne s'était déplacée vers la région du Golfe. Selon Albert Wohlstetter, spécialiste des questions de stratégie nucléaires (et le mentor du cadre des néo-conservateurs Wolfowitz et Perle<sup>110</sup>), en raison de dépendance du monde occidental au pétrole du Golfe, la diffusion de l'emprise soviétique au-delà de l'Afghanistan vers la région du Golfe est plus dangereux qu'une agression vers l'Europe.<sup>111</sup> Dans ce contexte, pour faire face à ce menace dans le Golfe, il propose une présence continue et importante des alliés dans la région ainsi que l'existence de forces d'intervention rapide pouvant être déployées à partir des bases extérieures en cas d'une attaque. Il précisait également la distance comprise entre la base alliée d'Incirlik, en Turquie ne dépassait pas 1 800 km.<sup>112</sup>

Cette remarque reflétait l'indispensabilité de la Turquie dans des considérations américaines. Washington a encouragé la Turquie pour qu'elle se rallie à la défense du Golfe dans le cadre du CENTCOM. En revanche, Ankara, estimant que « *la défense du Golfe ne relève que des pays du Golfe* », a indiqué depuis plusieurs fois lors des visites intensives des responsables américains à différents niveaux qu'elle ne souhaite nullement servir de fer de lance aux troupes américaines au Moyen-Orient ni par le biais des facilités de stockage ni par celui des bases militaires. Finalement, un protocole d'accord portant sur

---

<sup>110</sup> Voir infra chapitre II. pp. 84-86.

<sup>111</sup> Bostanoğlu. **op.cit.** p. 357.

<sup>112</sup> Wohlstetter. **op.cit.** p. 80.

l'extension des capacités de onze bases militaires installées en Anatolie est signé entre Washington et Ankara en 1982, au siège de l'OTAN à Bruxelles. Selon les clauses annoncées et les déclarations des responsables, toutes ces bases seraient à la disposition de l'OTAN, un engagement militaire à partir de leur sol en dehors des zones d'opération de l'OTAN n'était pas mis en question.<sup>113</sup> Néanmoins, les choix des bases les plus proches du Golfe et la rapidité d'exécution des travaux ont suscité des rumeurs, mais tout était fermement démenti. En fait, la Turquie ne voulait pas mêler aux affaires moyen-orientales surtout dans la période où le volume des échanges connut une évolution croissante.

Par conséquent, l'Administration Reagan considère la Turquie comme un des acteurs essentiels de sa stratégie pour contenir la poussée soviétique au Moyen-Orient. Au début des années 1980, le rôle confié à la Turquie dans des considérations américaines était accru. Le régime politique d'un pays ne serait qu'une préoccupation secondaire dans une telle géographie stratégique. A la suite des problèmes intérieurs, l'armée turque prenait le contrôle du pays le 12 septembre 1980. Les Etats-Unis soutiennent le régime issu du 12 septembre et alors qu'on voyait un rapprochement entre deux pays, les positions des pays européennes étaient en effet très sévères. Washington voyait la Turquie comme un allié plus stable sous le régime militaire dans un contexte international où le régime de chah en Iran étant un allié principal est remplacé par un régime islamiste anti-américain, l'URSS a envahi l'Afghanistan. Pour toutes ces raisons, les priorités stratégiques des américains semblent largement être dominants dans leur soutien. Dans ce cadre, l'aide effectivement reçue par la Turquie a atteint au niveau supérieur que la période précédente, même la Turquie se plaçait au troisième rang des bénéficiaires de l'assistance militaire des Etats-Unis, juste derrière Israël et l'Égypte.

---

<sup>113</sup> İlhan Uzgel. « ABD ve NATO'yla İlişkiler 1980-1990 », in : sous la direction de Baskın Oran, *Türk Dış Politikası, Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, vol. II*, İletişim Yayınları, 2001. p. 48.

#### **4- Recherche d'un partenariat équitable avec les Etats-Unis**

Dans les années 80, sous la direction de Turgut Özal, personnalité libérale, la Turquie mène une politique active de pénétration du marché moyen-oriental. La promotion des intérêts turcs dans la région est servie par une diplomatie visant à développer les relations de bon voisinage avec l'ensemble des Etats du Moyen-Orient ainsi qu'avec le monde islamique en s'engageant plus profondément, au cours des années 1980, dans les activités des organisations internationales, principalement dans le domaine économique. Dans cette optique, la Turquie essaya d'éviter d'être trop impliquée dans les conflits de ses voisins. En bref, malgré les pressions de ses partenaires occidentales, la Turquie conserva des bonnes relations et une coopération économique active avec l'Iran et l'Irak durant la guerre qui opposa ces deux Etats de 1980 à 1988. Or, il faut souligner que l'appartenance à l'OTAN reste incontournable concernant la question de sécurité.

La fin de la Guerre Froide a marqué pour la Turquie la fin d'une période de plus de quarante ans de relative stabilité au niveau de ses systèmes d'alliance et de stratégies de défense et de développement qui en découlaient. L'effondrement du bloc communiste se plaça la Turquie au centre d'une aire d'instabilité politique et de délabrement économique. Elle a du alors redéfinir sa politique extérieure à l'égard de ses voisins, et trouver pour son économie des solutions viables, en dehors de l'aide occidentale devenue aléatoire. Cette redéfinition était menée en fonction de la perception de l'appartenance de la Turquie à trois sous-systèmes qu'on a déjà cités.

En particulier, la deuxième Guerre du Golfe qui débutait en août 1990, allait donner à la Turquie une nouvelle occasion de valoriser sa position géostratégique comme bastion avancé de l'OTAN, dans une région vitale pour les intérêts économiques des pays industrialisés. En fermant l'oléoduc turco-irakienne et en mettant à la disposition de la coalition internationale les bases de l'OTAN

installés sur son sol, la Turquie joua un rôle important dans l'opération de remise en ordre régionale entreprise par la communauté internationale. Par la même occasion, la Turquie rappelait aux Etats-Unis et à ses alliés européens son importance dans toute démarche politique visant à instaurer une stabilité durable dans la région. Mais en même temps, la Guerre du Golfe fut loin d'être globalement profitable à la Turquie. En effet, le coût de la crise du Golfe avait considérablement affecté les ressources financières des Etats pétroliers, grands demandeurs de produits manufacturés, de savoir-faire industriel et de prestations d'entrepreneurs turcs. La perte du marché irakien qui était le marché le plus intéressant du Moyen-Orient pour la Turquie, a été loin d'être compensée par les gratifications offertes par les Etats-Unis.

D'ailleurs, les Etats-Unis ont déjà commencé à diminuer leur présence au Moyen-Orient. Avec le démembrement de l'Union soviétique à la fin de la Guerre Froide, les Etats-Unis commençaient à changer ses politiques moyen-orientales. Au lieu de s'emparer de la région, ils ont commencé à la contrôler par leur puissance, d'autre part, leur présence va alimenter des mécontentements dans les quatre-vingt-dix. Dans ce contexte, dans le deuxième chapitre, nous traiterons de la vision américaine relative au Moyen-Orient après la Guerre Froide. Nous redéfinirons le rôle de la Turquie dans cette vision américaine. Pour ce faire, nous analyserons les conséquences de la Guerre Froide sur les politiques américaines et leur recherche d'une stratégie, d'autre part, nous mettrons également en perspective les conséquences de la fin de la Guerre Froide et les effets de la guerre du Golfe sur la Turquie. Dans un deuxième temps, nous étudierons la vision du Moyen-Orient de l'Administration Bush sous l'effet des attentats de 11 septembre et les raisons de la guerre en Irak. Parallèlement à ces développements, nous examinerons les positions de la Turquie envers cette guerre et leur discordes sur la guerre en traitant notre problématique.



## **II. LA NOUVELLE PHASE APRES LA GUERRE FROIDE ET 9/11 ET LES REORIENTATIONS DES PRIORITES AMERICAINES**

### **A- La fin de la Guerre froide et la réorientation des priorités américaines**

#### **1- Le Nouvel Ordre International**

Au seuil des années 1990, le monde est saisi d'euphorie. La fin de la Guerre froide et le démantèlement de l'Union soviétique ouvrent des perspectives de paix mondiale que personne ne pouvait entrevoir auparavant. Le renversement des régimes communistes en Europe de l'Est, la chute du mur de Berlin, la réunification de l'Allemagne : autant de signes d'une ère nouvelle qui s'ouvre. A ces facteurs politiques favorables, s'ajoutent des facteurs économiques perçus eux aussi comme très positifs par l'opinion occidentale. Il s'agit principalement des réformes économiques de type libéral que mènent tous les pays du tiers-monde. En outre, c'est le début du mouvement de « *globalisation* » de l'économie mondiale qui touche toutes les régions du monde, même la Chine, de son côté, entamait des réformes économiques.

Le paysage international qui a caractérisé les précédentes décennies a donc complètement changé et le Moyen-Orient ne pourrait pas vraiment rester à l'écart de ces développements. Le Moyen-Orient jouerait un rôle stratégique dans la transformation du système international, comme le souligne Geoffrey Kemp et Robert Harkavy, « *a key strategic prize in the emerging global system* ». <sup>114</sup> La

---

<sup>114</sup> Geoffrey Kemp and Robert Harkavy. « Strategic Geography and the Changing Middle East : Strategic Access to Middle East Resources: Lessons from History », in: Geoffrey Kemp and Robert Harkavy, *Geography and the*

crise du Golfe était réalisée dans un tel contexte où les acteurs essayaient d'installer leurs stratégies et de s'adapter aux changements internationaux. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, déclarait au siège de l'OTAN, le 10 Septembre 1990: « *l'occupation du Koweït par l'Irak est un test politique sur le fonctionnement du nouvel ordre mondial après la guerre Froide. La façon dont nous autres-démocraties coalisées-répondrons à l'événement sera une occasion de mesurer comment les institutions de la sécurité de l'Ouest-OTAN et UEO-peuvent s'adapter aux dangers d'aujourd'hui et de demain* ». <sup>115</sup> On peut dire que cette agression a servi d'une part à la consolidation des stratégies, d'autre part à la cristallisation du pouvoir au sein du système international.

Donc, l'action de la communauté internationale pour reprimer l'invasion de Koweït permet d'envisager l'émergence d'un « *nouvel ordre mondial* ». Dans ce nouvel ordre international naissant, les intérêts stratégiques des Etats-Unis se redéfinissent autour de trois priorités : maintenir de son rang de première superpuissance mondiale, ce qui implique de faire face notamment au défi de la puissance économique japonaise, empêcher l'émergence d'une puissance politique et militaire hégémonique en Europe et en Asie, et enfin protéger les intérêts vitaux des Etats-Unis dans le tiers-monde, principalement dans le Golfe et en Amérique centrale. <sup>116</sup>

Selon cette redéfinition de la stratégie globale, le Golfe constitue l'une des zones où les Etats-Unis continuent d'avoir des intérêts majeurs. La doctrine Carter, conçue en 1980 pour maintenir la sécurité dans le Golfe, a consommée une part majeure des dépenses militaires américaines pendant l'ère Reagan. Le menace soviétique semble avoir été davantage la justification que la raison réelle. Il apparaît a posteriori que cet effort devait répondre plutôt à des sources locales de menace telles que le conflit Iran-Irak ou les menaces de déstabilisation interne

---

*Changing Middle East*, Washington, Brookings Press, 1997, at NITLE Arab World Project. Voir: <http://arabworld.nitle.org>.

<sup>115</sup> Alain Gresh et Dominique Vidal. *Golfe : clefs pour une guerre annoncée*, Le Monde, Paris, 1991. p. 218.

<sup>116</sup> Basma Kodmani-Darwish et May Chartouni-Dubarry. *Golfe et Moyen-Orient: les conflits*, IFRI, Paris, 1991. p. 56.

des monarchies pétrolières. Le choix de la riposte à l'invasion irakienne du Koweït le confirme.

La disparition de la menace soviétique, loin d'invalider les raisons de l'intérêt américain pour le Golfe, tend au contraire à les renforcer, le pétrole, son prix et les avoirs financiers des monarchies aux Etats-Unis demeurant des facteurs essentiels au maintien de la suprématie mondiale de l'Amérique, de son rang parmi les premières puissances économiques. Le déploiement militaire massif dans le Golfe en réponse à l'invasion irakienne, est la réaffirmation du rôle des Etats-Unis comme seule superpuissance de la planète. Cette démonstration était nécessaire pour marquer définitivement la distance qui sépare désormais l'Union soviétique de l'Amérique dans le leadership des affaires mondiales ; elle l'était davantage encore vis-à-vis du Japon et de l'Allemagne. Confrontés à la crise du Golfe, ces deux colosses économiques ont été contraints de s'en remettre aux Etats-Unis, donc d'accepter le choix américain de la riposte, pour protéger leurs besoins énergétiques et reconnaître à l'Amérique son rôle de super puissance sans égale.

Donc, on peut déduire que dans l'agression de S. Hussein contre le Koweït, les Etats-Unis ont trouvé la chance d'ordonner le système international selon son gré avec une justification légitime. Les ambitions de Saddam Hussein sont victimes de sa mauvaise analyse de la nouvelle situation internationale et des intentions américaines. Par contre, dans les entretiens de l'ambassadrice américaine Koweït Glaspie en 1990 avec Saddam, jusqu'à la veille de l'invasion du Koweït, les propos rassurants à l'égard de l'Irak, laissant croire à lui, en toute bonne foi, que les Etats-Unis considéraient le différend entre Irak et le Koweït comme « *un problème à régler dans un cadre arabe* ». <sup>117</sup> Selon un diplomate américain de haut niveau, cette déclaration indiquant que les Etats-Unis ne se battront pas pour le Koweït, a entraîné l'impression de donner feu vert à Saddam. <sup>118</sup> Quoi que se passe, l'agression de Saddam a suscité une grande

---

<sup>117</sup> Andre Bonnet, *La crise irakienne et l'avenir du nationalisme arabe*, L'Harmattan, 2003. p. 256.

<sup>118</sup> Bagby. *op.cit.* p. 372.

occasion au profit des Etats-Unis afin d'établir totalement son hégémonie dans la région.

D'autre part, cette agression de Saddam Hussein a satisfait les dirigeants militaires américains qui cherchent à tenir le rôle autrefois dévolu à l'Union soviétique depuis 1989. Avec cet objectif en vue, le général Colin Powell, chef d'Etat major des armes jusqu'en 1996, avait, sitôt la chute du mur de Berlin, constitué une équipe de planification politique et stratégique au sein du Pentagone. Ce groupe décida d'insister sur la menace des pays du Sud comme l'Iran et l'Irak, à la fois perçus comme potentiellement hostiles au monde occidental et dotées de forces armées importantes.<sup>119</sup> Au printemps 1990, cette nouvelle approche, appelée « *Stratégie de défense régionale* »<sup>120</sup>, fut approuvée par les chefs du Pentagone et par le président George Bush. En fait, la nouvelle stratégie répondant à la situation créée dans le Golfe, elle avait bien été approuvée par la Maison Blanche plusieurs mois avant l'invasion irakienne. Par cet acte, on peut aisément ajouter que les Etats-Unis créaient son statut dans le nouvel système international et la guerre du Golfe a permis de résoudre le problème d'ennemi manquant ; comme l'expliqua à l'époque Richard Cheney, secrétaire à la défense : « *la guerre du Golfe est l'avant-coureur du type des conflits que nous risquons le plus rencontrer dans la nouvelle ère : des confrontations régionales nous opposant à des ennemis bien armés et dotés à la fois d'armes conventionnelles sophistiquées et de charges chimiques et nucléaires* ». <sup>121</sup> Pour toutes ces raisons, ce conflit leur a permis de définir et de déployer une stratégie politique et militaire « *sur mesure* » pour éradiquer la menace irakienne.

---

<sup>119</sup> Michael Klare. « La nouvelle stratégie militaire des Etats-Unis », *Le Monde Diplomatique*, Novembre 1997. p. 4.

<sup>120</sup> [http://www.informationclearinghouse.info/pdf/naarpr\\_Defense.pdf](http://www.informationclearinghouse.info/pdf/naarpr_Defense.pdf)

<sup>121</sup> Klare. **op.cit**

## 2- Les conséquences de la guerre du Golfe

L'Irak était devenu un allié stratégique pendant les années quatre-vingt. Comme déjà souligné, l'arrivée au pouvoir de Khomeiny bouleversa toute la stratégie américaine. Le chah, principal allié des américains avait déchu. Au milieu de l'année 1980, Brzezinski, le conseiller pour les affaires de sécurité nationale de Carter, exprima de façon explicite que Saddam Hussein pouvait être un contre-feu à la révolution islamique et à l'expansionnisme soviétique. L'inclination de Washington pour l'Irak de S. Hussein allait se transformer en alliance stratégique dans les années quatre-vingt. Pendant la guerre entre l'Irak et l'Iran, le but des Etats-Unis était l'affaiblissement de l'Iran dans la région. Henry Kissinger déclarait crûment : « *Nous voulons qu'ils continuent à s'entretuer le plus longtemps possible* ». <sup>122</sup> En définitive, les Etats-Unis ne tolèrent pas qu'un pouvoir régional devienne déterminant dans cette région qui est vitale pour des intérêts américains. En fait, cette détermination résume le regard global des Etats-Unis. Tel qu'on l'a déjà souligné, la pierre angulaire de la stratégie américaine depuis 1945 est d'empêcher l'émergence d'une puissance ou d'une coalition de pays hostiles aux intérêts des Etats-Unis à même de dominer des régions stratégiquement importante. <sup>123</sup> En corollaire, la lutte contre les hégémonies régionales devient un élément central de la politique américaine. Les Etats-Unis appliqueraient cet impératif au Moyen-Orient avec l'instar du cas irakien.

La crise du Golfe de 1991 doit être analysée sous cet angle. L'Irak, qui, dès 1961, lors de l'indépendance du Koweït, revendique ce territoire comme sa dix-neuvième province, reste fidèle à ses buts : disposer d'une ouverture sur le Golfe ; s'affirmer comme l'Etat dominant de la zone ; être la puissance directrice du monde arabe. <sup>124</sup> De plus, l'Irak, endetté, engagé dans des travaux grandioses, a besoin d'argent. Le Koweït est la proie idéale : contiguïté géographique ; ressources en pétrole ; île de Boubiane doublant d'environ vingt-cinq kilomètres

---

<sup>122</sup> Bagby. **op.cit.** p. 345.

<sup>123</sup> [http://www.informationclearinghouse.info/pdf/naarpr\\_Defense.pdf](http://www.informationclearinghouse.info/pdf/naarpr_Defense.pdf)

<sup>124</sup> Philippe Moreau Défarges, *Relations Internationales tome 1, Questions Régionales*, Editions du Seuil, septembre 2003. p. 139.

la lucarne de l'Irak sur le Golfe. Avec l'invasion de Koweït, l'Irak, par son poids naturel, était devenu de facto la puissance dominante dans la Golfe. Saddam Hussein, commet, semble-t-il, une erreur, évaluant mal la position des Etats-Unis. Or, ceux-ci se montrent fidèles à leur stratégie susmentionnée. Avec cet acte de l'Irak, l'équilibre des forces entre les trois puissances – l'Arabie saoudite, l'Irak et l'Iran- du Golfe au profit de l'Irak. En fait, l'importance de système installé à cette région était d'être « *un vide de pouvoir instable* »<sup>125</sup> comme l'indique sir William Luce, représentant spécial de Sa Majesté en 1969. « *Aucun pays de la région, précisait-il, n'est assez fort pour rendre le contrôle et y assurer la paix...* »

Alors, les Etats-Unis répondent à l'invasion de Koweït en mettant en œuvre une coalition internationale et en déployant un dispositif de sanctions. Par contre, il faut également préciser que deux lignes se sont longtemps affrontées au sein de l'administration, l'une surtout présente au département d'Etat qui souhaitait la sauvegarde d'un Irak puissant dans la région, l'autre maximaliste, préconisant la réduction substantielle, voire la destruction de la puissance irakienne et dont les apôtres se trouvaient à la fois au Conseil national de sécurité et à Pentagone.<sup>126</sup> Il est clair que c'est cette seconde ligne qui l'a emporté. La détermination des Etats-Unis à mettre tout en œuvre pour rétablir le statu quo ante, mais amputé substantiellement de la puissance irakienne, et n'accepter rien de moins que la capitulation de S. Hussein, va dicter par la suite avec constance et logique le déploiement de la stratégie américaine.

De cette manière, le déploiement de forces américaines au Moyen-Orient est sans conteste un symbole majeur du nouvel ordre qui doit s'installer. Il se réalise sous les yeux de l'Union soviétique qui vit ses derniers jours et ne cherche même plus à contrer les visées américaines. Bien plus, les pays arabes furent sollicités pour se joindre militairement à la coalition contre la nouvelle incarnation du mal dans l'ordre international. Le mal « *communiste* » se substituait au nouvel

---

<sup>125</sup> Gresh et Vidal. **op.cit.** p. 63.

<sup>126</sup> Même on verra une telle division au sein de l'administration Bush en 2003 lors de la guerre d'Irak.

Mal, S. Hussein. Le fait que le plus remarquable dans cette action mobilisant militairement des pays arabes contre un autre pays arabe d'importance majeure, fut l'adhésion de la Syrie qui se déclara prête à envoyer des troupes. Ainsi, au moment où la Guerre froide s'était terminée par un triomphe des Etats-Unis, elle ne voulait plus de rester hors du nouvel ordre international. Du coup, les Etats arabes qui refusèrent de se joindre à la coalition furent désignés à la vindicte de l'opinion internationale ainsi que la Jordanie et le chef de l'OLP. D'autre part, durant tout le processus du Guerre du Golfe, le souci principal de la diplomatie américaine se reposait sur la neutralisation d'Israël. C'était une condition essentielle pour assurer le soutien des gouvernements arabes.

La victoire de la coalition alliée sous le leadership des Etats-Unis a inauguré une nouvelle ère dans la région. Les Etats-Unis se sont donnés l'occasion de s'imposer en tant que « *super arbitre* » et sont parvenus à faire accepter par l'ensemble de la communauté internationale leur « *suprématie morale* ». L'impression le vainqueur de la Guerre froide et la guerre du Golfe, conduit à être consacrés comme la seule autorité, l'unique super puissance globale capable de gérer mieux les affaires moyen-orientales. Les nations concurrentes l'URSS, l'Europe sont disqualifiées de la région pour favoriser l'hégémonie américaine sur le Moyen-Orient. Donc, la guerre du Golfe a permis de rendre et d'accroître la crédibilité des Etats-Unis aux yeux des Etats du Moyen-Orient. En outre, le trauma du Vietnam est vaincu et les Etats-Unis bénéficient d'un regain de prestige et d'influence.

D'autre part, guerre du Golfe a donné aux américains une assurance supplémentaire. Ils ont infligé une sévère leçon à l'Etat perturbateur de l'ordre qu'ils tentent de maintenir et entendent en faire un exemple international pour dissuader les autres potentiels « *gêneurs* » qui menacent de déstabiliser la région. Sans doute, les Etats-Unis faisaient une allusion à l'Iran ou à la Syrie.

Ce conflit a en outre servi de premier test positif à l'efficacité opérationnelle et à la viabilité de la doctrine américaine d'intervention militaire rapide, définie par le président Carter dès 1980 comme une prise en charge directe par les Etats-Unis de la sécurité dans le Golfe. Néanmoins, cette première application de la doctrine Carter s'est opérée dans un contexte fort différent de celui qui avait prévalu à sa conception. La raison d'être de cette Force de déploiement rapide était de « *repousser par tous les moyens nécessaires, y compris militaires, toutes tentative d'une force extérieure visant à prendre le contrôle de la région du Golfe persique, tentative qui sera considérée comme une atteinte contre les intérêts vitaux des Etats-Unis* ». <sup>127</sup> Cette « *force extérieure* » est bien évidemment l'influence soviétique contre la quelle ce dispositif militaire avait été conçu. Mais même si la menace avait été changée de nature, il existait au niveau de la stratégie une continuité. La menace irakienne était même jugée beaucoup plus pernicieuse et ingérable que la menace soviétique car elle émanait de la région elle-même et constituait donc un facteur de déstabilisation directe de l'ordre régional. De plus, dans le cadre du CENTCOM, la présence américaine était trop lointaine et insuffisante, pour être en mesure de prévenir une situation de crise au lieu d'avoir à la corriger. Il s'agissait donc de définir un nouveau système de sécurité qui soit viable, c'est-à-dire impliquant une présence directe capable d'exercer un rôle dissuasif et préventif. Cela sera décisif pour comprendre les politiques américaines dans l'avenir concernant la région.

Par conséquent, on peut récapituler les principaux messages issus de la fin de la guerre du Golfe comme les suivantes <sup>128</sup> : Premièrement l'ordre international devrait être restructuré sous l'influence *realpolitik* et juridique des Etats-Unis. Deuxièmement, les coûts de cette fonction devraient être partagés par les acteurs qui ont bénéficié d'une puissance politico-économique grâce à la sécurité assurée par cet ordre. Cela explique en partie que les Etats-Unis aient exigé de leurs alliés –les pays de la péninsule arabique, l'Allemagne et le Japon qui ne participent pas aux opérations- une contribution au financement de la Guerre du Golfe. En fait, le

---

<sup>127</sup> Kodmani-Darwish et Chartouni-Dubarry. *op.cit.* p. 104.

<sup>128</sup> Ahmet Davutoğlu. *Stratejik Derinlik, Türkiye'nin Uluslararası Konumu*, Küre Yayınları, Mart 2002. p. 345.



coût en a été presque totalement couvert par cette collecte. Autrement dit, dans son hégémonie structurelle, les Etats-Unis mettent en œuvre/vigueur un système au sein duquel ils font financer leur hégémonie aux autres Etats.<sup>129</sup> On peut dire que c'est un exemple flagrant de la hégémonie structurelle américaine. Dernièrement, le Moyen-Orient qui dispose des ressources stratégiques naturelles de cette structuration politico-économique est sous le parapluie monopolisant de sécurité des Etats-Unis. Ce message était, tout d'abord, adressé aux puissances européennes qui avaient eu des relations fortes avec les pays de la région (c.-à-d. l'Iran et l'Irak), notamment à travers d'un transfert intensif des armements. Deuxièmement, il se référait à une re-structuration intégrale de la région. Dans ce sens, il est possible de constater qu'il n'y a aucune variation considérable dans la politique des Etats-Unis, surtout concernant le Moyen-Orient. Néanmoins, il convient de noter que la période d'après guerre du Golfe est caractérisée par une augmentation considérable d'existence militaire et d'influence politique américaine dans la région. L'amplification de possibilités de "la flexibilité stratégique" dans l'ensemble, ont rendu la politique des Etats-Unis crédible et coercitif.<sup>130</sup>

Localement, la guerre du Golfe se traduit par l'affirmation éclatante du leadership américain, par le renforcement de la position des trois Etats non arabes de la région (l'Iran, la Turquie et Israël), par l'augmentation de la dépendance des régimes saoudien, égyptien et naturellement des Emirats, vis-à-vis des Etats-Unis. Par contre, la guerre n'a pas réglé le sort de l'Irak. A l'issue de la guerre, en effet, Saddam Hussein était toujours à la tête de l'Irak, entouré et protégé par sa garde présidentielle.<sup>131</sup> Les Etats-Unis auraient souhaité un coup d'Etat militaire instaurant un régime leur étant favorable.une éviction de Saddam Hussein, mais pas dans des conditions susceptibles de faire imploser l'Irak. Faute d'y parvenir, Washington est déterminé à maintenir strictement l'embargo destiné à désarmer

---

<sup>129</sup> Phebe Marr. « The Persian Gulf After the Cold War », in: sous la direction de Phebe Marr et William Lewis, *Riding the tiger: the Middle East challenge after the Cold War*, Westview, 1993. pp. 109-135.

<sup>130</sup> Gencer Özcan. « Doksanlı Yıllar Boyunca Ortadoğu'da ABD'nin Değişen Konumu », in: sous la direction de Fulya Atacan, *Değişen Toplumlar, Değişmeyen Siyaset: Ortadoğu*, İstanbul: Bağlam Yayınları, Avril 2004. p. 349.

<sup>131</sup> De façon brillante, pour voir les aspect surréalistes de la Guerre du Golfe, voir : Jean Baudrillard. *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Editions Galilée, Paris 1991.

l'Irak et à l'isoler du reste du monde. Conformément à la diminution de l'emprise irakienne, la signature d'accords entre Israël, l'OLP et la Jordanie, n'ont été possible que dans ce contexte. En mettant un terme à l'indépendance pétrolière de l'Irak, la guerre a permis aux Etats-Unis d'établir un contrôle sans précédent sur le marché pétrolier mondial. Il faut également préciser que, l'utilisation systématique de Saddam Hussein comme épouvantail a aussi permis des interventions américaine et leur présence légitime afin de sauvegarder le statu quo. Les Etats-Unis tireront les bénéfices de ce système jusqu'à la fin de la décennie.

Avec les gains –politiques, économiques et militaires- obtenus à la fin de la guerre du Golfe, les Etats-Unis entraient dans la nouvelle ère post-guerre froide « *objectivement* » confortable.<sup>132</sup> Dans un certain triomphalisme américaine après la victoire des Etats-Unis dans la guerre Froide ensuite dans la guerre du Golfe, les débats sur l'élaboration de la politique étrangère américaine et les visions du monde seront essentiels et ces débats trouveront d'écho sur la posture américain à l'extérieure.

### **3- La quête de stratégie américaine dans le nouveau milieu international**

La Guerre froide permettait à la politique étrangère américaine de se fonder sur trois paradigmes simples : endiguer l'Union soviétique, empêcher la diffusion du communisme, promouvoir une croissance économique globale, sous-direction américaine.<sup>133</sup> Pour la première fois depuis plus de quarante ans, les Etats-Unis doivent réévaluer leur place dans le monde, penser à nouveau leur politique extérieure. A cet égard, aux lendemains de la Guerre froide, il y a eu des vifs débats aux Etats-Unis pour donner une orientation à leur politique étrangère. La

---

<sup>132</sup> Philippe Droz-Vincent. « Où va la politique étrangère américaine ? Afghanistan, Proche-Orient, Irak », *Esprit*, Mai 2002. p. 48.

<sup>133</sup> Bruno Colson. « Concepts américains pour l'après-Guerre froide », [www.stratisc.org/strat/strat\\_057.htm](http://www.stratisc.org/strat/strat_057.htm).

diplomatie américaine était en quête d'un fil conducteur comparable à ce qui avait été le doctrine d'endiguement. George Bush avait avancée le thème du « *nouvel ordre mondial* », mais la guerre du Golfe en a été la seule manifestation concrète. Il s'agissait de la conception classique de la sécurité collective combinée avec le rôle des Etats-Unis comme organisateur et leader d'une coalition volontaire, légitimée par l'ONU. La clé du nouvel ordre mondial semble bien n'être que le maintien du statu quo, les Etats-Unis deviendraient alors le principal gardien de la stabilité et de l'ordre, contre tout Etat menaçant la tranquillité du système international.<sup>134</sup> Mais cette conception a vite été démentie par l'inaction internationale dans certains cas (surtout dans le cas de Yougoslavie). Le rapport de 1991 sur la Stratégie de Sécurité Nationale hésite entre l'espoir et l'incertitude, car les relations internationales promettent d'être plus compliquées, plus fluides et moins prévisibles dans le nouveau contexte.<sup>135</sup> Les défis semblaient plus complexes, ambigus et diffus. Pour cette raison, la sécurité est menacée par les foyers d'instabilité régionale, la prolifération des armements. A partir de 1991, des conflits de type nouveau se développent ; désintégration de la Yougoslavie, guerres civiles en Afrique... Devant tous ces dérèglements, les Etats-Unis ne se sentent pas la vocation de jouer au gendarme international. Les Etats-Unis n'ont ni « *l'intention, ni les ressources pour être le gendarme du monde* » ; chaque fois que cela sera possible, un désir de partager plus équitablement le fardeau avec les autres puissances.<sup>136</sup> Sous cet aspect du contexte international, les quatre options stratégiques se sont discutées à la politique étrangère américaine après la Guerre froide : 1) néo-isolationnisme 2) sécurité collective 3) engagement sélectif 4) primauté

L'option *néo-isolationniste* est évidemment celle qui permet de maintenir un budget de défense au niveau le plus bas. Selon cette option, les équilibres régionaux se feront d'eux-mêmes, l'Amérique peut se retirer du monde, et ne maintenir qu'un outil militaire modeste, qui permette de garantir l'ouverture du commerce mondial. Il faut également affirmer que dans l'histoire des Etats-Unis,

---

<sup>134</sup> **ibid.**

<sup>135</sup> Nicole Vilboux. *Les Stratégies de Puissance Américaine*, Editions Ellipses, 2002. p. 12.

<sup>136</sup> **ibid.** p. 14.

l'isolationnisme n'a jamais signifié une volonté d'isolement total du reste du monde, les relations économiques avec l'outre-mer devaient être poursuivies. On parle d'un isolationnisme sur le plan politique rejetant la sécurité collective et les alliances. Cette option n'est cependant sérieusement considérée que par des analystes peu influents, en raison du vide de pouvoir qu'elle susciterait dans certaines régions et des conséquences qui s'ensuivraient : accentuation des courses aux armements locale (notamment à l'arme nucléaire), affirmation brutale de dominants régionaux, et finalement, par contagion, menaces sur l'ordre mondial dans son ensemble.

La seconde option s'agit de *la sécurité collective*. S'appuyant sur les organisations internationales, essentiellements l'OTAN et l'ONU, les Etats-Unis partagent avec leurs alliés le coûts du maintien de l'ordre mondial (les opérations de rétablissement et de maintien de la paix notamment), et font prévaloir un monde juridiquement encadré, où la règle tend d eplus en plus à remplacer la force. En fait, cette option est n des concepts qui ont inspiré la politique extériure de l'administration Clinton. Avec cette doctrine, plutôt que de contrer les menaces, s'efforcerait de les prévenir, par une extension des accord bilatéraux et multilatéraux de maîtrise des armements. Les sévères critiques reçues par l'administration Clinton pour son traitement des crises bosniaques et somalienne ont conduit le Président et son équipe à abandonner quelque peu cette concept.

La troisième option, celle de *l'engagement sélectif*, consiste à mener une politique étrangère pragmatique, intéressée presque exclusivement par le sort des grandes puissances (Chine, Russie, Japon, l'Union européenne), celle qui ont les moyens matériels d'entrer en guerre contre l'Amérique et peuvent sérieusement remette en question l'ordre international. Il s'agit avant tout, comme le préconise par exemple Brzezinski, de maintenir l'équilibre des puissances sur le continent eurasiatique par l'endiguement des uns et des autres ; les conflits moins importants peuvent être ignorés sauf s'ils risquent d'appeler l'intervention de l'une des grandes puissances ou s'ils menacent des intérêts importants des Etats-

Unis (Golfe persique).<sup>137</sup> Pour ceux qui défendent cette option, les Etats-Unis devront obligatoirement admettre qu'ils ne pourront s'occuper de tous les problèmes à la fois ; ils devront opérer une sélection. Ils s'engageront financièrement ou militairement dans les seules situations où se manifesterait une menace claire et imminente pour leurs intérêts. Dans ce contexte, le Moyen-Orient et les Balkans ont des priorités en raison de leur importance stratégique.

La dernière option, en revanche, celle de la primauté, nécessite un outil militaire très couteux, puisqu'elle consiste à maintenir une supériorité écrasante des Etats-Unis sur tout rival potentiel, et à garantir la sécurité de tous afin de rendre sans objet la quête de sécurité par chaque Etat séparément. Cette option permet de garantir une stabilité maximale, car toute remise en cause de l'ordre américain est futile, et ce dernier bénéficie à tous (du moins si l'on croit le thème de « *l'empire bienveillant* »<sup>138</sup> avancé par Robert Kagan). C'est le raisonnement tenu notamment par les néoconservateurs que l'on retrouve par exemple dans la fuite du document *Defence Planning Guidance*<sup>139</sup> émanant des services de Paul Wolfowitz au Pentagone en 1992, et qui imprègne, comme l'on verra, le « *Document de sécurité nationale* » de 2002.

Dans les faits, on peut voir que durant la dernière décennie l'Amérique a opéré un mélange de ces options. Par exemple, pendant la période de Clinton, les Etats-Unis ont appliqué un certain mélange de ces dernières trois options. Il faut également l'application de ces stratégies avec l'état du monde au début des années 90. La vue dominante était celle de mondialisation heureuse, où les Etats-Unis entraînaient le reste du monde dans la logique du marché et de la démocratie, comme on le verra dans la stratégie de l'ère clintonienne.

---

<sup>137</sup> Zbigniew Brzezinski. «Selective Global Commitment», *Foreign Affairs*, vol. 70, no: 4, automne 1991.

<sup>138</sup> Robert Kagan. «The Benevolent Empire», *Foreign Policy*, été 1998.

<sup>139</sup> Ce rapport affirme en effet la volonté des Etats-Unis de garder leur statut de superpuissance unique et soulignait le rôle particulier de la puissance militaire qui pouvait éventuellement être utilisée de façon unilatérale par l'Amérique, car celle-ci était le garant de l'ordre international.

Quoi que l'on pense, les Etats-Unis jouerait un rôle essentiel, un rôle central dans le nouvel système émergent. Mais, à partir de ces stratégies sur quelles conditions serait-il basé son leadership ? L'administration de Clinton serait déterminante dans ce nouveau rôle américain. Dès son « plate-forme » de candidat, les discours de Bill Clinton reflétaient une tendance wilsonienne<sup>140</sup> conformément aux bouleversements que le monde a vécu. Mais c'était une vision pragmatique parce que lors que des intérêts majeurs sont en jeu, on verra que les Etats-Unis agissaient sans respecter le droit. Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat dans le deuxième mandat de Clinton, avait résumé leur position par la formule : « *Multilatéraux quand nous le pouvons, unilatéraux quand nous le devons* ». <sup>141</sup> De toute façon, pendant cette période les Etats-Unis assumerait un rôle de régulateur du système international dans lequel ils sont leader. C'est ainsi que, Coral Bell, pour qui la réalité de l'hégémonie américaine n'est acceptable que si elle se dissimule derrière l'illusion d'un concert des grandes puissances. <sup>142</sup> D'après, Alberto R. Coll, les Etats-Unis peut alors devenir le grand arrangeur dont le signe distinctif est sa capacité à faire correspondre ses intérêts nationaux avec ceux d'autres Etats et avec les aspirations de la société internationale. <sup>143</sup> Cela renvoie au terme de « *soft power* » (puissance douce) dont parle de Joseph Nye, qui consiste à persuader et à séduire les autres, parfois à leur insu en créant des liens qui ne se réduisent pas au calcul. <sup>144</sup>

Nye se présente ceci comme une méthode d'exercice de la puissance : contrairement à la force militaire qui s'appuie sur la contrainte, la puissance douce repose sur la capacité à définir l'agenda politique d'une manière qui oriente les préférences des autres : la culture, les valeurs, l'idéologie, les institutions. Les autres pays veulent suivre l'Amérique dont ils admirent les valeurs et aspirent à

---

<sup>140</sup> T.W. Wilson, président des Etats-Unis (1913-1921) qui a apporté une nouvelle vision de l'ordre international fondé sur le droit. Il a proposé les fameux Quatorze Points pour promouvoir la paix et la démocratie. Wilson attribuait à l'Amérique un rôle messianique : il lui incombait non pas de travailler à l'équilibre des forces, mais de répandre dans le monde entier les principes qui la gouvernaient. Ces principes établissaient que la paix reposait sur l'expansion de la démocratie, que les Etats devaient être jugés au vu des mêmes critères que les individus, et que l'intérêt national consistait à adhérer à un système juridique universel.

<sup>141</sup> Pierre Hassner et Justin Vaisse, *Washington et le monde*, Editions Autrement, 2003. p. 75.

<sup>142</sup> Cité en *ibid.* p. 63.

<sup>143</sup> Alberto R. Coll. «America as the grand facilitator», *Foreign Policy*, no: 87, été 1992.

<sup>144</sup> Joseph S. Nye, *The Paradox of American Power*, Oxford University Press, New York, 2002. pp. 11-12.

atteindre son niveau de prospérité et d'ouverture. Nye voit ce type d'influence moins cher. Le soft power va au-delà de la persuasion ou du pouvoir de conviction grâce à l'échange d'arguments. C'est la capacité à séduire et attirer. Et une fois qu'on est attiré, on est souvent amené à acquiescer ou à imiter. En somme, il s'agit de convaincre plutôt que de contraindre. Ainsi, le langage multilatéraliste utilisé prend toutefois en compte les intérêts vitaux américains et est fondé sur la conviction du nécessaire primauté de l'Amérique sur les autres acteurs. L'administration Clinton avait privilégié la diplomatie économique et, dans une certaine mesure, la coopération multilatérale et la poursuite des intérêts nationaux à travers les institutions multilatérales (dominées par les Etats-Unis).<sup>145</sup> Par contre, dans certaines questions les Etats-Unis ne tardaient pas à agir unilatérale. C'était une période de demi polarité (semi-duopoly) comme le montre par John L. Harper.<sup>146</sup>

Toutes ces perspectives se sont situées dans le cadre d'un document officiel, « *Stratégie de sécurité nationale* », rédigé régulièrement par le Conseil national de sécurité de chaque administration, qui sert de guide à l'action extérieure des Etats-Unis. Dans cet extrait, la rhétorique officielle met en valeur les credo wilsoniens classiques de l'administration Clinton d'un paradigme qui oriente et résume la politique étrangère américaine : Engagement (engagement) et enlargement (élargissement). Le paradigme d'élargissement succède définitivement l'endiguement de la Guerre froide. L'élargissement concerne conjointement la sphère de l'économie de marché et la sphère de la démocratie représentative. On voit que cet acte d'élargissement de la démocratie va de pair avec l'économie. Dans le cadre de cet objectif général, l'essentiel de cette stratégie résume à la diffusion de la démocratie à l'étranger en stimulant la croissance économique. Un monde plus démocratique serait plus sûr, plus sain et plus prospère, et ce serait tout à l'avantage des Etats-Unis. Par contre, un premier

---

<sup>145</sup> Philip S. Golub, «Rêves d'Empire de l'administration américaine », *Le Monde Diplomatique*, Juillet 2001. p. 5.

<sup>146</sup> John L. Harper, pendant son discours dans le colloque de CERI intitulé « *Transatlantic Tensions* », le 2 février 2004.

zonage permet de distinguer quatre espaces pour l'application des stratégies d'élargissement :<sup>147</sup>

- 1) la consolidation du « *noyau dur* » des principales démocraties marchés (Etats-Unis, Canada, Japon, Europe).
- 2) la consolidation des « *nouvelles démocraties* » (Amérique latine, Russie...)
- 3) la contre-attaque ou la stratégie de subversion libératrice se poursuit contre les Etats hostiles à la démocratie et au marché (Iran, Irak, Cuba), voués au blocus (il faut les isoler diplomatiquement, militairement, technologiquement).
- 4) L'aide humanitaire s'impose dans les régions de misère et doit favoriser l'enracinement de la démocratie-marché.

Comme l'indique, Alain Joxe, le monde ainsi décrit est polarisé entre extrême barbarie et pleine civilisation.<sup>148</sup> Cette discours manifeste assez clairement que dans les zones barbares, despotiques ou transitoires l'action unilatérale des Etats-Unis, qu'elle soit humanitaire ou répressive, doit être envisagée aussi souvent nécessaire, et que les Etats-Unis ne doivent pas rester astreints aux principes de multilatéralisme. Cela nous explique l'engagement des Etats-Unis selon cette nouvelle stratégie. Pour une intervention, les Etats-Unis classifie des conditions nécessaires ; les intérêts vitaux qui mettent directement en cause la survie des Etats-Unis justifient l'emploi de la force unilatérale, en outre, si cela intéresse les intérêts de leurs alliés, il s'agit d'une intervention collective sous leur leadership.

Parallèlement à ce processus une nouvelle notion s'est apparue, « *l'état voyou* » pour désigner les acteurs menaçant l'ordre régional. Dès la fin de la Guerre froide, on essayait d'identifier les nouvelles menaces. Dans la préface du

---

<sup>147</sup> Alain Joxe. *L'empire de chaos*, La Découverte, 2004. pp. 116-117.

<sup>148</sup> **ibid.** p. 117.



rapport de *National military strategy* de 1992, le général Powell expliquait que « les futures menaces (...) sont inhérentes à l'incertitude et à l'instabilité d'un monde en rapide transformation ». <sup>149</sup> La liste des « défis » commence par des « dangers régionaux variés », allant de la menace d'agression par une puissance régionale (Irak, Iran, Corée du Nord) à l'instabilité et aux conflits internes dans les Etats en décomposition. Viennent ensuite les risques de prolifération d'armes ou de technologies avancées, susceptibles de déstabiliser une région l'accent est encore mis sur les armes de destruction massive.

A cet égard, le conseiller à la sécurité nationale du président Clinton, Anthony Lake, expliquait, en mai 1994, que le risque de guerre nucléaire a été remplacé par la prolifération d'armes de destruction massive aux mains d'Etats voyous (rogue states) qui pourraient être insensibles à la dissuasion. <sup>150</sup> Il a identifié ces Etats, dans son article paru en 1994 dans *Foreign Affairs*, comme « Etats qui manifestent une incapacité chronique à traiter avec le monde extérieure ». <sup>151</sup> En tout état de cause, les « voyous » sont ceux qui, d'après les Etats-Unis, commettent quatre « fautes » : tentative d'acquérir des armes de destruction massive, soutien au terrorisme, mauvais traitement de leur propre population et animosité déclarée à l'égard des Etats-Unis. <sup>152</sup> L'Irak, l'Iran et Corée du Nord ont été identifiés par Washington comme le défi stratégique de l'après-guerre froide. <sup>153</sup> Avec cette notion, les nouvelles menaces et les ennemis de la période de l'après-guerre froide ont redéfini le rôle des Etats-Unis. Les « Etats voyous » ont également été définis comme ceux qui cherchent à remettre en cause le système de normes et l'ordre international promu par les Etats-Unis. <sup>154</sup> L'instauration d'une paix régionale et la construction d'une infrastructure de sécurité et de renseignement afin de se protéger d'Etats voyous constituaient les préoccupations de la politique étrangère américaine. De cette manière, cette doctrine admet donc l'importance des alliés locaux dans ces zones d'importance

---

<sup>149</sup> Vilboux. **op.cit.** p. 20.

<sup>150</sup> Meghan L. Sullivan. « Les dilemmes de la politique étrangère américaine vis-à-vis des *Rogues States* », *Politique étrangère*, 1/2000. [http://www.ifri.org/files/politique\\_etrangere/PE\\_1\\_00\\_OSullivan.pdf](http://www.ifri.org/files/politique_etrangere/PE_1_00_OSullivan.pdf)

<sup>151</sup> Anthony Lake. « Confronting Backlash States », *Foreign Affairs*, mars-avril 1994. p. 46.

<sup>152</sup> Sullivan. **op.cit.**

<sup>153</sup> **ibid.**

<sup>154</sup> Lake. **op. cit.** pp. 45-55.

stratégiques. Sous cet aspect, dans la deuxième section, nous allons traiter de la redéfinition de la Turquie dans la stratégie américaine en prenant compte tous ces bouleversements au sein de l'ordre international. Afin de répandre son influence aux zones stratégiques, les Etats-Unis se serviraient de la Turquie qui jouerait un rôle primordial dans sa région avec ses atouts géopolitiques.

## **B- La Redéfinition du rôle de la Turquie dans la période d'après Guerre froide**

### **1- La guerre du Golfe et ses retombés**

La fin de la Guerre froide constitue le quatrième et dernier grand défi de l'histoire de la politique étrangère turque, après ceux de :

- L'apparition de la jeune république sur la scène internationale au lendemain de la guerre d'indépendance,
- La neutralité difficilement maintenue lors de la Seconde Guerre mondiale,
- La longue résistance opposée à la menace soviétique pendant les années de guerre froide.<sup>155</sup>

Jusqu-là, le déterminant principal de la politique étrangère turque avait été l'alliance stratégique établie avec les Etats-Unis depuis la proclamation de la doctrine Truman en 1947. Cinq décennies de coopération, passant par l'adhésion de la Turquie à l'OTAN, l'ouverture de bases américaines sur le territoire turc et

---

<sup>155</sup> Philip Robins. *Suits and Uniforms : Turkish Foreign Policy Since the Cold War*, Hurst & Company, London, 2003. p. 1.

une assistance militaire et économique considérable provenant de Washington, marquèrent le partenariat turco-américain, parsemé toutefois de tensions déclenchées sporadiquement, surtout autour de la question de Chypre. Lorsque, à la fin des années 1980, l'ordre mondial bipolaire s'écroula, les fondements de la politique étrangère turque semblèrent vaciller. La réorientation des priorités stratégiques occidentales risquait de transformer la Turquie en un partenaire d'ordre secondaire, et Ankara redoutait ouvertement cette perte de vitesse.<sup>156</sup>

C'est dans ce contexte qu'éclate la guerre du Golfe en 1990-1991. Pour le président turc Turgut Özal, c'était une occasion rêvée pour la Turquie. Le but était clair : se faire enfin reconnaître pleinement comme un pays moderne et responsable, membre fiable et éminent de l'OTAN, indispensable comme stabilisateur régional.<sup>157</sup> En mesurant les conséquences politiques et économiques de cette guerre, il décida de soutenir des sanctions économiques contre l'Irak, autorisa l'utilisation de la base d'Incirlik par les américains, et accueillit des centaines de milliers de réfugiés kurdes provenant du nord de l'Irak. Pour la première fois donc depuis le démembrement de l'Empire ottoman, la Turquie s'était retrouvée directement impliquée dans les affaires du Moyen-Orient. Cette politique active, qui constituait une rupture avec l'attitude traditionnellement non interventionniste au-delà des frontières nationales, fut appliquée malgré les réactions négatives suscitées à l'intérieur du pays.<sup>158</sup>

Le choix du président comportait des risques mais il y voyait surtout des opportunités intéressantes pour la Turquie. En effet au moment où la disparition de la menace soviétique faisait réviser à la baisse la valeur stratégique de la Turquie sur le flanc sud de l'OTAN. La nouvelle menace qui viendrait du Sud, d'une région vitale pour les Etats-Unis et l'Europe, était une bénédiction car elle allait permettre à Ankara, en s'identifiant pleinement à la cause de l'Occident, de remplir pleinement sa fonction

---

<sup>156</sup> Füsün Türkmen. « Les Etats-Unis et la Turquie. Ou vont-ils ? », *Les Cahiers de l'Orient*, no : 73, Juillet 2004. p. 52Ö

<sup>157</sup> Billion. **op.cit.** p. 407.

<sup>158</sup> Cela entraînera les démissions de, ministre des Affaires étrangères, ministre de la Défense et chef d'état-major des forces armées.

de poste avancé pour la défense des intérêts de ce dernier.<sup>159</sup> Il est évident que l'ambition ultime d'Ozal est au travers de cette crise de rendre irréversible l'ancrage de la Turquie à l'Occident.<sup>160</sup> Pour cela, il compte monnayer chèrement la valeur stratégique nouvelle de son pays en exigeant que les récompenses soient à la mesure des sacrifices consentis.<sup>161</sup> C'est bien en établissant cette coïncidence parfaite des impératifs de sécurité turc et occidentaux que le président Ozal compte imposer comme une évidence le rôle de pivot stratégique de son pays face à un Moyen-Orient voué à l'instabilité pour les court et moyen termes au moins.<sup>162</sup> Par conséquent, le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Richard Holbrooke a réclaté que « *la Turquie remplace l'Allemagne comme tranché de l'Europe* » et a décrit la Turquie comme « *nouvel front européen* » des Etats-Unis ». <sup>163</sup>

Dans le nouveau cours des relations internationales du début des années quatre-vingt-dix où le système habituel de la bipolarité était disparu et l'improbabilité de non-système était apparue, la Turquie cherchait une place sûre à coté des pays de l'Occident, donc, il fallait donc voir les attributs de cette situation de cette manière.<sup>164</sup> C'est pour cela, le président turc, a essayé de bénéficier de toutes tentatives. Selon Erik Jan Zürcher, l'affinité du support/soutien donné aux Etats-Unis par la politique turque pendant la guerre du

---

<sup>159</sup> Avant la guerre, l'Irak était un des partenaires commerciaux les plus importants de la Turquie. Les exportations turques vers l'Irak, qui dépassaient 1 milliard de dollars par an avant le conflit, n'atteignaient plus que 100 à 200 millions de dollars durant les années 1990, soit une perte annuelle d'environ 800 millions de dollars. A cela s'ajoutent d'autres facteurs, tels que la chute des revenus touristiques, qui étaient passés de 3,2 milliards de dollars immédiatement avant la guerre à 2,6 milliards juste après. Le tourisme avait cependant repris et s'était même développé de façon importante, ce qui fait que le manque à gagner en cas de nouveau conflit se chiffrerait en milliards de dollars. « Cette fois-ci, on se base sur un chiffre d'affaires de 10 à 12 milliards de dollars par an, dont la moitié au moins serait perdue », estime un diplomate européen. La liste des pertes inclut également le coût de l'aide aux réfugiés, estimé à 100 millions de dollars, ainsi que la diminution des redevances pour l'acheminement du pétrole exporté par le biais de l'oléoduc entre la ville iranienne de Kirkouk et le port turc de Yumurtalik, qui rapportaient 400 millions de dollars par an avant le conflit. (le 25/03/2003- Nicole Pope ; *Le Monde Economie*, Dossier 1991-2003 : le Moyen-Orient entre deux guerres).

<sup>160</sup> Kodmani-Darwish et Chartouni-Dubarry. **op.cit.** p. 98.

<sup>161</sup> Les dirigeants turcs évoquent le sacrifice financier que représente le ralliement de leur pays aux sanctions; interrogés par Baker, secrétaire d'Etat américain, ils estiment les pertes à près de 6 milliards de dollars. Le secrétaire d'Etat promet alors une assistance américaine et ajoute que « le gouvernement légitime de Koweït, maintenant en exil, offre de participer à cet effort pour réduire les préjudices financiers essuyés par la Turquie ». En raison de ce promet la Turquie accorde à l'utilisation des bases pour l'opération. Pierre Salinger et Eric Laurent *Guerre du Golfe. Le dossier secret*, Olivier Orban, 1991. pp. 217-218.

<sup>162</sup> Kodmani-Darwish et Chartouni-Dubarry. **op.cit.** pp. 97-98.

<sup>163</sup> Hale. **op.cit.** 194.

<sup>164</sup> Oral Sander. «Yeni Bir Bölgesel Güç olarak Türkiye'nin Dış Politika Hedefleri », in: sous la direction de Faruk Sönmezoğlu *Türk Dış Politikasının Analizi*, DER Yayınları, İstanbul, 1998. p. 607.

Golfe montre des similitudes avec la période où la Turquie essayait de s'intégrer à l'OTAN il y a quarante ans.<sup>165</sup> Autrement dit, la politique de Golfe du président turc sous la qualité de « *l'allié fidèle* » visait l'intégration de la Turquie au rang du système économique de l'Occident. Pendant la période de la Guerre froide, les relations entre l'Occident portaient un caractère unidimensionnel, centré autour de la relation stratégique. La Turquie souhaitait, donc, accomplir son intégration à l'Occident avec une relation multidimensionnelle qui allait inclure une dimension économique, une dimension politique et une dimension culturelle.

Ainsi, se présente le tableau géopolitique, comme le montre Didier Billion, consacrant la Turquie en 1991-1992 : une puissance régionale relativement sure, fiable et puissante, en pleine émergence au cœur d'une zone des crises : l'Asie centrale, l'Iran, le Croissant fertile, la Caucase, la mer Noire s'ouvrant vers les Balkans instables.<sup>166</sup>

Aux développements survenus au Moyen-Orient, s'ajouta l'apparition des républiques musulmanes turcophones en Asie centrale, à la suite de l'implosion de l'URSS, et l'instabilité dans la région du Caucase. Ce fut également le cas dans les Balkans, plongés dans des conflits ethniques auxquels la Turquie ne pouvait rester insensible, vu ses liens historiques avec la région et les origines balkaniques d'une partie de sa population.

## **2- Les nouvelles visions pour la Turquie**

D'une part la Turquie cherchait une place dans la conjoncture changeante. Les nouvelles visons pour les rôles que la Turquie devrait jouer, s'apparaisaient d'autre côté de l'Atlantique. Ici, on prendra deux visions qui ont produit des

---

<sup>165</sup> Zürcher. **op.cit.** p. 440.

<sup>166</sup> Billion. **op.cit.** p. 409.

impacts dans les considérations turques et américaines dans cette période de transition.

L'effondrement de l'Union soviétique a entraîné des demandes exagérées sur le rôle que la Turquie pouvait jouer en Asie centrale. Particulièrement les Etats-Unis comprenant que l'effondrement de l'URSS entraînait un vide de pouvoir en Asie centrale, craignant plus que tout qu'il puisse être comblé par des régimes d'inspiration anti-occidentale, et, par la même, mette en difficulté leurs propres intérêts.<sup>167</sup> De façon à éviter ce type de désagréments, surtout certains think-thanks et stratèges américains encourageaient cette politique en vue de combler la lacune de puissance. Certains chroniqueurs occidentaux ont pu à l'époque évoquer le retour de l'Empire ottoman ou d'une forme de « *néo-ottomanisme* ». Ils prétendaient que la Turquie devrait affirmer son rôle tutelle dans l'Asie centrale et afin d'assurer la stabilité ils ont lancé l'idée de Pax ottomanica. On suggère la création des influences culturelles et économiques, au lieu de s'efforcer d'intégrer à l'Union européenne qui ne consente pas à la Turquie une relation égalitaire.<sup>168</sup> Il est vrai que, au début des années quatre-vingt-dix, on a rencontré certaines déclarations telles que 21<sup>e</sup> siècle serait le siècle des turcs, des déclarations trop fantastiques, « *de l'Adriatique à la mer Chine* », plusieurs stratèges faisaient des remarques sur cette question. Cette idée a fait peur des républiques turques et a éveillé des questions. Les partisans de cette pensée suggéraient une sorte d'unification turque sous le leadership de la Turquie. C'est donc à la lumière de ces éléments et sous le fort effet de ces atouts que la Turquie a non seulement lancé une série d'initiatives politiques, économiques, culturelles et religieuses en direction de l'Asie centrale, mais a aussi tenté de promouvoir une image forte d'elle-même au sein de la communauté internationale.<sup>169</sup> Après un moment d'illusion lyrique, les dirigeants turcs se

---

<sup>167</sup> Ibid.

<sup>168</sup> Graham E. Fuller, Ian O Lesser, Paul B. Henze. *Turkey's new geopolitics : from the Balkans to Western China*, Westview press, 1993. pp. 47-48.

<sup>169</sup> Didier Billion. « La Turquie : des illusions au réalisme », *La Revue internationale et stratégique*, no : 34, été 1999. p. 154.

demandaient s'ils avaient les moyens de ces ambitions ; cela veut dire que cette orientation se heurte à un certain nombre de limites :<sup>170</sup> économique, politique.

D'autre part, dans son article de juin 1993 intitulé «*Le Choc des Civilisations*»<sup>171</sup>, Samuel Huntington<sup>172</sup>, postulait que dans le nouveau monde qui s'annonçait, les principales causes de division de l'humanité et les principales sources de conflit seraient de nature culturelle. Il proposait une nouvelle grille de lecture : le monde y était façonné par les interactions de sept ou huit «*civilisations majeures*» et les grands clivages suivraient «*la ligne de faille*» culturelle séparant ces civilisations, et le jeu des solidarités culturelles ou religieuses au sein de chaque entité (regroupé autour d'un ou de deux Etats noyaux : les Etats-Unis pour l'aire atlantique, la Russie pour l'aire orthodoxe. etc.) Mais, il précisait que l'axe central de la politique mondiale s'articulerait essentiellement autour du conflit entre l'Occident et le reste du monde. Cette prétention de Huntington est entraînée de voir l'Islam comme une menace qui servirait d'unifier l'Occident. De surcroît, il insistait sur l'Europe unique qui n'est pas imité et en mentionnant la Turquie, il sera préférable de devenir un leader dans le monde islamique au lieu de devenir un Etat occidental secondaire. De cette manière, les vues des spécialistes du Moyen-Orient et de la Turquie, qui consistent à intégrer les islamistes modérés au système politique avaient engendré des inquiétudes et des doutes en Turquie.

---

<sup>170</sup> **ibid.** pp. 154-158 ; Mustafa Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya ile İlişkiler », in : sous la direction de Baskın Oran, *Türk Dış Politikası, Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, vol. II*, İletişim Yayınları, 2001. pp. 380-390.

<sup>171</sup> Samuel Huntington. « The clash of civilizations? », *Foreign Affairs*, vol. 72, no: 3, summer 1993.

<sup>172</sup> Huntington n'est pas un auteur anodin, mais plutôt un intellectuel organique, directeur de l'Institut Olin pour les études stratégiques à l'Université Harvard : ses recherches et enseignements sont financés par la Fondation John M. Olin, l'une des plus conservatrices qui avec une quinzaine d'autres fondations partageant les mêmes idées en matière d'économie et de sécurité soutient depuis près de trente ans les activités des réseaux ultra-conservateurs. Bernard Sionneau. « Réseaux conservateurs et nouvelle doctrine américaine de sécurité », *Annuaire français de relations internationales 2003*, vol. IV, Editions Bruylant. p. 513.

### 3- Les domaines de coopération avec les Etats-Unis dans le cadre du Moyen-Orient

Ainsi, malgré toutes les visions, il était évident que la Turquie émergea en puissance régionale incontournable au cœur d'une zone de crises, ainsi que le soulignait Brzezinski : « *en tant que pivot géopolitique de première importance, la Turquie stabilise la région de la Mer Noire, y contrôle l'accès depuis la Méditerranée, équilibre la Russie dans le Caucase, offre toujours un antidote à l'intégrisme islamique, et sert de flanc sud à l'OTAN* ». <sup>173</sup> On peut dire que le rôle confié à la Turquie se concrétisait progressivement à partir de la moitié de la décennie. La Turquie devenait un élément stratégique dans les visions américaines. L'ambassadeur désigné des Etats-Unis à Ankara, Mark Grossman <sup>174</sup>, évoquait aussi lors de son audition de confirmation du 21 septembre 1994 « *l'importance vitale* » de la Turquie pour son pays. <sup>175</sup> La conséquence en fut le « *partenariat renforcé* » (enhanced partnership) avec les Etats-Unis, lancé en 1991 (et dont le contenu était élargi en 1997 lors de la visite du Premier ministre de l'époque, Mesut Yılmaz,) et reflétant la convergence des intérêts turcs et américains dans plusieurs domaines, tels que :

- l'émergence des régimes démocratiques, laïques et pro-occidentaux dans la région pour endiguer l'intégrisme islamique autant que le retour de la puissance russe ;
- la coopération économique régionale ;
- la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive ;
- le maintien de la paix internationale ;

---

<sup>173</sup> Brzezinski. **op.cit.** p. 76.

<sup>174</sup> Dans l'administration Bush de 2000, il serait très influent sur les relations entre la Turquie, surtout pendant l'opération contre l'Irak. Un membre du département d'Etat qui s'approche au rang de Pentagone.

<sup>175</sup> Guillaume Parmentier. « La Turquie au sein de l'OTAN et ses relations avec les Etats-Unis » in sous la direction de Didier Billon, *Le rôle géostratégique de la Turquie*, Paris, Institut de relations internationales et stratégiques, 1995. p. 136.



- l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, également souhaitée par les Etats-Unis.<sup>176</sup>

Cette période de coopération renouvelée entre les deux pays fut marquée par une augmentation de l'aide économique et militaire américaine à la Turquie. Après l'arrivée de Clinton au pouvoir en 1993, les intérêts stratégiques mutuels continuèrent à déterminer les relations bilatérales, et la nouvelle administration prépara un agenda de cinq points en vue d'étendre la coopération aux domaines de l'énergie (où les Etats-Unis soutenaient le projet de l'oléoduc de Bakou-Ceylan<sup>177</sup>), de l'économie, de la sécurité et de la collaboration au niveau régional, ainsi qu'à la question de Chypre.<sup>178</sup> L'importance attachée à la coopération économique découlait, du point de vue turc, de la nécessité de développer le commerce plutôt que de dépendre de l'aide.<sup>179</sup> Par contre, le niveau du commerce n'a pas augmenté dans la décennie.

De cette manière, une série d'événements se mit à raffermir les relations réciproques. A cet égard, la constitution d'un axe israélo-turc sous l'égide des Etats-Unis représente une nouvelle donnée significative dans l'environnement stratégique du Moyen-Orient. Cette entente répond surtout à des intérêts réciproques essentiels eu égard aux autres Etats (les Etats voyous en principe) de la région.<sup>180</sup> L'axe Ankara/Tel-Aviv, largement promu par les généraux turcs et encouragé par Washington, confortait la Turquie dans sa volonté de jouer un rôle stabilisateur dans une région à hauts risques. En outre, ce regroupement régional permettait à la Turquie de rappeler son importance stratégique, auprès non

---

<sup>176</sup> Kemal Kirişçi. « US-Turkish Relations: New Uncertainties in a Renewed Partnership », in: sous la direction de Barry Rubin et Kemal Kirişçi, *Turkey in World Politics: A Emerging Multiregional Power*, Lynne Rienner Publishers, 2001. pp. 132-137.

<sup>177</sup> Selon Olivier Roy : « Les américains veulent, en construisant le Bakou-Ceylan, récompenser leur allié turc et renforcer son rôle régional au détriment de l'Iran et de la Russie » Olivier Roy. « Caspienne : une histoire d'oléoduc, ou les illusions de la géostratégie », *Critique internationale*, no : 8, juillet, 2000. <http://www.ceris-sciences-po.org/publica/critique/article/ci08p36-44.pdf>

<sup>178</sup> İlhan Uzgel. « ABD ve NATO'yla İlişkiler 1990-2001 », in : sous la direction de Baskın Oran, *Türk Dış Politikası, Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, vol. II*, İletişim Yayınları, 2001. p. 253.

<sup>179</sup> Rachel Prager. « Turkish-American Relations: Historical Context and Current Issues », *Report for TÜSİAD (Association Turque des Industriels et Hommes d'Affaires)*, 2003. p. 8.

<sup>180</sup> Philippe Marchesin. « Géopolitique de la Turquie à partir du Grand échiquier de Zbigniew Brzezinski », *Revue Etudes Internationales*, volume XXXIII, no : 1, mars 2002. p. 145.

seulement des Etats-Unis, mais aussi de l'Union européenne. Donc, la coopération entre les deux puissances militaires pro-occidentales du Moyen-Orient apparaissait aux yeux des Américains comme un premier rempart contre l'instabilité. Mais au lieu de compter uniquement sur la Turquie, les Etats-Unis ont préféré l'associer à leur allié israélien et entretenir une certaine dépendance mutuelle afin de renforcer leurs liens bilatéraux. Ce soutien américain à cette coopération n'est qu'un aspect quoique le plus dynamique, de la politique régionale de Washington ; les Etats-Unis construisaient en fait d'un contrôle sur le Golfe et sur le Moyen-Orient par le biais de ces deux Etats.<sup>181</sup>

D'autre part, il était évident que cette relation avec Israël allait entraîner des conséquences sur les relations turco-arabes. Cet axe était perçu par les voisins – notamment par la Syrie, l'Irak, l'Iran et l'Egypte- comme un danger. Le « *noyau* » du monde arabe a fermement dénoncé les accords signés entre la Turquie et l'Israël et a maintes fois appelé la Turquie à abandonner son nouvel allié. Cela n'a pas eu des effets importants nuisibles sur la Turquie. Elle était essentiellement due aux rivalités et aux divisions entre les Etats arabes eux-mêmes, et au fait que un certain nombre de ces états comme l'Egypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite, étaient crucialement dépendants des Etats-Unis.<sup>182</sup> Sur le coté positif, cette situation a renforcé l'influence turc sur Washington et a aidé à renverser l'équilibre de puissance en faveur de la Turquie dans son affrontement avec la Syrie en plus de lui permettre d'accéder aux matériels militaires de pointe qui ne pouvaient pas être autrement dispensable. Il est clair que sans l'existence des accords de coopération militaire avec Israël, la Turquie n'aurait jamais défié la Syrie de façon belliqueuse en octobre 1998.

Les relations entre la Turquie et les Etats-Unis continuaient à développer et ensuite, en 1999, la capture d'Abdullah Öcalan est réalisée, chef du mouvement

---

<sup>181</sup> Geoffrey Aronson. « Vers une paix armée au Proche-Orient », <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/07/ARONSON/14000>.

<sup>182</sup> Hale. **op.cit.** p. 329.

terroriste PKK, était réalisée par les Etats-Unis.<sup>183</sup> Le tout fut couronné par la visite du président Clinton en Turquie en novembre 1999. S'adressant au parlement turc réuni en session extraordinaire, il avait dit : « *Le passée de la Turquie est crucial pour comprendre le 20<sup>e</sup> siècle. Mais, et c'est encore plus important, je suis convaincu que l'avenir de la Turquie sera crucial pour déterminer le 21<sup>e</sup> siècle* ». <sup>184</sup> A l'issue de sa visite, il fut annoncé que le « *partenariat renforcé* » serait remplacé par le « *partenariat stratégique* » entre les deux pays. Ce nouveau marqua un tournant des regards américains envers la Turquie. Par conséquent, à la fin de la décennie, les relations turco-américaines semblent être revenues à un degré de chaleur et de soutien populaire qu'il n'avait pas connue depuis 1950.<sup>185</sup>

Tout au long des années quatre-vingt-dix, on peut voir que la politique des Etats-Unis envers le Moyen-Orient, a recelé plus ou moins les intérêts turcs aussi. Cela veut dire qu'un pays hégémonique a pris en compte les intérêts d'une puissance inférieure que lui autant que possible. En revanche, la puissance moyenne s'efforce aussi d'adapter ses stratégies avec ceux de l'hégémon sur les politiques concernant ses intérêts à court ou à long terme. Sous cet aspect, il est évident que les relations réciproques entre la Turquie et les Etats-Unis répondaient aux intérêts communs. Au fur et à mesure que les intérêts communs le permettent, la Turquie bénéficiait d'agir ensemble comme dans l'exemple des Balkans et de l'Asie central. Au contraire, au point que leurs intérêts ne se croisent pas, on peut parler d'une discorde comme dans l'exemple de la crise irakienne en 2003 qui marquera une rupture dans les relations mutuelles. C'est ce que nous traiterons dans le troisième sous chapitre.

---

<sup>183</sup> Selon les derniers reportages du président et du premier ministre turc de l'époque, respectivement, Süleyman Demirel et Bülent Ecevit, les Etats-Unis ont proposé de délivrer Öcalan aux mains de la Turquie, les turcs ont justement attendu à l'aéroport. Voir les entretiens de Murat Yetkin ; *le journal Radikal*, 16/08/2004; *le journal Radikal* 13/09/2004 .

<sup>184</sup> Discours prononcé devant la Grande Assemblée nationale Turquie, le 15 novembre 1999.

<http://www.tbmm.gov.tr/tutanak/donem21/yil2/bas/b019m.htm>

<sup>185</sup> Hale. **op.cit.** p. 228.

## **C- La période d'après 9/11, la guerre en Irak et les relations turco-américaines: conflits d'intérêts**

### **1- Visions du Moyen-Orient de l'administration Bush avant le 11 septembre**

Lors de sa campagne électorale, le discours de George Bush était basé sur les affaires intérieures. Au début de son mandat, la priorité fut donnée aux questions intérieures. Ainsi, l'administration Bush ne s'était pas donnée comme priorité immédiate de devenir le gendarme de la planète ou d'intervenir à l'étranger. « *L'Amérique doit être présente dans le monde*, affirmait M. Bush en 1999, *mais cela ne veut pas dire nos forces armées soient à la réponse à toutes les situations difficiles en politique étrangère* »<sup>186</sup>. Il entend notamment se désengager des questions moyen-orientales.

Il faut rappeler que depuis la fin de la Guerre froide, les actes de la politique étrangère américaine n'étaient ni unilatéraux ni multilatéraux. Il s'agissait d'un concept appliqué avec plus ou moins d'intensité, celui de l'engagement sélectif. Motivée par les préceptes moraux de la défense des libertés démocratiques, de la protection des droits individuels et de la promotion de la libre entreprise, cette politique traduisait aussi la réticence des Etats-Unis à intervenir hors de leurs frontières, à moins que la situation internationale ne menace leurs intérêts nationaux. A son entrée en fonction, l'administration Bush trouva une Amérique à la puissance militaire et économique inégalée, lui permettant de dominer un monde unipolaire. Les Etats-Unis étaient la seule superpuissance et vivaient dans un monde occidental relativement pacifique. Pendant les administrations Bush père et Clinton, les Etats-Unis ne firent pas pour autant étalage de leur force en malmenant des pays moins puissants ; ils se contentèrent de gérer les affaires mondiales et d'intervenir lorsque cela était

---

<sup>186</sup> Michael T. Klare. « *Les trois piliers stratégique de Washington* », *Le Monde Diplomatique*, Juillet 200. p. 6.

nécessaire ou désiré. Sans véritable effort politique, ils exportaient leurs modes de vie et leur culture.

En juillet 2001, le directeur du bureau de la planification (Policy Planning Staff) du département d'Etat, affina la notion d'engagement sélectif, en proposant le terme de « *multilatéralisme à la carte* ». <sup>187</sup> En d'autres termes, les Etats-Unis agiront seuls quand cela révèlera nécessaire ou quand ils le voudront.

Sous cet angle, on peut mieux voir la politique états-unienne envers le Moyen-Orient. Il existait au moins cinq raisons pour que la nouvelle administration ne s'implique pas trop à la région. <sup>188</sup> Parmi elles, il y avait la prédisposition du président à demeurer à l'écart des affaires étrangères. La réticence d'un président à s'engager dans les affaires étrangères dépend de sa formation et de son expérience. En deuxième lieu, le Congrès se répartissant entre les deux partis de manière pratiquement équivalente, le gain politique de la victoire présidentielle obtenue à l'arrachée se devait d'être converti en une dynamique destinée à faire progresser les questions de politique intérieure. En troisième lieu, si la situation au Moyen-Orient demeurait relativement instable, cela ne constituait pas une véritable menace pour l'intérêt national. Il y avait peu de risques, si ce n'était aucun, de voir s'interrompre l'approvisionnement des Etats-Unis ou de leurs alliés européens et asiatiques en pétrole de la région. Le baril de pétrole se vendait à des prix avantageux. Les Etats arabes modérés étaient relativement stables. Quatrièmement, rien ne signalait que janvier 2001 était le bon moment pour s'impliquer activement dans la diplomatie israélo-arabe. Bush critiquait le surinvestissement de Clinton dans la négociation israélo-palestinien et l'échec de la politique irakienne des Etats-Unis. L'administration évalua l'investissement personnel, politique, professionnel de Clinton et réalisa que ces efforts se soldèrent par une impasse diplomatique et une violence sanglante. Quand elle entra en fonction, les négociations israélo-syriennes et israélo-

---

<sup>187</sup> Kenneth W. Stein. « La doctrine Bush de l'engagement sélectif ou la continuité de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient », *Politique étrangère*, no :1, 2002. p. 153.

<sup>188</sup> *ibid.* p. 154.

palestiniennes étaient si peu avancées qu'elles ne méritaient pas que l'administration américaine y prenne part. De plus, depuis la présidence de Carter, aucune équipe gouvernementale ne dépensa autant d'énergie pour tenter de résoudre les innombrables problèmes de la question israélo-arabe que celles de Clinton. Clinton demeura activement impliqué jusqu'à la fin de son mandat, cherchant à négocier un accord israélo-syrien ainsi qu'une formule satisfaisante, durable et globale pour un accord ou un traité israélo-palestinien. Dans ce point, Henry Kissinger apporte aussi une critique à l'impatience de Clinton à obtenir un accord avant de quitter le pouvoir. Il rappelle que, quand le médiateur tient absolument à aboutir, il devient partie prenante des négociations et renonce à son impartialité, il se pose en juriste et fait passer au second plan toute perspective stratégique ; il ajoute que la convergence de ces tendances sans doute provoque d'arracher de nouvelles concessions.<sup>189</sup> Inlassablement, dans les derniers mois et les derniers jours de son mandat, fin décembre 2000, Clinton continua à persévérer. Pour la première fois, un président américain proposait la création d'un Etat palestinien aux cotés de celui d'Israël.<sup>190</sup> En cinquième lieu, tandis que les conseillers du président ne tenaient pas à s'embarrasser des questions moyen-orientales, les effectifs bureaucratiques étaient dépourvus de praticiens expérimentés.

En revanche, les attentats de 11 septembre viennent remettre en cause tout ce processus de désengagement. L'administration est ainsi plongée dans la complexité moyen-orientale avec la révélation de l'identité des pirates qui ont détourné les avions et les déclarations du gouvernement d'Ariel Sharon qui met en parallèle Oussama Ben Laden et Yasser Arafat. La zone moyen-orientale revient très vite au centre des préoccupations des décideurs américains. On a déclenché une guerre contre le terrorisme. Aussitôt après le renversement du régime des talibans en Afghanistan, Bush évoque une seconde phase de la guerre contre le terrorisme qui se fixe pour objectif le renversement de Saddam Hussein. Mais pour quoi maintenant Irak et Saddam ? L'option d'un changement de régime en Irak constituait une nouvelle approche américaine de la zone moyen-orientale : Démocratiser le Moyen-Orient. Mais pour comprendre cette approche il faut

---

<sup>189</sup> Kissinger. *La Nouvelle...op.cit.* p. 198.

<sup>190</sup> [Washingtoninstitute.org/watch/Peacewatch/peacewatch2001/303.htm](http://Washingtoninstitute.org/watch/Peacewatch/peacewatch2001/303.htm)

analyser l'élaboration de la nouvelle stratégie américaine sous l'effet de 11 septembre et le rôle fondamental des cadres de néoconservateurs.

## **2- Un grand dessein stratégique : Stratégie de sécurité nationale de 2002 et la guerre en Irak**

Les événements de 11 septembre ont entraîné un changement profond de la stratégie américaine au Moyen-Orient. Par contre, certains membres de l'administration américaine, sous l'étiquette de « *néo-conservateurs* » avaient dès le début un agenda bien plus ambitieux centré sur le renversement de S. Hussein, le remodelage du Moyen-Orient, la consolidation de l'hégémonie américaine dans le monde, le renversement des gouvernements hostiles ou dangereux. Le 11 septembre et l'émergence de la guerre contre le terrorisme ont donné une occasion à ce groupe.<sup>191</sup> Un analyste a prétendu que Bush était « *l'instrument inexpérimenté des idéologues néo-conservateurs* ». <sup>192</sup>

Les opinions répandues à propos des « *néo-conservateurs* » au sein de l'administration se trompent au moins sur deux points. Parce que les néo-conservateurs occupent en fait une place plus prépondérante à l'extérieur de l'administration, notamment dans les revues, telles que, *Commentary* et *Weekly Standard* ou dans les studios de *Fox News*, qu'à l'intérieur de celle-ci. Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell et la conseillère (la Secrétaire d'Etat actuelle) Condoleezza Rice ne sont pas néo-conservateurs, ils appartiennent au courant du réalisme dont le membre éminent est Henry Kissinger. D'autre part, Vice président américain, Dick Cheney et le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld ne sont pas plus néo-conservateurs. Ce sont des nationalistes

---

<sup>191</sup> Pierre Hasner et Justin Vaisse. « Ascension ou déclin de la puissance américaine? », *Question Internationales*, no: 3 septembre-octobre 2003. pp.54-56.

Guillame Parmentier, « Le débat interne sur le rôle des Etats-Unis dans le monde », *Questions Internationales*, no:3 septembre-octobre 2003. p. 36.

Voire le site Internet de « Project for the new american century » en détaille l'ambition de ce groupe; qu'ils veulent l'établissement d'une empire américaine.

<sup>192</sup> Ivo H. Daalder et James M. Lindsay. « L'Amérique sans entraves ou la révolution Bush en politique étrangère », *Politique étrangère*, 3/2004 (automne 2004). p. 525.

intransigeants qui veulent utiliser la puissance américaine pour venir au bout des menaces qui pèsent sur la sécurité du pays, mais sont peu disposés à user de la suprématie américaine pour remodeler le monde à son image.<sup>193</sup> Alors que les néo-conservateurs parlaient d'une occupation militaire longue et coûteuse en Irak, ces nationalistes purs et durs entendaient recourir à une force minimale pour renverser Saddam Hussein, puis rendre « *Irak aux Irakiens* » après une courte transition, tout comme l'Afghanistan aux Afghans.<sup>194</sup> Selon Ivo H. Daalder et James M. Lindsay, les plans pour l'après-guerre d'Irak ou plutôt l'absence de plans, reflètent les intentions initiales de ces nationalistes intransigeants ainsi que leur influence dominante dans l'Administration.<sup>195</sup> Si les néo-conservateurs et les nationalistes divergeaient sur la question de savoir si les Etats-Unis devaient répandre activement leur valeurs à l'extérieur, ils partageaient pourtant un même profond scepticisme concernant le consensus hérité de la Guerre froide sur l'importance de l'Etat de droit et la pertinence des institutions internationales pour la politique étrangère américaine ; alors, ils préféraient faire confiance non à la diplomatie et aux traités, mais à la puissance et à la détermination.<sup>196</sup> On peut qualifier cette collaboration comme un mariage de raisons.

Par ailleurs, parmi les représentants les plus importants de néo-conservateurs au sein de l'Administration figurent, d'abord, Paul Wolfowitz, le secrétaire adjoint à la Défense, Richard Perle (dont l'influence est grande, mais le pouvoir bureaucratique limité- il a démissionné de son poste au mois de février 2004, pour la bonne conduite de la campagne électorale de Bush, en fait il était accusé de corruption.), président du National Defense Policy, John Bolton, sous-secrétaire à la Maîtrise des armements au département d'Etat. La plupart avait déjà travaillé ensemble dans les Administrations Reagan et Bush père et avait été impliqués à la fin des années soixante-dix dans des luttes politiques avec le CIA, dont ils contestaient notamment l'évaluation des capacités nucléaires

---

<sup>193</sup> Ivo H. Daalder et James M. Lindsay. **op.cit.** p. 525.

<sup>194</sup> Voir les déclarations faites de la part de Donald Rumsfeld dès la fin de l'opération irakienne à propos des contingents.

<sup>195</sup> Ivo H. Daalder et James M. Lindsay. **op.cit.** p. 526.

<sup>196</sup> **ibid.**



soviétiques.<sup>197</sup> Ils étaient opposés nettement aux options prises par le président Bush père puis par Clinton en matière de politique étrangère. Tout reprit du service avec l'Administration de George W. Bush. Il fallait également souligner qu'on pourrait voir une telle rivalité entre l'aire néo-conne et nationaliste entre l'aire le département d'Etat et le CIA surtout pendant la guerre d'Irak. Il y avait des renseignements cachés ou manipulés pour court-circuiter Colin Powell et CIA. Cette méfiance comme on l'a déjà souligné remonte jusqu'aux années soixante-dix.<sup>198</sup>

Les néo-conservateurs sont avant tout convaincus de la valeur universelle du modèle démocratique américain. En matière de la politique étrangère, ils placent donc au-dessus de tout, l'idée que les Etats-Unis doivent mener une mission quasi divine de prosélytisme démocratique dans le monde.<sup>199</sup> Mais, à la différence du wilsonisme, cette « *mission civilisatrice* » se combine avec l'idée de puissance. Pour les néo-conservateurs un ordre mondial apaisé ne peut reposer que sur la suprématie stratégique des Etats-Unis et donc sur une puissance militaire américaine sans égal.<sup>200</sup>

Par conséquent, les événements de 11 septembre 2001 ont permis aux néoconservateurs de voir leurs idées relayées au sein de l'administration et le

---

<sup>197</sup> Philip S. Golub. « Métamorphoses d'une politique impériale », *Le Monde diplomatique*, Mars 2003. p. 16.

<sup>198</sup> Même, pendant la guerre du Golfe, Wolfowitz fut également un opposant farouche des thèses de Colin Powell (volonté d'éviter l'armée un nouveau Vietnam et expliqua sa réticence devant toute expédition humanitaire) et d'autres qui affirmaient que puisque les forces de Saddam Hussein avaient été expulsées du Koweït le mandat des Nations-Unies prenait fin, et Wolfowitz préconisait déjà d'aller à Bagdad pour se débarrasser du chef de l'Etat irakien. Voir : Stanley Hoffmann. « La nouvelle version de l'exceptionnalisme américain », *Esprit*, février 2003 ; Sionneau. **op.cit.** pp. 511-512.

<sup>199</sup> Ici il faut parler du concept de « *nouvelle destinée manifeste* ». Le concept est apparu dans les années 1840, au milieu des débats sur la guerre contre le Mexique. Il peignait les Etats-Unis comme une expérience unique, un véritable laboratoire du progrès en matière de liberté et de démocratie ; ce faisant, les Américains ont le devoir moral d'en faire bénéficier le reste de la planète, telle est leur destinée manifeste. Dans une version actualisée du concept, Ben J. Wattenberg faisait donc de la « *promotion de la démocratie de type américain* » le principal objectif des Etats-Unis dans le monde. Pour Wattenberg, seuls les Américains ont le sens de la mission dans ce domaine. C'est leur « destinée manifeste ». Ils ont les meilleures armes culturelles : le monde du spectacle et des médias, la langue anglaise, l'immigration, le tourisme, les universités, les systèmes d'information. Il faut donc encourager la diffusion des programmes télévisés américains, des films, de l'anglais, la venue des touristes et des étudiants aux Etats-Unis. L'information fait partie de la politique étrangère, comme la force armée, la diplomatie, le renseignement, et son importance s'accroît. Wattenberg le dit explicitement : un monde unipolaire, c'est une bonne idée, « si l'Amérique est réellement le seul pôle ». Bruno Colson. **op.cit.**

<sup>200</sup> Jérôme Gallois. « Les Néoconservateurs », *Question Internationales*, no : 3, septembre-octobre 2003. p. 67.

concept de guerre préventive qu'ils ont toujours défendu a été officialisé en septembre 2002 et mis en pratique en Irak en mars 2003. Cette inflexion marque une rupture avec les doctrines poursuivies jusqu'alors avec constance par l'Etat américain. Donc, il faut souligner les recommandations de la National Security Strategy de 2002 sous l'influence des idées néo-conservatrices.

Le nouveau document présente, en résumé, une stratégie de domination militaire rejetant les politiques de dissuasion, d'endiguement et de sécurité collective. Au lieu de ces anciens principes, la nouvelle grande stratégie met en avant l'interventionnisme militaire offensif, les premières frappes préventives et les mesures proactives de contre prolifération à l'encontre des Etats voyous et des autres ennemis. Plus simplement dit, la stratégie de sécurité américaine n'est plus une stratégie défensive, mais bien offensive. John Ikenberry, spécialiste bien connu des affaires internationales, évalue cette stratégie « *un grand dessein stratégique qui commence par un objectif fondamental : maintenir un monde unipolaire où les Etats-Unis n'ont aucun rival à leur mesure* » ; cette situation doit être « *permanente, afin que jamais aucun Etat ni aucune coalition ne puisse défier les Etats-Unis dans leur rôle de leader, protecteur* ». <sup>201</sup>

Les directives proposées dans ce document n'ont pas été élaborées en réponse au nouveau contexte international issu des attentats du 11 septembre 2001, elles ont été déjà formulées entre les années 1992 et 2000. Cette nouvelle approche radicale de la sécurité des Etats-Unis fait écho à deux autres documents parus antérieurement ; le premier fut écrit en 1992 par Paul Wolfowitz, actuel secrétaire adjoint à la Défense, et I. Lewis Libby, actuel secrétaire général du vice-président Cheney, deux analystes du Pentagone : le « *Defense Policy Guidance* ». Le second document, plus récent, est intitulé « *Rebuilding America's Defenses : Strategy, Forces and Resources for a New Century* », rédigé par le néo-conservateur *Project for a New American Century* (PNAC). <sup>202</sup>

---

<sup>201</sup> John G. Ikenberry. « L'ambition impériale américaine », in : *Les Etats-Unis à Contre-Courant*, Coédition GRIP-Editions Complexe, 2004. p. 58.

<sup>202</sup> Sionneau. **op.cit.** pp. 508-509.

Le premier document remonte au début des années quatre-vingt-dix. Les extraits de la proposition de texte pour le *Defense Policy Guidance* du Pentagone, qui n'était pas destinée à être rendu publique, étaient dévoilés par le New York Times et cette situation a provoqué une certaine sensation. Cette proposition, écrite peu après la guerre du Golfe par deux délégués peu connus (Paul Wolfowitz et I. Lewis Libby) du département en charge de l'élaboration des politiques du Pentagone, appelait à une prééminence militaire des Etats-Unis sur l'Eurasie en devançant l'apparition de tout pouvoir potentiellement hostile, et, en mettant en place une politique d'action préventive contre les Etats suspectés de développer des armes de destruction massive. Cela prédisait un monde dans lequel les interventions militaires américaines à l'étranger deviendraient « *une constante* », et dans lequel les autorités américaines omettraient même d'en référer à l'ONU.<sup>203</sup>

En 1997, les deux auteurs de cette doctrine de prééminence militaire et de frappes préventives, à savoir Paul Wolfowitz et I. Lewis Libby, furent parmi les vingt-cinq signataires de la déclaration de principe d'un des groupes les plus influents : les néoconservateurs Project for a New American Century. Pour conclure, leur déclaration appelait à une politique étrangère basée sur la domination militaire.<sup>204</sup> En septembre 2000, le PNAC fit connaître son plan stratégique sur la manière dont l'Amérique devrait exercer son leadership global et projeter sa puissance militaire. Le document « *Rebuilding America's Defenses* » souligne que ce plan « *se fonde sur les stratégies de défense définies par le département de la Défense dirigé par Dick Cheney durant l'administration Bush père* » et qualifie la proposition du texte du « *Defense Policy Guidance* » de « base de travail pour maintenir la suprématie des Etats-Unis, en réduisant les chances qu'une grande puissance rivale n'apparaisse, et en définissant l'ordre sécuritaire international en fonction des principes et des intérêts américains ». Si on cite quelques principaux points de ce document, on verra bien des origines de la politique étrangère américaine d'aujourd'hui :

---

<sup>203</sup> **ibid.**, p.511.

<sup>204</sup> <http://www.newamericancentury.org/statementofprinciples.htm>

- La nécessité de créer un périmètre de sécurité plus large pour les Etats-Unis qui devraient chercher à établir un réseau de « bases de déploiement » ou de « bases d'opérations avancés » afin d'accroître la zone d'influence des forces armées actuelles et à venir.
- Ne pas laisser à « la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak ou des Etats semblables, la possibilité de mettre en péril le leadership américain, d'intimider les alliés des Etats-Unis ou menacer le territoire américain.
- La mission militaire principale est de préserver la pax americana et un 21<sup>e</sup> siècle unipolaire selon le schéma suivant : « sécuriser et étendre les zones de paix et de démocratie, décourager l'essor de nouvelles grandes puissances rivales, défendre les régions-clés (l'Europe, l'Asie de l'Est et Moyen-Orient), et exploiter les évolutions dans la façon de faire la guerre.

Le rapport conclut que l'ordre mondial « *doit bénéficier de fondations solides en ce qui concerne la supériorité américaine, qui doit demeurer indiscutée* ». Le rapport fait preuve de prescience en faisant remarquer que « *le processus de transformation sera probablement long, sauf événement catastrophique et catalyseur comparable à l'attaque de Pearl Harbour* » Thomas Donnelly, principal auteur du document et directeur adjoint du PNAC fit part de son aspiration à ce que « *le rapport du Projet serve comme feuille de route pour les plans de défense des Etats-Unis dans un avenir proche ou plus lointain* ». <sup>205</sup> Ses souhaits ont été exaucés grâce à la nouvelle stratégie de sécurité et aux développements militaires de l'administration Bush.

L'administration Bush a opté pour une stratégie de sécurité agressive qui met en avant l'utilisation du militaire. Dans son introduction du document stratégique, le président Bush déclarait que cette Paix américaine serait maintenue « *en combattant les terroristes et les tyrans* ». Le document se concentre non

---

<sup>205</sup> Tom Barry. « Une stratégie prévisible », *Les Etats-Unis à Contre-Courant*, Coédition GRIP-Editions Complexe, 2004. p. 39.

seulement sur les Etats voyous mais aussi sur les grandes puissances, en particulier la Chine, considérées comme rivales. De plus, ce document mettait en place l'utilisation de leur puissance sans précédent pour changer le régime des Etats voyous. Avec ce document, les Etats-Unis soulignaient leur droit d'agir, si nécessaire, préventivement. Les Etats-Unis doivent donc être prêts à intervenir non seulement de façon préemptive face à des menaces imminentes, mais aussi de façon préventive contre des menaces potentielles.

Sous cet aspect, on peut mieux comprendre la conduite américaine vers l'Irak. Pour limiter les risques de développement du terrorisme et favoriser l'éclosion de la paix démocratique, on s'imposera l'idée de saper les régimes autoritaires. D'où le discours du 6 novembre 2003 promettant une « *révolution démocratique mondiale* ». <sup>206</sup> L'idée de refondation du Moyen-Orient a été inspirée par des intellectuels tels que Bernard Lewis, qui explique que l'échec de la construction des Etats modernes par les élites locales a créé un ressentiment envers un Occident perçu comme usurpateur de la puissance dans la région ; l'autoritarisme et le manque de liberté seraient les causes principales des échecs du monde islamique et, *in fine*, du terrorisme. <sup>207</sup> Le Moyen-Orient était « *une région dysfonctionnelle qui a besoin d'une thérapie de choc* », selon le mot d'un conseiller du président Bush en janvier 2002. <sup>208</sup> Enfin, l'administration Bush, influencée par les thèses de Bernard Lewis, a conscience qu'elle doit mener la bataille pour les cœurs et les esprits au Moyen-Orient. Donc, l'impulsion première commençait par la région de Saddam Hussein. L'opération contre l'Irak n'aurait pas été possible sans le 11 septembre, mais était-elle inévitable ? Il semble que l'administration Bush ait envisagé l'hypothèse d'une action contre Bagdad dès la fin 2001, mais sa détermination à passer à l'acte ne se serait construite que très progressivement. <sup>209</sup>

---

<sup>206</sup> Bruno Tertrais. « La guerre mondiale contre la terreur », *Politique étrangère*, 3/2004 (automne 2004). p. 535.

<sup>207</sup> **ibid.**

<sup>208</sup> **ibid.** p. 536.

<sup>209</sup> CBS News, Clarke's Take On Terror March 30, 2004.

L'opération contre l'Irak se voulait être le premier chantier d'une opération d'ingénierie géostratégique, la force motrice d'une reconstruction de la région à partir de quatre données nouvelles : la fin du soutien apporté par l'Irak au terrorisme palestinien<sup>210</sup> ; la disparition d'une menace pour la sécurité d'Israël et l'interruption d'une chaîne de prolifération allant de la Méditerranée à la mer du Japon ; la possibilité qui serait alors ouverte d'un départ des forces américaines d'Arabie saoudite ; et le caractère supposé exemplaire de la future démocratie irakienne pour le reste de la région. Sous ces données, on passe à l'analyse de la guerre contre l'Irak.

### 3- Conflits d'intérêts : la guerre en Irak et la Turquie

Madeline Albright en tant que démocrate ne comprenait pas le moment choisi pour cette guerre tandis qu'elle était pour cette guerre ; elle ne croyait pas au lien avec S. Hussein et Oussama Ben Laden et elle avait conseillé d'attirer encore les attentions américaines sur l'Afghanistan.<sup>211</sup> En fait, le renversement de S.Hussein n'était qu'une première phase d'un agenda évolutif et plus ambitieux. La guerre a été légitimée devant l'opinion publique nationale et mondiale comme un acte visant à éradiquer une menace directe et pressante. Trois types de prétextes ont été utilisés par l'Administration Bush pour justifier l'invasion de l'Irak :<sup>212</sup> le premier fut, la « *guerre contre le terrorisme* » décrétée à la suite du 11 septembre 2001 ; contre toute évidence, Saddam Hussein fut présenté au public américain comme complice de Oussama Ben Ladin ; le second argument fut la menace présentée par les « *armes de destruction massive* », et dernièrement Washington promettait de faire de l'Irak un modèle démocratique si attractif qu'il servirait d'exemple pour tout le Moyen-Orient. Alors que les deux premiers arguments s'estompaient, le troisième argument de « *répandre les*

---

<sup>210</sup>Michael Scott Doran affirme que la paix en Palestine passé par Bagdad. Voir son article : « Palestine, Iraq and American Strategy », *Foreign Affairs*, vol. 82, no: 1, Janvier / Février 2003; Philip H. Gordon. « Bush's Middle East Vision », *Survival*, vol.45, no. 1, spring 2003.

<sup>211</sup> [www.milliyet.com.tr/2003/10/31/](http://www.milliyet.com.tr/2003/10/31/); pendant sa conférence à Istanbul, le 15/11/2003.

<sup>212</sup> Gilbert Achar. « Le nouveau masque de la politique américain au Proche-Orient », *Le Monde diplomatique*, Avril 2004. p. 14.

*valeurs démocratiques* » gagnait une importance.<sup>213</sup> Donc, on est passé à une nouvelle phase dans la stratégie américaine ; pour la stabilité de la région il nécessitait la promotion de la démocratie car, les événements de 11 septembre avaient entraîné un changement profond dans la stratégie américaine au Moyen-Orient. Et l'Irak devenait un laboratoire politique des Etats-Unis.

Quant aux objectifs de la guerre, la définition était trop simple : doper la popularité du président afin d'en tirer politiquement avantage à court terme, et transformer un Irak « *amical* » en pompe à l'essence américaine privée.<sup>214</sup> Garder le contrôle du pouvoir politique et renforcer la mainmise des Etats-Unis sur les ressources énergétiques naturelles de la planète sont des buts intermédiaires cruciaux pour atteindre le but indissociable qui a été déclaré avec une parfaite clarté : une grande stratégie de domination mondiale permanente. Ce raisonnement montre la vraie raison de la guerre, c'était plutôt stratégique qu'économique : avec cette guerre, il s'agit davantage de perpétuer l'hégémonie américaine.<sup>215</sup>

La théorie des néoconservateurs pour l'Irak était d'en faire une vitrine de la démocratie occidentale au Moyen-Orient dont s'inspireraient les autres pays de la région, à commencer par l'Iran et l'Arabie saoudite. La guerre était la meilleure façon d'administrer une thérapie de choc ouvrant un « *projet pluri-générationnel* » de modernisation au Moyen-Orient, selon Condoleezza Rice.<sup>216</sup> Une raison connexe était que la conquête de l'Irak permettrait aux Etats-Unis d'accroître leur ascendant sur l'Arabie saoudite en repositionnant leurs bases militaires à proximité du royaume, tandis qu'ils prendraient le contrôle de la

---

<sup>213</sup> « L'Irak n'avait ni armes de destruction massive ni installation pour en produire, selon les inspecteurs », *Le Monde*, le 8/10/2004.

<sup>214</sup> Chomsky. *op.cit.* p.175.

<sup>215</sup> Voir : Pierre Noël. *La stratégie américaine de sécurité et le pétrole du Moyen-Orient*, Working Paper de IFRI, Octobre 2003 ; Pierre Noël. *Les États-Unis et la sécurité pétrolière mondiale*, document de travail du Centre français sur les Etats-Unis, IFRI, juillet 2004 ; Yahya Sadowski. « Vérités et mensonges sur l'enjeu pétrolier », *Le Monde diplomatique*, Avril 2003.

<sup>216</sup> John G. Mason. « Gulliver en procès : la guerre en Irak et ses retombées aux Etats-Unis », *Politique étrangère*, 3-4/ 2003. p. 532.

production pétrolière irakienne.<sup>217</sup> Pour la faction néoconservatrice qui domine l'administration, le 11 septembre a été occasion en or pour placer la politique étrangère du pays selon les principes mentionnés dans le *Project for a New American Century*. Pour Condolezza Rice, le 11 septembre fut ainsi un « *moment transformationnel* » qui faisait voler en éclats le système internationale hérité de la guerre froide et permettait un nouveau réalignement diplomatique des forces.<sup>218</sup>

Pour cette raison, l'opération contre l'Irak constitue un élément indispensable dans ses fins globales selon sa stratégie. De ce point de vue, il y a eu une discordance entre la puissance hégémonique, les Etats-Unis et la puissance moyenne, la Turquie sur l'opération de l'Irak, car, leurs intérêts à propos de l'Irak constituaient les traits fondamentaux de leur Stratégie de sécurité nationale. Au fur et à mesure que leurs intérêts se concordaient le système hégémonique marche sans problème. Comme l'on a déjà constaté, la place de la Turquie au sein du système hégémonique des Etats-Unis est déterminée avec une quête de sécurité. Autrement dit, l'intégration au système sécuritaire de l'Occident comme un partenaire égal se transforme un objectif indispensable et cela constitue la défaillance pour la Turquie. Depuis la fin de la Guerre froide, les inquiétudes sécuritaires influencent profondément des perceptions de menace.

Quand l'administration Bush se tournait contre le régime de Saddam Hussein en Irak, un certain malaise apparaissait à Ankara, le gouvernement procédant à une réévaluation de sa politique. Celle-ci risquait de ne plus concorder avec les visées américaines, et les perceptions de la Turquie quant à ses propres intérêts commencèrent à se modifier. L'Irak et surtout le nord d'Irak constituait

---

<sup>217</sup> George Friedman (le propriétaire d'un site internet pour des provisions stratégiques-<http://www.stratfor.com/>) interprète la situation comme « ... *l'invasion, elle-même a aidé à générer les forces que Al-Quaida possède actuellement sur la défensive. L'Irak, est le pays le plus stratégique au Moyen-Orient. a la suite de l'invasion de l'Irak, les pays-clefs comme l'Arabie saoudite et l'Iran ont commencé à changer leurs politiques afin de supporter les Etats-Unis envers Al-Quaida. L'invasion était une bonne idée et l'Administration avait des bonnes raisons pour le faire. Cependant, ils n'avaient rien à faire avec ADM ou Al-Quaida. Nous sommes entrés en Irak pour isoler le gouvernement saoudite et pour lui faire peur de mettre un frein aux flux d'argent à Al-Quaida. Bush, n'a jamais répondu à cette question de crainte des conséquences internationales. La plupart des ressources financières venaient de l'Arabie saoudite. Mais le gouvernement saoudite refusait de coopérer. Après l'invasion de l'Irak, ils ont complètement changé de leur position. En fait, nous n'avons pas directement envahi l'Arabie saoudite, de peur que le gouvernement saoudite perturberait les réserves pétrolières ce qui serait un désastre globale...* » [http://www.americassecretwar.com/author\\_interviews.html](http://www.americassecretwar.com/author_interviews.html)

<sup>218</sup> John G. Mason. « Pour et contre la guerre en Irak », *Le Débat Stratégique*, no : 62, mai 2002.



l'élément essentiel de sa politique sécuritaire. Pendant les années 90, le ministère turc des Affaires étrangères avait cité trois principes envers l'Irak.<sup>219</sup>

- 1) la protection de l'intégrité territoriale irakienne,
- 2) les préoccupations légitimes de la Turquie en matière de sécurité,
- 3) la protection des Turkmènes établis dans le nord de l'Irak.

Il est évident, bien entendu, que le premier facteur, d'ordre stratégique, implique la volonté d'empêcher la création d'un Etat kurde indépendant en Irak du Nord ; tandis que le second, d'ordre tactique, concerne l'endigement des agressions dirigées par le PKK -aujourd'hui KADEK-, basé dans cette région, contre le territoire turc. En général, il ne s'agit pas d'un problème récent, puis qu'il avait été question de créer un Etat kurde indépendant dans le contexte du Traité de Sèvres en 1920, qui prévoyait le démantèlement de la Turquie à la suite de la guerre d'indépendance. Supplanté par le Traité de Lausanne en 1923, qui constitue le fondement de la République turque unitaire, le Traité de Sèvres, bien que jamais enté en vigueur, symbolise pour les turcs la division de leur pays conformément aux visées impérialistes occidentales.<sup>220</sup> D'où l'intransigeance absolue devant toute idée d'indépendance ou d'autonomie kurde et la suspicion envers les américains. Pendant les préparations de la guerre d'Irak, la Turquie s'est méfié des « *plans secrets* » de la Maison-Blanche qui viseraient à créer un « *Etat marionnette* » kurde dans le nord de l'Irak qui, à l'instar d'Israël, lui servirait de pont avancé dans la région.<sup>221</sup> Dans une émission télévisée de discussion, le 23 février 2003, au CNN Türk, Marc Grossman, a répondu évasive à la question de présentateur ; « *si vous obligez de choisir, lesquels choisiriez-vous*

---

<sup>219</sup> Gencer Özcan. « Dört Köşeli Üçgen Olmaz: Irak Savaşı, Kürt Sorunu ve Bir Stratejik Perspektifin Kırılması », *Foreign Policy Edition Turquie*, no: 24, mars-avril/mai-juin 2003. p. 43.

<sup>220</sup> Un phénomène que l'on qualifie de « *syndrome de Sèvres* » constate la peur et la méfiance des dirigeants turcs à l'Occident qui est ravivé avec la fin de la Guerre froide et souvent est rappelé à l'opinion publique turque. Le traité de Sèvres consacrait, en fait, le démantèlement de l'Empire ottoman. Le traité lui retirait le Moyen-Orient arabe, les villes qui se trouvent au littoral de la mer d'Egée ; ouvrait la voie à la création d'Etats kurde et arménien indépendants ; soumettait les Détroits à un contrôle international et faisait de ce qui restait de la Turquie une sorte de protectorat financier franco-anglais.

<sup>221</sup> Hamit Bozarслан. « La Turquie : puissance régionale et forteresse assiégée ? », [http://www.ifri.org/files/politique\\_etrangere/PE\\_1\\_03\\_BOZARSLAN.pdf](http://www.ifri.org/files/politique_etrangere/PE_1_03_BOZARSLAN.pdf)

*comme un allié, les turcs ou les kurdes ?* », il n'a pas osé de choisir les Turcs.<sup>222</sup> Par contre, d'après eux, c'était pragmatique d'opter les Kurdes. Pour les Etats-Unis qui suivent une politique globale, ils ont considéré les demandes turques comme secondaires. Dès le début, la Turquie se focalisait sur la formation d'un Etat kurde au nord de l'Irak elle ne voulait pas que le pétrole de Kirkouk tombe entre les mains des kurdes irakiens. Les dirigeants Turcs se sont opposés à une modification dans la région qui pourrait susciter des revendications territoriales d'autres entités régionales (syndrome de Sèvres).

Le Nord de l'Irak et notamment Mossoul oubliés depuis la décision de 1926 de la Société des Nations (SdN) laissant la région sous le mandat de la Grande Bretagne, se sont imposés à la politique turque depuis la Guerre du Golfe en 1991. Le maintien du pouvoir centralisé de Saddam avait calmé pendant dix ans les inquiétudes d'Ankara qui doit faire face à une nouvelle situation.<sup>223</sup>

A la fin de la première Guerre Mondiale, lors de l'Armistice de Mondros (30 octobre 1918), les forces britanniques se trouvaient au 30 km au sud de Mossoul. C'est après l'armistice que les forces britanniques occupèrent la région de Mossoul en Novembre 1918. Malgré la reddition de l'Empire, le parlement ottoman se réunit à Istanbul pour la dernière fois en Janvier 1920 et proclama " Le Pacte National " dont le premier article prévoyait l'unité du pays à l'intérieur des frontières à la date de l'Armistice. Mossoul faisait donc partie du territoire " turc ". Cette proclamation fut aussi l'un des piliers de la République turque. Les efforts d' Ankara à Lausanne n'aboutirent pas et la SdN trancha en 1925 en faveur de la Grande Bretagne avec un droit de 10 % des revenus pétroliers de Mossoul pour 25 ans à la Turquie. Malgré le sentiment de subir une injustice, la nouvelle République en quête de stabilité et de soutien international abandonna ses revendications.<sup>224</sup>

---

<sup>222</sup> Murat Yetkin. *Tezkere, Irak Krizinin Gerçek Öyküsü*, Remzi Kitabevi, Ocak 2004. p. 175.

<sup>223</sup> Ugur Kaya. « Ankara et le nord de l'Irak », *Le Débat Stratégique*, no: 67, mars 2003.

<http://www.ehess.fr/cirpes/ds/ds67/ankara.html>

<sup>224</sup> **ibid.**

Son renoncement à une revendication territoriale correspondait à sa politique d'intangibilité des frontières régionales. Héritiers d'un Empire dont la dissolution a duré trois siècles, les dirigeants turcs axaient leur stratégie sur le refus d'une nouvelle désagrégation. La revendication territoriale était redoutée en deux sens. Le premier risque était d'entraîner les revendications d'autres entités régionales (réactualisant le Traité de Sèvres). Deuxièmement une croissance de la population kurde pourrait briser le caractère état-nation de la République.<sup>225</sup>

L'émergence du PKK dans les années 80 et avec la guerre du Golfe de 1991 termine cette politique. Ankara reconnut la réalité kurde. Toutefois, à la fin de la Guerre froide, la tendance à la désagrégation des pays multi-ethniques réanima les craintes turques et conforta l'approche du statu-quo envers les capitales voisines. Cette politique ignorant toute formation non-centralisatrice a affaibli même le jeu des Turkmènes (Turcs du nord de l'Irak). Ils n'ont pas pu prendre leur place dans l'opposition irakienne, ni dans les discussions internationales pour le futur de l'Irak.

La Turquie était face à un dilemme : Ankara voudrait contrôler militairement la région et éviter la création d'un Etat kurde, mais la région a changé depuis 91 et peut provoquer l'enlisement. L'absence d'autorité de Bagdad, qui légitimait Ankara, a été remplacée par des institutions locales kurdes. Une présence unilatérale, hors de la coalition américaine, compliquerait la situation. Les refus du Parlement à l'entrée des troupes US et au déploiement des forces turques, furent paradoxalement suivis par des protestations kurdes en Irak, comprises par Ankara comme un avertissement américain, démontrant tout le potentiel de provocations régionales.<sup>226</sup>

L'état-major turc soutint donc l'autorisation de déploiement des forces américaines sur le territoire turc en contre-partie de l'envoi de ses forces en Irak ; l'armée turque serait ainsi entrée dans le système de contrôle des forces kurdes, à

---

<sup>225</sup> **ibid.**  
<sup>226</sup> **ibid.**

côté d'une force tampon américaine. Mais le refus inattendu de la première motion a fait émerger l'incompatibilité des calculs turcs et américains. La limite de la coopération turco-américaine trace celle de la présence turque au nord de l'Irak. La deuxième motion plus restrictive : autorisant seulement le passage aérien est le signal d'un changement de politique d'Ankara, qui reconnaît l'impossibilité d'un contrôle accru des grandes villes du nord de l'Irak, où les Turkmènes forment pourtant des entités importantes, comme Kirkouk et Moussoul (plus de 100 km au sud de la Turquie)<sup>227</sup>.

L'autre problème est la durée d'un contrôle étendu sur la région. La création potentielle d'un Etat kurde à la suite du renversement du régime de Bagdad n'est pas si évidente. L'armée turque est depuis longtemps à 20-30 km à l'intérieur de l'Irak, pour créer une zone tampon contre le KADEK. Mais une présence plus intense et longue d'une dizaine d'années n'est pas envisageable. L'objectif d'Ankara était, dans un premier temps, de contrôler la bande montagneuse parallèle à la frontière qui sert de plate forme logistique au KADEK. Dans un second temps, ce contrôle veut être une démonstration de force vis-à-vis des kurdes irakiens pour les inviter à ne pas " aller trop loin " dans l'enthousiasme des événements. Enfin il s'agit d'apporter un soutien aux Turkmènes pour contre-balancer les kurdes dans le nouvel Irak du nord. r contre, leurs inquiétudes n'ont pas trouvé d'écho en face.<sup>228</sup>

D'une part la guerre vers l'Irak présentait un danger imminent pour la Turquie, d'autre part une forte majorité des turcs étaient opposée à la guerre. De plus, les Etats-Unis insistaient pour obtenir la permission d'utiliser cinq bases aériennes turques, ainsi que les ports navals en Méditerranée. Ils auraient demandé à faire transiter, voire à installer à plus long terme, dans le Sud-Est anatolien, quelque 80 000 soldats américains. Comme une puissance moyenne qui ne pouvait pas influencer les politiques d'hégémon, après beaucoup d'hésitation la Turquie n'a pas accepté les demandes américaines qui indiquait en substance le profond manque de

---

<sup>227</sup> **ibid.**  
<sup>228</sup> **ibid.**

confiance des turcs envers les Etats-Unis. D'autre part, selon manière néo-conservatrice, si les intérêts vitaux des Etats-Unis sont remis en cause, un autre pays ne peut pas insister sur ses propres intérêts et priorités. Aucun pays ne les laissera parvenir à leur but.

De cette manière, la nouvelle donne en Irak pourrait produire des problèmes directs sur la sécurité de la Turquie. C'est la raison principale de son opposition voilée à la guerre. D'autre part, selon Didier Billion, dans l'hypothèse la nouvelle situation en Irak peut, à terme, relativiser l'importance de la Turquie aux yeux des Etats-Unis.<sup>229</sup> Mais les intérêts communs des deux pays devraient prévaloir, bien qu'ils soient l'objet de divergences au sein même de l'administration américaine.

Pour son premier voyage à l'étranger après le début des opérations militaires en Irak, Colin Powell choisit de se rendre à Ankara. La visite se déroula dans un climat que l'on peut qualifier de compréhensif. A contrario, les déclarations de Paul Wolfowitz, lors d'un passage en Turquie le 7 mai, furent nettement moins amicales. Exprimant la profonde déception de l'administration Bush quant au refus turc de participer à la guerre contre l'Irak, il exigea que les autorités d'Ankara admettent qu'elles avaient « *commis une erreur* » afin de pouvoir ouvrir une nouvelle page dans les relations turco-américaines.<sup>230</sup> Plus étonnant : Paul Wolfowitz réserva ses plus vives critiques à l'armée en expliquant que si les militaires s'étaient alignés sur la position américaine, ils auraient pu influencer le résultat du vote parlementaire du 1<sup>er</sup> mars. Il a conclut pour l'armée, « *le rôle dirigeant fort que nous aurions attendu* ». D'autre part, cela montre que la relation est perçue encore unidimensionnelle (plutôt militaire) par le coté américain. En effet, bien que le gouvernement des Etats-Unis soutienne officiellement Erdoğan, certaines fonctionnaires du Pentagone sont incommodes au sujet de son

---

<sup>229</sup> Didier Billion. « *Turquie : le temps des grandes ambitions* », *Politique internationale*, no : 101, automne 2003. p. 32.

<sup>230</sup> Pour le compte-rendu du reportage voir Mustafa Balbay. *Irak Bataklığında Türk-Amerikan İlişkileri*, Cumhuriyet Kitapları, Haziran 2004. pp. 243-257.

orientation islamique. Ils croient que les forces armées turques sont plus fiables que l'AKP<sup>231</sup> dans le combat contre le terrorisme.<sup>232</sup>

Les condamnations officielles furent unanimes du gouvernement à l'opposition en passant par l'état-major. Tous s'offusquèrent au nom de l'indépendance de la Turquie et du caractère démocratique de son régime. La position de Wolfowitz est particulièrement instructive parce qu'on voit en lui le grand visionnaire de la croisade pour démocratiser le Moyen-Orient.<sup>233</sup>

Au vu des difficultés rencontrées en Irak, certains *missi dominici*<sup>234</sup> de l'administration Bush seraient assurément mieux inspirés de revenir à une attitude plus modeste et respectueuse vis-à-vis de leurs partenaires.<sup>235</sup> Cela n'était pas surprenant que les Etats-Unis ne soient pas prêts à couper les ponts avec Ankara. Trop éloignés de la zone de crise moyen-orientale, ils ne peuvent en aucun cas se passer de cette formidable plate-forme stratégique. D'autant qu'elle s'insère dans le vaste projet géopolitique américain : la construction d'un puissant bloc économique et stratégique euro-atlantique placé sous son leadership, avec Israël et la Turquie comme « *tête de pont occidentale* » au Moyen-Orient. De plus, la Turquie –république laïque- reste l'exemple à suivre, l'« *alibi* » dont les Etats-Unis ont besoin pour prouver que leur politique n'est pas dirigée contre les musulmans.<sup>236</sup> Néanmoins, Washington est venu aux limites tout à fait avec succès avec la puissance de l'AKP, démontrant si un parti islamiste, ou parti

---

<sup>231</sup> Le *Parti de la Justice et du Développement (AKP)* est porté au pouvoir par une grande majorité à l'issue des élections législatives du 3 novembre 2002. En se définissant comme démocrate conservateur, le parti l'AKP dont les cadres fondateurs sont issus du mouvement de l'islam politique turque, réunit en son sein des valeurs religieuses conservatrices et les valeurs démocratiques républicaines.

<sup>232</sup> David L. Phillips. « Turkey's dreams of accession », *Foreign Affairs*, vol. 83, no: 5, September/October 2004. p. 97.

<sup>233</sup> Chomsky. *op.cit.* p. 190.

<sup>234</sup> Mots latins signifiant « envoyés du maître ». Dans le royaume franc et particulièrement à l'époque carolingienne, inspecteurs royaux qui, allant le plus souvent par deux, parcouraient plusieurs fois par an les provinces, avec mission de sanctionner les abus et de veiller à l'application du droit. L'institution des *missi dominici*, associant le plus souvent un laïc et un clerc, fut établie par un capitulaire de Charlemagne. Les *missi dominici* jugeaient en dernier ressort des cas dévolus à la puissance souveraine. <http://www.patrimoine-de-france.org/mots/mots-acade-61-30091.html>

<sup>235</sup> Billion. *op.cit.* p.33.

<sup>236</sup> *ibid.*

Philip H. Gordon. « America's partnership with Turkey is still valuable », *International Herald Tribune*, le 06/08/2003.

d'origines islamiques, dans le monde peut être un associé viable pour les Etats-Unis pour assurer la stabilité régionale.<sup>237</sup> En dépit des récentes difficultés, l'administration Bush, n'hésite pas à verser une aide de un milliard de dollars à la Turquie au mois d'avril de 2003.

De plus, les relations turco-américaines se sont évoluées par le lancement du projet du grand moyen-orient promu par l'administration américaine. Les intérêts semblaient d'être en conformité, car, dès le début, le gouvernement AKP avait déjà exprimé son désir de voir la démocratisation de ses voisins devant plusieurs plateformes internationales.<sup>238</sup> Par contre, la Turquie donnait sa réserve sur cette initiative qu'elle ne soit pas imposée par des forces extérieures. En fait, on peut dire qu'avec la déclaration de ce nouvel projet, les Etats-Unis passaient à une autre étape dans l'orientation de ses politiques au-moyen-orient après la guerre en Irak. Et dans cette nouvelle donne, la Turquie avait de nouveau des rôles constructifs à jouer pour le compte des américains.

Quant au nouvel projet, inspirée des thèses internationalistes et idéalistes wilsoniennes, la doctrine de remodelage du grand Moyen-Orient énoncée par l'administration Bush au début de l'année 2004 relève sans conteste d'une vision profondément idéologique du monde. Face à la fièvre anti-américaniste qui s'est propagée de part et d'autre de la scène internationale et notamment dans le monde arabo-musulman en réponse à l'intervention américaine en Irak, les Etats-Unis n'ont eu cesse (en prenant soin toutefois de ménager les susceptibilités de régimes alliés stratégiques peu conformes aux critères démocratiques) de rappeler leur volonté de libérer les peuples du joug de leurs dictateurs et de ramener la paix et la démocratie dans une partie du monde dont le potentiel déstabilisateur en faisait une zone particulièrement sensible et au cœur de l'intérêt national américain.

---

<sup>237</sup> Graham E. Fuller. « Turkey's Strategic Model : Myths and Realities », *The Washington Quarterly*, été 2004. p. 55.

<sup>238</sup> Aylin Güney. « An Anatomy of the Transformation of the US-Turkish Alliance : From Cold War to War on Iraq », *Turkish Studies*, vol.6, No :3, 341-359, Septembre 2005. p. 355.

Aux lendemains des attentats du 11 septembre 2001, le président Bush et certains de ses conseillers, s'interrogeant sur l'exacerbation de la haine exprimée envers les Etats-Unis, en particulier au Moyen-Orient, ont apporté la réponse suivante : le ressentiment et la violence, physique ou verbale, manifestés par les terroristes, les fondamentalistes religieux et les dictateurs provenait du rejet des valeurs de liberté et de démocratie qui règnent sur le territoire américain. La « guerre globale contre la terreur » devait donc œuvrer à éradiquer d'une part le ferment terroriste de cette vaste région en traquant les organisations et réseaux terroristes et instaurer d'autre part des liens étroits et consensuels avec les gouvernements et populations des pays de cette zone. C'est dans cette optique que l'idée d'un remodelage du grand Moyen-Orient est progressivement apparue dans les arcanes du pouvoir américain.

Evoquée tout d'abord devant un parterre de néoconservateurs de l'American Enterprise Institute (AEI) lors d'un discours prononcé le 26 février 2003, puis développée le 9 mai 2003 à l'université de Caroline du sud, la doctrine de remodelage du Grand Moyen-Orient (GMO) regroupe un vaste ensemble d'Etats aux profils très divers (les 22 pays de la Ligue des Etats Arabes et 5 Etats non arabes) s'étendant du Pakistan à la Mauritanie, dont elle vise à transformer le paysage politique et économique.<sup>239</sup>

Devant la montée du fondamentalisme religieux, les Etats-Unis se sont penchés sur l'état de la démocratie dans toute cette région et proposé l' « Initiative de Grand Moyen-Orient » (*Greater Middle East Initiative, GMEI*), approfondissant le premier pas accompli par le Département d'Etat le 12 décembre 2002 avec l'Initiative de partenariat au Moyen-Orient (*Middle East Partnership Initiative, MEPI*)

---

<sup>239</sup> <http://www.diploweb.com/forum/croisier1.htm>



Mal reçu tout d'abord par nombres de pays de cette zone, peu convaincus de la sincérité de l'engagement américain et méfiants envers l'impérialisme souvent dénoncé à l'égard des Etats-Unis, le plan fut remanié afin de pallier à ses insuffisances et présenté de nouveau sous le titre de « Partenariat pour le progrès et un avenir commun avec le Moyen-Orient élargi et l'Afrique du Nord ». Promu par le vice-président Dick Cheney au forum de Davos du 26 janvier 2004, le partenariat fut adopté lors du sommet de Sea Island en juin 2004 par les dirigeants du G8, l'Algérie, l'Afghanistan, Bahreïn, le Yémen, la Jordanie et la Turquie et rediscuté lors du sommet de l'OTAN des 28 et 29 juin 2004 à Istanbul. Si cette initiative recueille sur le fond l'adhésion des membres de l'Union européenne, soucieux de voir s'inscrire la démocratie au Moyen-Orient, elle vient néanmoins perturber un partenariat Euro-Méditerranéen déjà à l'œuvre depuis une décennie. Les Européens et la France en particulier se sont inquiétés de l'influence que les Etats-Unis pourraient chercher à étendre dans ce qu'ils considèrent souvent comme leur pré carré (notamment en ce qui concerne les pays du Maghreb), d'autant qu'à l'heure actuelle, ce sont les partenariats économiques et non politiques qui sont étudiés en priorité. C'est sous la pression européenne que fut modifiée l'appellation Grand Moyen-Orient qui ne prenait pas suffisamment en compte la diversité des pays concernés et que fut clairement reconnue l'action et le rôle de « conciliateur » de l'Europe en Méditerranée et dans le monde arabe.<sup>240</sup>

Les Etats-Unis semblent bel et bien avoir encouragé un processus qui n'attendait qu'une étincelle pour s'allumer. Suite à l'initiative américaine, des représentants civils de 18 pays membres de la Ligue arabe se sont en effet réunis à Alexandrie du 12 au 14 mars 2004 afin de proposer un projet de « réforme du monde arabe » à la suite duquel fut publié un plan de démocratisation et de développement social et économique appelé « document d'Alexandrie ». Il est à ce titre nécessaire de noter l'authentique volonté de réforme exprimée par l'homme de la rue, à défaut des gouvernements, dans le monde arabe.

---

<sup>240</sup> **ibid.**

L'Initiative de partenariat au Moyen-Orient et le Partenariat pour le progrès et un avenir commun avec le Moyen-Orient élargi et l'Afrique du Nord participent au premier plan de la « stratégie avancée pour la liberté, la démocratisation, le développement et la sécurité » (*forward strategy*). Certaines réformes ont ainsi commencé à s'opérer. Les dirigeants arabes se sont engagés à "approfondir les bases de la démocratie" lors du Sommet de la Ligue Arabe à Tunis le 23 mai 2004.<sup>241</sup> Les Etats-Unis soulignent également l'exemple du Maroc, qui a accueilli le premier sommet du « Forum pour l'Avenir » à Rabat les 10 et 11 décembre 2004<sup>4</sup> et a acquis en juin 2004 le statut de Allié majeur non-OTAN pour les Etats-Unis (*Major Non-Nato Ally*). Ils espèrent ainsi créer un « cercle vertueux » de la démocratisation en soutenant de l'extérieur les réformateurs arabes.

De nombreux bouleversements ont marqué la zone du grand Moyen-Orient depuis la fin de l'année 2004. Le décès de Yasser Arafat et sa succession par Mahmoud Abas (Abou Mazen) élu le 9 janvier 2005 ont été suivis d'un rapprochement sensible entre l'Autorité Palestinienne et l'Etat hébreu. Ariel Sharon s'est engagé à démanteler entre juillet et décembre 2005 les 21 colonies juives de la bande de Gaza ainsi que 4 colonies de Cisjordanie.

Les élections qui se sont tenues en Irak le 30 janvier 2005 dans une atmosphère marquée par les menaces d'attentats se sont déroulées sans heurts majeurs et le taux de participation, de l'ordre de 60% est apparu à la fois inespéré - notamment pour l'administration américaine- et gage d'espairs pour l'avenir. L'élection du kurde Djalal Talabani à la présidence intérimaire de l'Irak avant les élections de décembre et la nomination du chiite Ibrahim al-Djaafari au poste de premier ministre, le 7 avril 2005, après deux mois de tractations difficiles, semblent pouvoir placer l'Irak sur la voie de la démocratie.<sup>242</sup>

---

<sup>241</sup> **ibid.**

<sup>242</sup> **ibid.**

Le retrait progressif du Liban des troupes et services de renseignements syriens, qui s'est achevé le 30 avril 2005 constitue également un tournant important dans l'histoire de cette région. Autres avancées démocratiques encourageantes, la décision d'Hosni Moubarak de tenir des élections multipartites lors des élections égyptiennes de l'automne 2005 et la première expérience démocratique en Arabie Saoudite où la population masculine fut appelée à voter pour désigner la moitié des membres des conseils municipaux entre le 3 mars et le 21 avril 2005. Bien qu'il faille relativiser l'ampleur de cet aspect démocratique, il n'en demeure pas moins que ces élections « populaires » sont les premières dans l'histoire du pays.<sup>243</sup>

Ces bouleversements, opérés en quelques mois seulement ont ravivé l'optimisme éteint depuis le début de la seconde Intifada et invité à s'interroger sur l'influence de la doctrine Bush de remodelage du Moyen-Orient sur ces événements. L'intervention américano-britannique en Irak qui a débuté en mars 2003 a sans conteste provoqué des revirements dans le voisinage de l'Irak. Mais les analyses diffèrent quant à l'impact réel de l'influence américaine.

A cet égard, la Turquie souligne toujours que les États-Unis doivent considérer les enjeux internes des pays de la région. En plus, la Turquie rejette un leadership sous la signe d'un islamisme modérée et elle met accent toujours sur sa qualité d'être un état laïque et démocratique. Surtout, la référence de Colin Powell pour la Turquie, en avril 2004, comme une "république islamique" a entraîné la réaction forte des autorités turques. Étant un état laïque et démocratique, la Turquie a affirmé qu'elle n'avait pas de vocation d'être un modèle, en sens contraire, elle peut-être un exemple ou une source d'inspiration.<sup>244</sup> Sous cet angle, le président américain George W. Bush a estimé que la démocratie turque était un exemple pour la région du "Grand Moyen-Orient". Cela veut dire que malgré les divergences sur la guerre en Irak, le président américain, d'une part mettait l'accent sur les liens solides entre deux pays, d'autre part, il affirmait combien il était reconnaissant du soutien turc au

---

<sup>243</sup> **ibid.**

<sup>244</sup> « *US-EU-Turkey Cooperation on the Broader Middle East and North Africa: A Strategic Dialogue* » The Nixon Center, 14 June 2004. Voir: <http://www.nixoncenter.org>.

projet américain de Grand Moyen-Orient, qui vise à promouvoir la démocratie dans un vaste espace s'étendant du Pakistan au Maroc.<sup>245</sup> De surcroît, Bush déclare la démocratie turque comme un exemple important pour les habitants de la région dans son rencontre avec le premier ministre turque au juin 2005.

---

<sup>245</sup> <http://www.info-turc.org/article1845.html>

## CONCLUSION

Dans cette étude, nous avons mis en perspective les efforts de construction de l'hégémonie américaine dont la formation est différente des hégémonies précédentes des grandes puissances qui dominaient le monde. Nous avons étudié plus particulièrement l'engagement de la Turquie à cette hégémonie. En effet, la jeune République dès qu'elle est fondée, s'est trouvée entourée dans une région troublée. Les tentatives des réformes qu'elle s'engage, s'expliquent à la fois par sa volonté de devenir un pays moderne à l'instar des pays occidentaux et par la nécessité de garantir sa sécurité. D'ailleurs, dans un monde qui s'évoluait dans l'incertitude entre deux guerres mondiales, il était beaucoup plus pragmatique d'appartenir au camp des pays occidentaux. Notamment, au début de la Guerre Froide, la Turquie a choisi volontairement de s'engager au rang des Etats-Unis. Comme on l'a déjà souligné, les intérêts de la Turquie et des Etats-Unis étaient réciproques. Mais le motif de leur ralliement avait un aspect unidimensionnel, c'est-à-dire sécuritaire.

Dans le ralliement turco-américain, la Turquie s'efforçait de s'approprier ses intérêts avec ceux de l'Amérique. Elle rappelait souvent son importance géopolitique à l'égard des Etats-Unis. En outre, pendant la période de la Guerre Froide la Turquie était considérée comme un acteur principal fidèle de l'alliance atlantique. Selon Edwin Fedder, les alliances ont traditionnellement trois fonctions : une fonction fortifiante, une fonction préventive et une fonction stratégique (procurer des bases, profiter des territoires).<sup>246</sup> A cet égard, il faut prendre en considération ces trois fonctions, lorsqu'on analyse les relations, proprement dit l'alliance, entre la Turquie et Washington surtout pendant la Guerre Froide. Il faut également préciser que la Turquie ayant les caractéristiques d'une puissance moyenne, à partir d'une éventuelle flexibilité au sein du système international, peut trouver des occasions de conduire des politiques indépendantes

---

<sup>246</sup> Edwin H. Fedder. « The Concept of Alliance », *International Studies Quarterly*, vol. 12, no: 1, 1968. p. 67.

au sein des alliances qu'elle appartient. Cela peut s'expliquer par son importance géopolitique. Sous cet aspect, dès 1964, à la faveur de la Détente et en raison de certaines frictions avec les Etats-Unis dues à la crise de Chypre, la Turquie n'hésite pas à développer une politique « *multi-directionnelle* » qui se traduit notamment par une ouverture vers l'autre camp et vers les pays du Moyen-Orient. En revanche, il ne s'agissait pas d'une indépendance absolue. Car, comme l'affirme Raymond Aron, dans des régions extrêmement importantes pour les grandes puissances, il n'est pas possible pour les Etats ayant une importance stratégique, de mener une politique tout à fait indépendant de ces grandes puissances.

Une première conclusion nous permet d'affirmer que, libérées du carcan de la Guerre Froide, les relations turco-américaines ont fatalement buté contre les intérêts et les perceptions régionaux divergents de deux pays. Dès la fin de l'antagonisme Ouest-Est, la Turquie s'efforça d'élargir l'envergure des relations avec l'Amérique. Enfin, on l'a octroyé un statut de partenariat renforcé à la fin de la décennie quatre-vingt-dix. En fait, on peut prétendre qu'on est passé à une phase supérieure dans les relations turco-américaines. Le statut d'« *allié* » de la Turquie a été remplacé par le statut de « *partenaire* ». Il nous semble que c'était un pas extrêmement important car, les alliances se fondent pour une durée limitée et pour aboutir un objectif bien défini, alors que les partenariats se fondent pour une union à long terme.<sup>247</sup>

Par ailleurs, il se peut qu'il y ait certains conflits d'intérêt entre les deux partenaires en cas de la mise en cause des intérêts vitaux. Tel est le cas entre la Turquie et les Etats-Unis pendant la Guerre en Irak au seuil du nouveau siècle. Washington est à la recherche de formuler un nouveau système international notamment après les attentats de 11 septembre. Comme l'indique C. Rice, directrice du National Security Agency, le 11 septembre ouvre un moment « *de transformation* » où un re-alignement diplomatique devint pensable, en

---

<sup>247</sup> Robert Skidelsky.« Imbalance of Power », *Foreign Policy*, no: 20, Mai-June 2002. p. 49.

commençant par l'intégration de la Russie dans la coalition occidentale et en passant à la reconstruction politique des régimes arabes.<sup>248</sup> Bien trop longtemps le Moyen-Orient ne constituait pas une menace directe sur la sécurité nationale des Etats-Unis. Toutefois, après le 11 septembre, on a vu que l'instabilité dans la région a commencé à menacer la sécurité nationale américaine. Pendant, les années 90, l'existence du régime de S. Hussein a servi à justifier la présence américaine dans la région pour préserver la stabilité. Mais, à partir des événements du 11 septembre, notamment avec l'influence des néo-cons, les Etats-Unis sont intervenus dans la région sous prétexte d'emmener la stabilité et la démocratie.<sup>249</sup> Les événements de 11 septembre marque ainsi une rupture dans la stratégie américaine. La nouvelle administration américaine s'est désormais impliquée aux affaires moyen-orientales en vue de la réalisation des ambitions hégémoniques. En effet, le Moyen-Orient constitue une partie considérable de la stratégie américaine puisque le contrôle de cette région lui permettra de dominer les ressources stratégiques et d'obtenir des bases militaires pour projeter leur puissance militaire dans des zones importantes pour « *endiguer* » les potentiels rivaux. A cet égard, on peut affirmer la guerre en Irak était une décision stratégique pour garantir leur hégémonie et pour projeter leur puissance.

De plus, il était évident qu'il aura d'affrontement des intérêts avec les autres puissances en raison surtout de l'attitude de cette Administration américaine qui reflète les atouts d'une puissance hégémonique. Parce que selon eux, il est hors question de négocier sur leurs intérêts si ceux concernent les fondements de leur stratégie. En l'occurrence, l'incompatibilité des intérêts régionaux des puissances moyennes/régionales avec les intérêts globaux des puissances hégémoniques provoque une discorde. Dans le cas de la crise irakienne, la stratégie globale des Etats-Unis et les intérêts vitaux de la Turquie qui sont considérés comme remis en cause, se sont affrontés. De ce fait, les Etats-Unis en tant que puissance hégémonique ont essayé d'influencer la Turquie.

---

<sup>248</sup> John G. Mason. «Pour et contre la guerre en Irak », *Le Débat Stratégique*, no : 62, mai 2002.

<sup>249</sup> Selon Victor Davis Hanson, dans son article dans la revue « *néo-conservateur* » *Weekly Standard*, il défend l'idée d'une guerre en Irak pour transformer tout une région entière, car selon lui, l'Amérique a utilisé toutes les moyens jusqu'au aujourd'hui sauf un soutien étroit pour les réformes démocratiques. Victor Davis Hanson. « Democracy in the Middle East, It's the hardheaded solution », *The Weekly Standard*, vol: 008, Issue 06, 21/10/2002.

Néanmoins, grâce à son importance géopolitique et en tant que puissance régionale, elle a su résister aux pressions venant de la part de la puissance hégémonique. Même si, dans les années soixante, elle était dépendante des Etats-Unis dans les domaines de l'économie et de la politique, la Turquie a pu mener des politiques extérieures qui reflètent ses intérêts nationaux comme ce fut dans le cas des crises chypriotes (entre 1964-1974). Donc, pendant toute la période de la Guerre Froide, elle a refusé de se soumettre aux politiques impératifs américaines. De la même manière, pendant la guerre d'Irak, la Turquie a poursuivi ses propres intérêts au prix d'affronter la puissance hégémonique dont il est dépendant à la fois économiquement et politiquement.

La cohésion d'un partenariat stratégique entre la Turquie et les Etats-Unis s'est enfoncé dans des difficultés dans la période d'après guerre froide et d'après 9/11, comme on l'a déjà vu sur la guerre en Irak. Il est important de noter que la position stratégique de la Turquie dans sa région a servi aux intérêts américains. Par contre dans la période de 9/11 les paramètres des relations ont considérablement changés et la Turquie a commencé à mener une approche plus réaliste à propos de ses relations avec les Etats-Unis. Graham Fuller, dans son dernier entretien, estime très positif le fait que la Turquie ne supporte pas les Etats-Unis sur des sujets où elle estime que Washington se fourvoie et qu'elle choisisse alors de mener une politique plus autonome.<sup>250</sup> En outre croit-il bon d'ajouter que la Turquie est ainsi plus écoutée et suivie dans la région ; elle devient une porte ouverte sur l'Ouest et sur le changement dans la région.

Le groupe à Washington qui est le plus insatisfait du comportement de la Turquie est celui qui souhaite voir Ankara répondre le mieux aux besoins et aux intérêts américains dans la région. La Turquie serait-là au Moyen-Orient l'ami fidèle que l'on attend et sur lequel on peut toujours compter. Par contre, le non opposé par l'AKP à la guerre américaine en Irak a véritablement impressionné le monde arabe. Plus la Turquie a montré qu'elle est capable d'évoluer

---

<sup>250</sup> <http://www.turquieeuropeenne.org/article990.html>



indépendamment des Etats-Unis au Moyen-Orient plus elle jouira d'un certain prestige dans la région en tant qu'acteur indépendant et non comme un objet de la politique extérieure des Etats-Unis. Les gens sont plus disposés à écouter cette Turquie-là que l'ancienne Turquie pro-américaine.

Avec le déploiement des troupes américaines en Irak, la Turquie pourrait perdre son importance stratégique comme une alliée au Moyen-Orient en cas d'une crise. D'ailleurs, il y a eu certaines déclarations dans le but de réduire la présence militaire américaine sur le sol turc. A ce point, le lancement du projet de grand moyen-orient met ensemble les intérêts de deux parties. Cette nouvelle phase impose encore la nécessité de la Turquie pour les considérations américaines dans la région. Il y a encore à Washington les responsables qui préfèrent que la Turquie colle au plus près des intérêts américains. Mais, il est évident que dans la période d'après 9/11, comme Fuller le mentionne, la Turquie semble de conduire une politique plus autonome et assertive au Moyen-Orient qui devra être en conformité avec ses intérêts nationaux. Donc, la Turquie devient un acteur indépendant dans la région. Comme Edward J. Erickson souligne dans son article, le but de la politique de défense turque est de développer une capacité militaire dominante qui est capable de supporter des actions unilatérales dans la poursuite de sa sécurité nationale.<sup>251</sup> En bref, cette nouvelle donne est contraire de la perception américaine de l'alliance durant la guerre froide.

A partir de ces constatations, on peut avancer que la Turquie a mis en place le principe fondamental du paradigme réaliste qui consiste à sauvegarder sa survie au cas où cette dernière est remise en cause. En tant que puissance moyenne, elle résiste aux dispositions de la puissance hégémonique. En contrepartie, la puissance hégémonique doit prendre en considération les revendications de la puissance moyenne notamment dans une nouvelle conjoncture mondiale où les menaces sont très diversifiées et les relations sont interdépendantes. Dans notre cas, les Etats-Unis n'ont pas pu écarter la Turquie de

---

<sup>251</sup> Edward J. Erickson. « *Turkey as a Regional Hegemon-2014: strategic Implications for the United States* », *Turkish Studies*, vol.5, No :3, p.39.

ses stratégies comme on peut le discerner de leur aide financière et de leur soutien à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Les Etats-Unis doivent comprendre que ses partenariats sécuritaires ne sont plus les instruments simples, qu'ils sont des composantes essentielles d'un système mondial guidé par l'Amérique. Finalement, on peut dire que la puissance hégémonique doit inévitablement prendre en considération les aspirations de la puissance moyenne dans ses considérations hégémoniques.

# BIBLIOGRAPHIE

## OUVRAGES

- AHMAD, Feroz. *Demokrasi sürecinde Türkiye (1945-1980)*, Hil Yayınları, 1994.
- AMBROSE, Stephen E. *Rise to globalism: American foreign policy since 1938*, Penguin, 1985.
- ARMAOĞLU, Fahir. *Yirminci Yüzyıl Siyasi Tarihi*, Alkım Yayınları, 1999.
- ARON, Raymond. *Paix et Guerre entre les Nations*, Editions Calmann-Lévy, 2004.
- AYDIN, Mustafa. *Turkey's foreign policy in the twenty-first century: a changing role in world politics*, Ashgate, 2003.
- AYDIN, Mustafa. *Turkish foreign policy during the Gulf War of 1990-1991*, The American University in Cairo Press, 1998.
- BAGBY, Wesley M. *America's International Relations Since World War I*, New York, Oxford University Press, 1999.
- BALBAY, Mustafa. *Irak Bataklığında Türk-Amerikan İlişkileri*, Cumhuriyet Kitapları, Haziran 2004.
- BARNET, Richard. *Roots of War: the men and institutions behind US foreign policy*, Penguin books, 1973.
- BATTISTELA, Dario. *Théories des Relations Internationales*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2003.
- BAUDRIALLARD, Jean. *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Editions Galilée, 1991.
- BILLION, Didier. *La politique extérieure de la Turquie : une longue quête d'identité*, l'Harmattan, Paris, 1997.
- BONNET, Andre. *La crise irakienne et l'avenir du nationalisme arabe*, L'Harmattan, 2003.

- BOSTANOĞLU, Burcu. *Türkiye-ABD İlişkilerinin Politikası*, İmge Kitabevi, Aralık 1999.
- BROWN, L. Carl. *International politics and the Middle East*, London, I. B. Tauris & Company, 1984.
- BRZEZINSKI, Zbigniew. *Le Grand échiquier*, Paris, Bayard, 1997.
- CAN, Bilmez Bülent. *Demiryolundan Petrole Chester Projesi (1908-1923)*, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, İstanbul, Mayıs 2000.
- CHAUPRADE, Aymerie. *Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, Edition Ellipses, 2003.
- CHOMSKY, Noam. *Dominer le monde ou sauver la planète ? : l'Amérique en quête d'hégémonie mondiale*, Fayard, Paris, 2004.
- CLOAREC, Vincent et LAURENS, Henry. *Le Moyen-Orient au 20<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, Paris, 2000.
- CORM, George. *Le Proche-orient éclaté, 1956-2003*, Paris, Gallimard, 2003.
- DAVUTOĞLU, Ahmet. *Stratejik Derinlik, Türkiye'nin Uluslararası Konumu*, Küre Yayınları, Mart 2002.
- DEFARGES, Philippe Moreau. *Relations Internationales tome 1, Questions Régionales*, Editions du Seuil, septembre 2003.
- DERİNGİL, Semih. *Denge Oyunu- II. Dünya Savaşı'nda Türkiye'nin Dış Politikası*, Türk Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1998.
- DUROSELLE, Jean –Babtiste. *Histoire Diplomatique de 1919 à Nos Jours*, Editions Dalloz, 1993.
- ELMAS, Hasan Basri. *Turquie-Europe Une relation Ambiguë*, Editions Syllepse, Paris, 1998.
- FROMKIN, David. *A peace to end all peace : creating the modern Middle East 1914-1922*, Owl Books. New-York, 2001.
- FULLER, Graham E., Lesser, Ian O., Henze, Paul B., Boulder, J. F. Brown. *Turkey's new geopolitics : from the Balkans to Western China*, Westview press, 1993.
- GILPIN, Robert. *War and change in world politics*, Cambridge University Press, 1981.
- GILPIN, Robert. *The Political Economy of International Relations*, Princeton University Press, 1987.

- GRESH, Alain et Vidal Dominique. *Golfe : clefs pour une guerre annoncée*, Le Monde, Paris, 1991.
- GRESH, Alain et Vidal Dominique. *Les 100 clés du Proche-Orient*, Hachette Littératures, Paris, 2003.
- GRIFFITHS, Martin et O'CALLAGHAN, Terry. *International Relations: The Key Concepts*, Routledge, London, 2002.
- HALE, William. *Turkish Foreign Policy, 1774-2000*, Frank Cass, London, 2000.
- HASSNER, Pierre et VAISSER, Justin. *Washington et le monde*, Editions Autrement, 2003.
- HUREWITZ, J.C. *Diplomacy in the Near and the Middle East. A Documentary Record (1535-1914 et 1914-1956)*, 2 vol., D. Van Nostrand Company Inc., New York, 1956.
- İNSEL, Ahmet. *La Turquie entre l'ordre et le développement*, Editions l'Harmattan, Paris, 1984.
- JOXE, Alain. *L'empire de chaos*, La Découverte, 2004.
- KENT, Marian. *The Great powers and the end of the ottoman empire*, G.Allen & Unwin, London, 1984.
- KEOHANE, Robert O. *After Hegemony. Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton University Press, 1984.
- KISSINGER, Henry. *Diplomatie*, Editions Fayard, 2003.
- KISSINGER, Henry. *La Nouvelle Puissance Américaine*, Editions Fayard, 2003.
- KODMANI-DARWISH, Basma et CHARTOUNI-DUBARRY, May. *Golfe et Moyen-Orient: les conflits*, IFRI, Paris, 1991.
- KOLKO, Joyce et Gabriel. *The Limits of Power, The World and United States Foreign Policy 1945-1954*, Harper & Row Publishers, 1972.
- LAURENS, Henry. *L'Orient arabe à l'heure américaine ; de la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*, Armand Collin, 2004.
- LEITENBERG, Milton et SCHEFFER, Gabriel. *Great power intervention in the Middle East*, Pergamon Press, New-York, 1979.
- LENCZOWSKI, George. *The Middle East in world affairs*, Cornell University Press, 1982

- LUIZARD, Pierre-Jean. *La question irakienne*, Fayard, 2002.
- MANSOUR, Camille. *Israël et les Etats-Unis*, Armand Colin, Paris, 1995.
- MILTON-EDWARDS, Beverly. *Contemporary Politics in the Middle East*, Blackwell pub, 2000.
- MORGENTHAU, Hans J. *Politics among nations : the struggle for power and peace*, A. A. Knopf, New York 1967.
- NOUAILHAT, Yves-Henri. *Les Etats-Unis et le monde de 1898 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2003.
- NYE, Joseph S. *The Paradox of American Power*, Oxford University Press, New York, 2002.
- ROBINS, Philip. *Suits and Uniforms : Turkish Foreign Policy Since the Cold War*, Hurst & Company, London, 2003.
- ROCHE, Jean-Jacques. *Théories des relations internationales*, Editions Montchrestien, Paris, 2004.
- SALINGER, Pierre et LAURENT Eric. *Guerre du Golfe. Le dossier secret*, Olivier Orban, 1991.
- SMOUTS, Marie-Claude, VENNESSON, Pascal, BATTISTELA, Dario. *Dictionnaire des relations internationales 2003. Approches, Concepts, Doctrines*, Dalloz, 2003.
- SOYSAL, İsmail. *Türk Dış Politikası İncelemeleri İçin Kılavuz*, OBİV Yayınları, İstanbul, 1993.
- THOBIE, Jacques. *Ali et les 40 voleurs. Impérialismes et Moyen-Orient de 1914 à nos jours*, Editions Messidor, 1985.
- YETKİN, Murat. *Tezkere, Irak Krizinin Gerçek Öyküsü*, Remzi Kitabevi, Ocak 2004.
- ZURCHER, Erik Jan. *Modernleşen Türkiye'nin Tarihi*, İletişim Yayınları, İstanbul, 1995.

## ARTICLES

- ACHAR, Gilbert. « Le nouveau masque de la politique américain au Proche-Orient », *Le Monde diplomatique*, Avril 2004.
- ALANTAR, Özden Zeynep. « Türk Dış Politikasında Milletler Cemiyeti Dönemi », in: sous la direction de Faruk Sönmezoğlu, *Türk Dış Politikasının Analizi*, DER Yayınları, İstanbul, 1998.
- ANCIAUX, Robert. « Trois quarts de siècle de diplomatie turque au Moyen-Orient: continuité et ruptures », in : sous la direction de Robert Anciaux, *La République laïque turque trois quarts de siècle après sa fondation par Atatürk*, Editions Complexe, 2003.
- ARONSON, Geoffrey. « Vers une paix armée au Proche-Orient », *Le Monde Diplomatique*, Juillet 2000.
- AYDIN, Mustafa. « Kafkasya ve Orta Asya ile İlişkiler », in : sous la direction de Baskın Oran, *Türk Dış Politikası, Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, vol. II*, İletişim Yayınları, 2001.
- AYKAN, Mahmut Bali. « Turkish Perspectives on Turkish-US Relations Concerning Persian Gulf Security in the Post Cold War Era », *Middle East Journal*, été 1996.
- BAĞCI, Hüseyin. « Demokrat Parti'nin Ortadoğu Politikası », in : sous la direction de Faruk Sönmezoğlu, *Türk Dış Politikasının Analizi*, DER Yayınları, İstanbul, 1998.
- BARKAY, Gül ve YILMAZ, Şuhnaz. « Savaşın Ardından: Amerika'nın Irak Politikası ve Türkiye'nin Konumu », *Foreign Policy Türkiye baskısı*, no: 25, Mart-Nisan-Mayıs-Haziran 2003.
- BEHAR, Pierre. « L'importance géostratégique de la Turquie », in : sous la direction de Didier Billion, *Le rôle géostratégique de la Turquie*, Paris, Institut de relations internationales et stratégiques, 1995.
- BILLION, Didier. « La Turquie : des illusions au réalisme », *La Revue internationale et stratégique*, no : 34, été 1999.

- BILLION, Didier. « Turquie : le temps des grandes ambitions », *Politique internationale*, no : 101, automne 2003.
- BOZARSLAN, Hamit. « La Turquie : puissance régionale et forteresse assiégée ? »,   
[http://www.ifri.org/files/politique\\_etrangere/PE\\_1\\_03\\_BOZARSLAN.pdf](http://www.ifri.org/files/politique_etrangere/PE_1_03_BOZARSLAN.pdf)
- BROWN, James. « Turkey and the Persian Gulf Crisis », *Mediterranean Quarterly*, C.2, no: 2, printemps 1991.
- BROWNSTEIN, Ronald. « Mais que faisait Bush avant le 11 septembre? », *Courrier International*, no : 700, du 1<sup>er</sup> au 7 Avril 2004.
- BRZEZINSKI, Zbigniew. « Hegemonic Quicksand », *The National Interest*, winter 2003/2004.
- BRZEZINSKI, Zbigniew. « Selective Global Commitment », *Foreign Affairs*, vol. 70, no: 4, 1991.
- BRZEZINSKI, Zbigniew. « The Wrong Way to Sell Democracy to the Arab World », <http://www.nytimes.com/2004/03/08/opinion/08BREZ.html>.
- BRZEZINSKI, Zbigniew. « L'hégémonie américaine face à la terreur », *Nouvel Observateur Hebdo*, no : 2055, 25/03/2004.
- CHASE, Robert, HILL, Emily et KENNEDY, Paul. «Pivotal states and US strategy», *Foreign Affairs*, vol 75, no : 1, January/February 1996.
- CHOMSKY, Noam. «Dominance and its Dilemmas», le 10 octobre 2003, <http://www.zmag.org/content/showarticle.cfm?SectionID=11&ItemID=4332>.
- COLL, Alberto R. «America as the grand facilitator», *Foreign Policy*, no: 87, été 1992.
- COLSON, Bruno. « Concepts américains pour l'après-Guerre froide », [www.stratisc.org/strat/strat\\_057.htm](http://www.stratisc.org/strat/strat_057.htm).
- DAALDER, Ivo H. et LINDSAY, James M. « L'Amérique sans entraves ou la révolution Bush en politique étrangère », *Politique étrangère*, 3/2004 (automne 2004).
- DEL VALLE, Alexandre. « Genèse et actualité de la "stratégie" pro-islamiste des Etats-Unis », *Stratégique*, no : 70/71, 1998.
- DORAN, Michael Scott. «Palestine, Iraq and American Strategy», *Foreign Affairs*, vol. 82, no: 1, Janvier/Février 2003.



- DROZ-VINCENT, Philippe. « La politique étrangère américaine et le Moyen-Orient », *Esprit*, Août-Septembre 2002.
- DROZ-VINCENT, Philippe. « Où va la politique étrangère américaine ? Afghanistan , Proche-Orient, Irak », *Esprit*, Mai 2002.
- DROZ-VINCENT, Philippe. « Vingt Ans de politique américaine au Moyen-Orient », *Questions Internationales*, no:1, Mai-Juin 2003.
- ERALP, Atilla. « Soğuk Savaştan Günümüze Türkiye-Avrupa Birliği İlişkileri », in: sous la direction d' Atilla Eralp, *Türkiye ve Avrupa*. İmge Kitabevi, 1997.
- ERICKSON, Edward J. « Turkey as a Regional Hegemon-2014: strategic Implications for the United States », *Turkish Studies*, vol.5, No :3.
- ERKMEN, Serhat. « ABD'nin Ortadoğu'da Değişim İhtiyacının Nedenleri», *Stratejik Analiz*, Cilt: 3, sayı : 35, Mart 2003.
- EVRIVIADES, Marios. « Turkey's Role in the United States Strategy during and after the Cold war», *Mediterranean Quarterly*, vol.9, no: 2, hiver 1998.
- FAVENNEC, Jean-Pierre. « Géopolitique du pétrole au début du XXIe siècle », *Commentaire*, no 99, automne 2002.
- FEDDER, Edwin H. « The Concept of Alliance », *International Studies Quarterly*, vol. 12, no: 1, 1968.
- FULLER, Graham E. « Turkey's Strategic Model : Myths and Realities », *The Washington Quarterly*, été 2004.
- GALLOIS, Jérôme. « Les Néoconservateurs », *Question Internationales*, no : 3, septembre-octobre 2003.
- GELB, Leslie H. « Une bonne solution : créer trois Etats », *Courrier International*, no : 685, du 18 au 23 Décembre 2003.
- GNESETTO, Nicole. « A quoi sert le « Grand Moyen Orient » ? », *Le Figaro*, 10 Février 2004.
- GOLUB, Philip S. « Métamorphoses d'une politique impériale », *Le Monde diplomatique*, Mars 2003.
- GOLUB, Philip S. « Rêves d'Empire de l'administration américaine », *Le Monde Diplomatique*, Juillet 2001.
- GÖNLÜBOL, Mehmet et SAR, Cem. « 1919-1938 Yılları Arasında Türk Dış Politikası» in: *Olaylarla Türk Dış Politikası*, Siyasal Kitabevi, Ankara, 1996.

- GÖNLÜBOL, Mehmet et ÜLMAN Haluk. « İkinci Dünya Savaşı'ndan Sonra Türk Dış Politikası » in : *Olaylarla Türk Dış Politikası*, Siyasal Kitabevi, Ankara, 1996.
- GORDON, Philip H. « Bush's Middle East Vision », *Survival*, vol.45, no. 1, spring 2003.
- GORDON, Philip H.. « America's partnership with Turkey is still valuable », *International Herald Tribune*, le 06/08/2003.
- GUEZ, Olivier. « Le grand jeu pétrolier de Washington », *Politique internationale*, n°98, hiver 2002/2003.
- GÜNEY, Aylin. « An Anatomy of the Transformation of the US-Turkish Alliance : From Cold War to War on Iraq », *Turkish Studies*, vol.6, No :3, 341-359, Septembre 2005.
- HANSON, Victor Davis. « Democracy in the Middle East It's the hardheaded solution », *The Weekly Standard*, vol: 008, Issue 06, 21/10/2002.
- HASSNER, Pierre et VAISSE, Justin. « Ascension ou déclin de la puissance américaine? », *Question Internationales*, no: 3 septembre-octobre 2003.
- HOBSBAWM, Eric. « Ou va l'empire américain ? », *Le Monde Diplomatique*, Juin 2003.
- HOFFMANN, Stanley. « La nouvelle version de l'exceptionnalisme américain », *Esprit*, Février 2003.
- HUNTINGTON, Samuel. « La superpuissance solitaire », *La Revue internationale et stratégique*, no : 34, été 1999.
- HUNTINGTON, Samuel. « The clash of civilizations? », *Foreign Affairs*, vol. 72, no: 3, summer 1993.
- IKENBERRY, G. John. « L'ambition impériale américaine », in : *Les Etats-Unis à Contre-Courant*, Coédition GRIP-Editions Complexe, 2004.
- IKENBERRY, G. John. « Les Etats-Unis et le multilatéralisme », *Questions Internationales*, no:3 septembre-octobre 2003.
- KAGAN, Robert. « The Benevolent Empire », *Foreign Policy*, été1998.
- KHALILZAD Zalmay. « A strategic plan for western-turkish relations », in: *Turkish Foreign Policy in an Age of Uncertainty*, RAND, 2003.

- KHALILZAD, Zalmay. «The United-States and the Persian Gulf : Preventing Regional Hegemony», *Survival*, vol : 37, no :2, été 1995.
- KİRİŞÇİ, Kemal. «US-Turkish Relations: New Uncertainties in a Renewed Partnership», in: sous la direction de Barry Rubin et Kemal Kirisçi, *Turkey in World Politics: A Emerging Multiregional Power*, Lynne Rienner Publishers, 2001.
- KISSINGER, Henry. «Now, back to defining a new world order», *International Herald Tribune*, le 6/10/2004.
- KLARE, Michael T. « La nouvelle stratégie militaire des Etats-Unis », *Le Monde Diplomatique*, Novembre 1997.
- KLARE, Michael T. « Les trois piliers stratégiques de Washington », *Le Monde Diplomatique*, Juillet 2001.
- KLARE, Michael T. « Les vrais desseins de M. George Bush », *Le Monde Diplomatique*, Novembre 2002.
- KLARE, Michael T. « Pétrole et politique mondial: le rôle de l'administration américaine », in : *Les Etats-Unis à Contre-Courant*, Coédition GRIP-Editions Complexe, 2004.
- KRAUTHAMMER, Charles. «The Unipolar Moment», *Foreign Affairs*, vol. 70, no: 1, 1990-1991.
- LAKE, Anthony. «*Confronting Backlash States*», *Foreign Affairs*, vol. 73, no: 2, Mars/Avril 1994.
- LAURENS, Henry. « Les Etats-Unis et l'Orient arabe : préhistoire d'une présence », in: sous la direction d'Antoine Sfeir, *Les nouvelles questions d'Orient*, Hachette, 1991.
- LEMANN, Nicholas. «Real Reasons», *The New Yorker*, le 22 septembre 2003. [http://www.newyorker.com/talk/content/?030922ta\\_talk\\_lemann](http://www.newyorker.com/talk/content/?030922ta_talk_lemann)
- LOUCAS, Ionnis. « La géopolitique de la Méditerranée orientale pendant la Guerre Froide », *Relations Internationales*, no : 109, printemps 2002.
- MACK, David. « Non, les Etats-Unis ne doivent pas diviser l'Irak », *Courrier International*, no : 685, du 18 au 23 Décembre 2003.
- MARCHESIN, Philippe. « Géopolitique de la Turquie à partir du Grand échiquier de Zbigniew Brzezinski », *Revue Etudes Internationales*, volume XXXIII, no : 1, mars 2002.

- MARR, Phebe. «The Persian Gulf After the Cold War», Phebe Marr et William Lewis (sous la direction), *Riding the tiger: the Middle East challenge after the Cold War*, Westview, 1993.
- MASON, John G. « Gulliver en procès : la guerre en Irak et ses retombées aux Etats-Unis », *Politique étrangère*, 3-4/ 2003.
- MASON, John G. « Pour et contre la guerre en Irak », *Le Débat Stratégique*, no : 62, mai 2002.
- MODELSKI, George. «The Long Cycle of Global Politics and the Nation-State», *Comparative Studies in History and Society*, vol: 20, no:2, Avril 1978.
- NOEL, Pierre. « L'Amérique et le pétrole irakien », *Policy Brief* no. 4, Le Centre français sur les Etats-Unis, IFRI.
- NOEL, Pierre. « La stratégie américaine de sécurité et le pétrole du Moyen-Orient », *Working Paper de IFRI*, Octobre 2003.
- NOEL, Pierre. « Les États-Unis et la sécurité pétrolière mondiale », *document de travail du Centre français sur les Etats-Unis, IFRI*, juillet 2004.
- NOUSCHI, André. « Le Golfe et le pétrole : d'un impérialisme à l'autre ? », *Relations internationales*, no : 66, été 1991.
- NYE, Joseph S. «U.S. Power and Strategy After Iraq», *Foreign Affairs*, Vol. 82, no: 4, Juillet / Août 2003.
- ORAN, Baskın. «1945-1960 : Batı Bloku Ekseninde Türkiye-1, Dönemin Bilançosu», in : sous la direction de Baskın Oran, *Türk Dış Politikası, Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, vol. I*, İletişim Yayınları, 2001.
- ORAN, Baskın. «ABD'nin ve Türkiye'nin Irak ve Kürtleri Politikası», *Birikim*, Nisan 2003.
- OTTAWAY, Marina, CAROTHERS, Thomas, HAWTHORNE Amy et BRUMBERG, Daniel. «Mirage démocratique au Moyen-Orient», in : *Les Etats-Unis à Contre-Courant*, Coédition GRIP-Editions Complexe, 2004.
- ÖZKAN, Gencer. «Dört Köşeli Üçgen Olmaz», *Foreign Policy Türkiye baskısı*, no: 25, Mart-Nisan-Mayıs-Haziran 2003.
- PARMENTIER, Guillaume. « La Turquie au sein de l'OTAN et ses relations avec les Etats-Unis » in sous la direction de Didier Billion, *Le rôle géostratégique de la Turquie*, Paris, Institut de relations internationales et stratégiques, 1995.

- PARMENTIER, Guillaume. « Le débat interne sur le rôle des Etats-Unis dans le monde », *Questions Internationales*, no:3 Septembre-Octobre 2003.
- PATTEN, Chris et PERLE, Richard. « Les relations entre l'Europe et les Etats-Unis », *Commentaire*, no 101, printemps 2003.
- PAYNE, Anthony. «US: Hegemony and the Reconfiguration of the Caribbean», *Review of International Studies*, vol. 20, 1994.
- PFAFF, William. « De l'hégémonie américaine », *Commentaire*, no: 93, printemps 2001.
- PHILLIPS, David L. «Turkey's dreams of accession», *Foreign Affairs*, vol. 83, no: 5, September/October 2004.
- POPE, Nicole. « Le Moyen-Orient entre deux guerre », *Le Monde Economie*, Dossier 1991-2003, le 25/03/2003.
- PRAGER, Rachel. «Turkish-American Relations: Historical Context and Current Issues», *Report for TÜSİAD (Association Turque des Industriels et Hommes d'Affaires)*, 2003.
- RODMAN, Peter W. «Middle East Diplomacy After the Gulf War», *Foreign Affairs*, vol. 70, no: 2, printemps 1991.
- ROY, Olivier. « Caspienne : une histoire d'oléoduc, ou les illusions de la géostratégie », *Critique internationale*, no : 8, juillet, 2000. <http://www.ceris-sciences-po.org/publica/critique/article/ci08p36-44.pdf>
- SADOWSKI, Yahya. « Vérités et mensonges sur l'enjeu pétrolier », *Le Monde Diplomatique*, avril 2003.
- SANDER, Oral. « Yeni Bir Bölgesel Güç olarak Türkiye'nin Dış Politika Hedefleri », in: sous la direction de Faruk Sönmezoğlu *Türk Dış Politikasının Analizi*, DER Yayınları, İstanbul, 1998.
- SIONNEAU, Bernard. « Réseaux conservateurs et nouvelle doctrine américaine de sécurité », *Annuaire français de relations internationales 2003*, vol. IV, Editions Bruylant, 2003..
- SIREL, François. « Guerre Froide (première) », in : sous la direction de Serge Cordellier, *Le dictionnaire historique et géopolitique du 20<sup>e</sup> siècle*, La Découverte, 2003.
- SKIDELSKY, Robert. «Imbalance of Power», *Foreign Policy*, no: 20, Mai-June 2002.

- SÖNMEZOĞLU, Faruk. « Kurtuluş Savaşı Diplomasisi » in: sous la direction de Faruk Sönmezoğlu, *Türk Dış Politikasının Analizi*, DER Yayınları, İstanbul, 1998.
- STEIN, Kenneth W. « La doctrine Bush de l'engagement sélectif ou la continuité de la politique étrangère au Moyen-Orient », *Politique étrangère*, no : 1, 2002.
- STORY, Jonathan. « Le système mondial de Susan Strange », *Politique étrangère*, no : 2 2001.
- SUR, Serge. « L'Hégémonie américain en question », *Annuaire français de relations internationales 2002*, vol. III, Editions Bruylant, 2002.
- TERTRAIS, Bruno. « La « guerre mondiale contre la terreur », 2001-2004 », *Politique étrangère*, 3/2004 (automne 2004).
- TÜRKMEN, Füsün. « Les Etats-Unis et la Turquie. Ou vont-ils ? », *Les Cahiers de l'Orient*, no : 73, Juillet 2004.
- UZGEL, İlhan. « ABD ve NATO'yla İlişkiler 1980-1990 », in : sous la direction de Baskın Oran, *Türk Dış Politikası, Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, vol. II*, İletişim Yayınları, 2001.
- UZGEL, İlhan. « ABD ve NATO'yla İlişkiler 1990-2001 », in : sous la direction de Baskın Oran, *Türk Dış Politikası, Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, vol. II*, İletişim Yayınları, 2001.
- VANER, Semih. « La Turquie entre la recherche de l'équilibre et l'isolement », *Politique étrangère*, no : 1, mars 1982.
- VERGNIOLLE, François. « Bush fait son « Reagan Revival » », *Libération*, le 24/08/2004.
- WALLERSTEIN, Immanuel. «The eagle has crash landed», *Foreign Policy*, Juillet / Août 2002.
- WOHLSTETTER, Albert. « Les Etats-Unis et la sécurité du Golfe », *Politique étrangère*, no : 1, 1981.
- ZELIKOW, Philip. « Les fondements de la nouvelle politique américaine de sécurité », *Commentaire*, no 102, été 2003.

## **JOURNAUX**

- « L'Irak n'avait ni armes de destruction massive ni installation pour en produire, selon les inspecteurs », *Le Monde*, le 8/10/2004.
- Herald Tribune International, « *War for Arab oil in '73* », le 02/01/2004.
- Radikal, le 13/09/2004 .
- Radikal, le 16/08/2004.

## **RESSOURCES ELECTRONIQUES**

- CBS News, Clarke's Take On Terror March 30, 2004.
- Colloque de CERI intitulé « *Transatlantic Tensions* », le 2 février 2004.
- Conférence à CERI, « *La Turquie et le Greater Middle East* », le 7 avril 2004.
- <http://arabworld.nitle.org>.
- [http://www.americassecretwar.com/author\\_interviews.html](http://www.americassecretwar.com/author_interviews.html)
- <http://www.cnn.com/SPECIALS/cold.war/episodes/02/documents/churchill>
- <http://www.cnn.com/SPECIALS/cold.war/episodes/02/documents/kennan/>
- <http://www.cnn.com/SPECIALS/cold.war/episodes/03/documents/truman/>
- <http://www.cnn.com/SPECIALS/cold.war/episodes/04/documents/x.html>
- [http://www.informationclearinghouse.info/pdf/naarpr\\_Defense.pdf](http://www.informationclearinghouse.info/pdf/naarpr_Defense.pdf)
- <http://www.newamericancentury.org>
- <http://www.newamericancentury.org/statementofprinciples.htm>
- <http://www.nixoncenter.org>.
- <http://www.tbmm.gov.tr/tutanak/donem21/yil2/bas/b019m.htm>
- <http://www.turquieeuropeenne.org/article990.html>
- [Washingtoninstitute.org/watch/Peacewatch/peacewatch2001/303.htm](http://Washingtoninstitute.org/watch/Peacewatch/peacewatch2001/303.htm)
- [www.milliyet.com.tr/2003/10/31](http://www.milliyet.com.tr/2003/10/31)